

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004275]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l’octroi de subventions à l’audit ou à l’étude dans le secteur non résidentiel pour l’amélioration de l’efficacité énergétique et la promotion d’une utilisation plus rationnelle et plus durable de l’énergie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l’utilisation rationnelle de l’énergie, des économies d’énergie et des énergies renouvelables, les articles 7, 8, 9, 10 et 11, alinéas 3 et 4 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l’octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d’entreprises pour l’amélioration de l’efficacité énergétique et la promotion d’une utilisation plus rationnelle de l’énergie du secteur privé ;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d’aides, au moyen d’un portefeuille intégré d’aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l’entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1<sup>er</sup>, 3, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, §1<sup>er</sup>, alinéa 3, et §2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 7, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et §2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 9, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et §2, 10, §2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et §3, alinéa 1<sup>er</sup>, 11, 12, 14, alinéas 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, et 2, 37 et 38, alinéa 2 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d’audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l’utilisation rationnelle de l’énergie, des économies d’énergie et des énergies renouvelables ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l’octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d’études et de travaux visant l’amélioration de la performance énergétique et l’utilisation rationnelle de l’énergie dans les bâtiments (UREBA) ;

Vu l’arrêté ministériel du 28 mars 2019 portant exécution partielle, en matière d’énergie, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d’aides, au moyen d’un portefeuille intégré d’aides en Région Wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l’entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

Vu le rapport du 5 mai 2022 établi conformément à l’article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 27 janvier 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2023 ;

Vu l’avis de l’Union des villes et communes de Wallonie, donné le 21 mars 2023 ;

Vu l’avis de l’Autorité de protection des données faisant, donné le 30 mars 2023 ;

Vu l’avis 74.062/2/V du Conseil d’Etat, donné le 13 septembre 2023, en application de l’article 84, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l’avis de la Fédération des CPAS, donné le 20 octobre 2023 ;

Vu l’avis de l’Association des Provinces wallonnes, donné le 25 octobre 2023 ;

Considérant l’avis du pôle « Energie », donné le 21 mars 2023 ;

Considérant l’avis d’Edora, donné le 23 mars 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l’Energie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition introductive, définitions et protection des données à caractère personnel*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l’efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE et la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l’utilisation de l’énergie produite à partir de sources renouvelables.

**Art. 2.** Pour l’application du présent arrêté, l’on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l’énergie dans ses attributions ;

2<sup>o</sup> l’administration : le Service public de Wallonie Territoire, Logement Patrimoine et Energie, Département de l’Energie et du Bâtiment durable ;

3<sup>o</sup> la personne morale de droit public : la personne de droit public telle que définie à l’article 2, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l’octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d’études et de travaux visant l’amélioration de la performance énergétique et l’utilisation rationnelle de l’énergie dans les bâtiments (UREBA) ;

4<sup>o</sup> les organismes non commerciaux : les organismes tels que définis à l’article 1, alinéa 1, 4<sup>o</sup>, du décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l’utilisation rationnelle de l’Energie, des économies d’énergie et des énergies renouvelables ;

5<sup>o</sup> le bénéficiaire : les entreprises, les personnes morales de droit public et les organismes non commerciaux disposant d’un droit réel sur l’entité et pouvant prétendre aux subventions proposées par le présent arrêté ;

6<sup>o</sup> la PME : l’entreprise qui répond aux critères visés à l’article 2, 2, du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

7<sup>o</sup> la grande entreprise : l’entreprise au sens de l’article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l’utilisation rationnelle de l’énergie, des économies d’énergie et des énergies renouvelables et qui correspond à la définition de l’article 2, 24, du Règlement (UE) no 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

- 8° l'unité d'établissement : une unité d'établissement au sens de l'article I.2, 16°, du Code de droit économique ;
- 9° l'entité : le périmètre sur lequel porte l'audit ou l'étude et pouvant regrouper la production de biens et de services, les bâtiments ou partie de bâtiment, les équipements de production ou de transformation d'énergie y compris la production d'énergie renouvelable, le transport interne de personnes ou de fret, la captation et le stockage de carbone ;
- 10° l'énergie renouvelable : l'énergie telle que définie à l'article 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique ;
- 11° l'énergie fatale : l'énergie induite par un processus principal, qui n'est pas encore utilisée jusqu'à son plein potentiel technique et pouvant être récupérée pour être valorisée à d'autres fins, soit en interne, soit en externe, et devenant alors source d'approvisionnement énergétique complémentaire ;
- 12° l'énergie primaire : l'énergie telle que définie à l'article 2, 18°, du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;
- 13° le pouvoir calorifique supérieur ou PCS : la quantité d'énergie telle que définie à l'article 2, 12°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique ;
- 14° le pouvoir calorifique inférieur ou PCI : la quantité d'énergie telle que définie à l'article 2, 13°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique ;
- 15° l'efficacité énergétique : le rapport entre les résultats, le service, la marchandise ou l'énergie que l'on obtient et l'énergie consacrée à cet effet ;
- 16° l'auditeur : la personne physique labellisée en vertu du chapitre 3 du présent arrêté ;
- 17° l'auditeur interne : l'auditeur labellisé sur la compétence de généraliste interne et faisant partie du personnel du bénéficiaire ou du personnel d'une personne morale de droit public ou d'un organisme non commercial, mis à disposition du bénéficiaire afin de réaliser des prestations d'audits ou d'études énergétiques ;
- 18° la labellisation : la validation d'une ou de plusieurs compétences d'un auditeur dans l'objectif de réaliser des audits énergétiques ou des études énergétiques ;
- 19° la compétence : la capacité d'un auditeur à exercer un savoir-faire spécifique, acquis grâce à son expérience professionnelle, son diplôme et ses formations, validée sur base d'éléments factuels fournis à l'administration dans le cadre d'une demande de labellisation ;
- 20° le prestataire de services : la personne physique ou morale, disposant d'un numéro d'entreprise, qui est reconnue pour la prestation de services, en lien et conformément aux dispositions fixées dans le chapitre 2 du présent arrêté ;
- 21° la reconnaissance : la validation de l'accès à une thématique de subvention pour un prestataire de services qui permet de catégoriser et regrouper plusieurs types de prestations sur base de la thématique énergie ou du type de bénéficiaire ;
- 22° la méthodologie AMUREBA : la méthodologie établie conformément à l'annexe 6 ;
- 23° l'audit énergétique : la mission portant sur une procédure proportionnée, systématique et récurrente qui permet de dresser une image fiable de la performance énergétique de l'entité et de recenser de manière sûre les possibilités d'amélioration les plus significatives aboutissant à un plan d'action, réalisé conformément à la méthodologie AMUREBA ;
- 24° l'étude énergétique : la mission portant sur une procédure systématique non récurrente, d'analyse ou de conseil énergétique, dont le périmètre et la durée sont limités et réalisée conformément à la méthodologie AMUREBA.
- 25° l'audit énergétique global (AG) : l'audit énergétique appliqué à l'ensemble d'une entité ;
- 26° l'audit énergétique partiel (AP) : l'audit énergétique appliqué à une entité ou à une partie de l'unité d'établissement auditée ;
- 27° l'étude de faisabilité (EF) : l'étude énergétique portant sur les aspects techniques, réglementaires, administratifs, économiques, visant à déterminer les paramètres et les variables technico-économiques principaux d'un investissement futur à vocation, notamment, d'amélioration de l'efficacité énergétique, de production ou de stockage d'énergie renouvelable, de valorisation d'énergie fatale, de captation ou de stockage du carbone.
- 28° la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) : la prestation d'étude énergétique effectuée dans l'objectif d'apporter assistance et conseil à un maître d'ouvrage sur des aspects techniques, réglementaires, administratifs, économiques et financiers lors de la réalisation d'un projet technique à vocation exclusive d'utilisation rationnelle de l'énergie, de production ou stockage d'énergie renouvelable, de valorisation d'énergie fatale, de captation ou de stockage du carbone ;
- 29° l'audit de suivi financier (ASF) : l'audit énergétique dont le périmètre est limité et permettant de valider l'atteinte ou le maintien de performances énergétiques préalablement fixées ;
- 30° l'audit de potentiel énergétique (APE) : l'audit réalisé sur le patrimoine immobilier d'un demandeur ou sur une zone géographique délimitée permettant de déterminer les besoins globaux en énergie, d'y recenser les sources d'énergies disponibles, y compris fatales, et de proposer diverses orientations possibles dans le but de promouvoir la création de communauté d'énergie, la production centralisée d'énergie, la valorisation d'énergie renouvelable et d'énergie fatale ;
- 31° l'audit de suivi annuel (ASA) : l'audit énergétique permettant d'actualiser le plan d'action et la performance énergétique d'une unité d'établissement, ainsi que d'un organisme représentatif d'entreprises et réalisé sur base d'au moins un audit global préalable avec une périodicité annuelle ;
- 32° la convention carbone : convention carbone au sens du chapitre 7 du décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023 ;
- 33° la communauté carbone : la communauté carbone au sens du chapitre 7 du décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023 ;
- 34° l'organisme représentatif d'entreprises : la communauté carbone ou l'organisme qui est mandaté par tout ou partie de ses membres pour les aider à améliorer leur efficacité énergétique ;

35° la plateforme digitale : la ou les applications internet dédiés à la gestion du portefeuille électronique, qui est accessible par le biais d'un site internet ;

36° l'émetteur : le prestataire de services désigné pour assurer la gestion financière des portefeuilles liés à la plateforme digitale ;

37° le portefeuille électronique : le moyen de paiement électronique dématérialisé servant à rémunérer, au travers des chèques électroniques, les services visés par le présent arrêté effectués par les prestataires de services.

Concernant le point 9° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les personnes morales de droit public ou les organismes non commerciaux, l'entité est constituée au minimum d'un bâtiment ou partie de bâtiment reprenant les équipements et activités du bénéficiaire.

Concernant le point 9° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les entreprises, l'entité est constituée, pour la réalisation de l'audit global, de l'unité d'établissement.

Concernant le point 11° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont notamment de l'énergie fatale, la chaleur et le froid fatals tels que définis à l'article 2, 8°, du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

**Art. 3.** Les dossiers relatifs aux subventions visées par le présent arrêté sont traités par tout agent ou personnel contractuel de niveau A ou B tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'administration.

La décision de recevabilité, de paiement, de contrôle et de recouvrement des subventions visées par le présent arrêté relève de tout agent de niveau A ou B tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'administration.

**Art. 4.** §1<sup>er</sup>. L'administration, dans le cadre du traitement de la labellisation des auditeurs, traite les données à caractère personnel suivantes relatives aux auditeurs et aux candidats auditeurs :

- 1° les noms et les prénoms ;
- 2° l'adresse de courriel ;
- 3° le numéro de téléphone ;
- 4° la fonction exercée auprès du ou des prestataires de services ;
- 5° le diplôme.

Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont conservées maximum dix ans après la date de clôture du dernier dossier de subvention traité par l'auditeur. En cas de litige non résolu sur ce dernier dossier, une période supplémentaire de maximum un an après l'épuisement de toutes les possibilités de recours est appliquée.

§2. Les données visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont traitées pour la finalité de gestion des dossiers liés à la labellisation des auditeurs.

§3. Les auditeurs expriment, lors de leur demande de labellisation, leur consentement libre et éclairé permettant la publication des données visées aux articles 10 et 22 du présent arrêté dans la liste des auditeurs labellisés sur le site de l'administration, accessible au public.

L'administration conserve les données à caractère personnel visées au paragraphe 1<sup>er</sup> dans une base de données qu'elle gère. L'administration prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des données comprises dans cette base de données. Les seules personnes habilitées à avoir accès à ces données sont les agents de l'administration, au moyen d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe.

§4. Le responsable du traitement de ces données est l'administration. Les personnes concernées visées par le paragraphe 1<sup>er</sup> sont les candidats auditeurs et les auditeurs. Dans le cas où il s'agit d'une personne morale, il n'y a pas de personne concernée.

**Art. 5.** L'administration peut utiliser les données autres que les données à caractère personnel des audits et études à des fins de statistiques et d'information publique.

Le rapport et les informations encodées sont utilisés de manière agrégée, pour la réalisation d'analyses statistiques, de cartes ou de reportages nécessaires aux missions de l'administration. Ils pourront aussi être transmis à tout service de l'administration, de manière spécifique, pour l'octroi de subvention, la délivrance de toutes autorisations ou avis, sur demande motivée du service en question.

## CHAPITRE II. — La reconnaissance des prestataires de services

### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 6.** Les prestataires de services obtiennent une reconnaissance sur la base des conditions et de la procédure visées dans le présent chapitre.

Le prestataire de services exerce sa mission en toute indépendance ; il ne fait aucune proposition commerciale en lien avec les recommandations des audits ou études réalisées pour le bénéficiaire, relativement à un fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux et ce pendant toute la durée de sa reconnaissance.

**Art. 7.** La durée maximale de la reconnaissance d'un prestataire de services est de cinq ans.

En cas de renouvellement de la reconnaissance, la durée de renouvellement est de cinq ans.

La reconnaissance ou son renouvellement prend cours à dater de la notification de la décision qui l'accorde.

La reconnaissance ne peut pas être transmise ou cédée.

**Art. 8.** Lorsque qu'un prestataire de services ne dispose plus d'auditeur identifié en tant que contact « auditeur » dans une compétence correspondant à sa reconnaissance, il peut conserver sa reconnaissance mais perd le droit de l'exercer. Ce droit d'exercice est restauré dès qu'il dispose à nouveau d'un auditeur labellisé dans une compétence correspondant à sa reconnaissance, identifié en tant que contact « auditeur ».

**Art. 9.** §1<sup>er</sup>. L'administration analyse les dossiers de demande, de renouvellement ou de retrait de la reconnaissance. Lorsqu'un dossier présente des aspects techniques, économique ou légaux complexes, qui dépasse son niveau d'expertise, elle peut s'adjoindre des services de tout consultant qu'elle juge nécessaire, dans le respect des règles de confidentialité et de neutralité.

§2. Si l'administration demande des compléments d'informations au candidat prestataire de services, il dispose de trente jours pour compléter son dossier. Si au terme de ce délai, le candidat prestataire n'a pas soumis à l'administration un dossier complété, la demande de reconnaissance est classée sans suite et le dossier clôturé.

§3. L'administration statue sur la demande de reconnaissance ou son renouvellement et notifie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours à dater de la réception du dossier complet.

La décision de l'administration peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision. Le Ministre dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du recours pour rendre sa décision. Le recours n'est pas suspensif.

§4. Le Ministre peut préciser les conditions permettant de solliciter un consultant, visées au §1<sup>er</sup>.

**Art. 10.** L'administration publie et tient à jour la liste des prestataires de services bénéficiant d'une reconnaissance. Par le simple fait de disposer d'une reconnaissance, le prestataire de services autorise l'administration à publier les informations suivantes :

- 1° le nom, le logo et la forme juridique de l'entreprise ;
- 2° un descriptif de l'activité de l'entreprise ;
- 3° le numéro de téléphone ;
- 4° l'adresse mail ;
- 5° les thématiques reconnues et les dates de validité ;
- 6° les auditeurs liés au prestataire de services, les compétences labellisées et les dates de validité ;
- 7° les informations statistiques sur les dossiers réalisés telles que l'année, la thématique, le type, le nombre ou le statut.

Le prestataire de services peut, à tout moment demander une correction de ses données publiées.

L'administration garde, à tout moment, un rôle de modérateur lui permettant d'effacer un contenu inapproprié ou erroné publié par un prestataire de services dans les outils mis à disposition par l'administration.

#### Section 2. — Les conditions d'octroi de la reconnaissance

**Art. 11.** La reconnaissance en qualité de prestataire de services dans les thématiques visées par le présent arrêté peut être demandée par toute personne morale ou physique réalisant des prestations dans le conseil énergétique aux entreprises et aux collectivités. Elle doit en outre répondre aux conditions suivantes :

- 1° ne pas avoir fait l'objet, moins de cinq ans avant l'introduction de sa demande de reconnaissance, d'une décision de retrait de la reconnaissance dans la thématique demandée ;
- 2° répondre aux conditions d'accès générales, spécifiées dans le présent chapitre ;

Le Ministre peut préciser et déterminer des conditions complémentaires aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour garantir la qualité des prestations des prestataires de services.

**Art. 12.** Le prestataire de services qui souhaite être reconnu introduit au moyen de la plateforme digitale une demande de reconnaissance comprenant :

- 1° l'ensemble des coordonnées et les informations de l'entreprise telles que la dénomination, la forme juridique, l'adresse postale, le numéro de la banque-carrefour des entreprises, l'adresse mail et le numéro de téléphone ;
- 2° une attestation de relevé d'identité bancaire (RIB) émise par la banque hébergeant le compte bancaire pour le versement des subventions, cette attestation reprend au minimum le numéro de compte (format IBAN) et code BIC, le(s) nom(s), prénom(s), adresse(s) du (des) titulaire(s) du compte, la date d'ouverture du compte, la date d'impression de l'attestation, un code d'authenticité (légitimité de l'attestation) ;
- 3° la production d'une attestation d'absence de dettes vis-à-vis de la Région wallonne ou un certificat de solvabilité daté de moins de trois mois avant l'introduction de la demande ;
- 4° une déclaration sur l'honneur signée, attestant que le prestataire de services et les auditeurs réalisant des prestations pour son compte exercent leurs missions conformément à l'article 6 dans les audits et les études qui font l'objet d'une demande subvention ;
- 5° un inventaire des moyens que le prestataire de services met à dispositions des auditeurs pour garantir le respect de la méthodologie AMUREBA dans la réalisation de ses missions d'audits et ses études énergétique, tel que des équipements de mesure ou des logiciels spécifiques ;
- 6° une déclaration sur l'honneur signée, attestant de l'exactitude des informations fournies ;
- 7° un descriptif des activités de l'entreprise, en lien avec les prestations visés par le présent arrêté.

Le Ministre peut préciser et compléter le contenu du dossier de demande de reconnaissance.

La demande de reconnaissance peut être soumise par le demandeur si le dossier comporte l'ensemble des pièces justificatives demandée. Un accusé de réception du dossier est envoyé au prestataire de services.

Concernant le point 5°, alinéa 1<sup>er</sup>, la méthodologie AMUREBA définit, en fonction du type de prestation, les moyens minimums dont le prestataire de services doit disposer.

Toute modification de l'une de ces informations, de nature à impacter négativement la qualité de la prestation, est transmise à l'administration dans les 30 jours.

**Art. 13.** L'administration refuse une demande de reconnaissance, si :

- 1° les pièces justificatives demandées et fournies ne sont pas conformes à l'article 12 ou jugées inadéquates pour garantir la qualité et la neutralité des prestations des auditeurs ;
- 2° si l'activité du demandeur ne relève pas du domaine d'activité visé par les prestations décrites dans le présent texte.



*Section 3. — Les conditions de renouvellement de la reconnaissance*

**Art. 14.** Toute demande de renouvellement de reconnaissance est introduite au moyen de la plateforme digitale.

La demande de renouvellement est introduite au plus tard quinze jours avant la date d'expiration de la reconnaissance. Le cas échéant, la reconnaissance est prolongée provisoirement jusqu'au moment où l'administration a statué sur la demande de renouvellement et maximum pendant 6 mois.

En cas d'absence de demande de renouvellement ou lorsque la demande de renouvellement d'une reconnaissance est refusée, le prestataire de services ne peut plus introduire de nouvelle demande de subvention mais, s'il dispose toujours d'un auditeur labellisé dans les compétences adéquates, il a la possibilité de terminer les dossiers déjà acceptés par l'administration.

Les informations et les documents à remettre dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une reconnaissance sont identiques à ceux demandés pour une première reconnaissance et décrit dans la section 2 du présent chapitre.

*Section 4. — Le retrait de la reconnaissance et les sanctions administratives*

**Art. 15.** §1<sup>er</sup>. L'administration informe le prestataire de services via courrier électronique si elle constate :

1° le non-respect de la méthodologie AMUREBA dans plusieurs audits ou études ;

2° le non-respect des conditions d'indépendance ou de neutralité nécessaire à l'octroi d'une reconnaissance ;

3° le non-respect des conditions d'octroi de la reconnaissance, celles-ci devant être maintenues tout au long de la reconnaissance ;

4° une usurpation de la reconnaissance accordée ;

5° une pratique déloyale, trompeuse ou abusive en lien avec la reconnaissance ou tout autre élément du présent arrêté.

§2. L'information visée au paragraphe 1<sup>er</sup> indique :

1° les manquements constatés ;

2° les rapports d'audit ou d'étude concernés, le cas échéant ;

3° la sanction éventuellement envisagée ;

4° la date de l'audit où le prestataire de services est invité à faire valoir ses observations, accompagné de la personne de son choix ;

5° la manière dont le prestataire de services peut consulter le dossier complet relatif aux manquements qui lui sont reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audit.

§3. À la suite de l'audit, l'administration décide soit de clôturer l'incident sans conséquence pour le prestataire de services, soit d'envoyer un avertissement, soit de procéder au retrait de la reconnaissance au jour de sa décision.

Dans le cas du §1<sup>er</sup>, 1°, une décision de retrait ne peut pas être prononcée si le prestataire de services n'a pas fait l'objet d'au moins un avertissement dans les 2 ans précédant le courrier visé au §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

L'administration envoie sa décision au prestataire de services dans un délai de quarante jours suivant l'audit.

Elle en informe, dans le même temps, les auditeurs liés au prestataire de service sanctionné.

L'Inspecteur général du Département de l'Énergie et du Bâtiment durable est compétent pour prendre la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision de l'administration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision. Le Ministre dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du recours pour rendre sa décision. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 16.** §1<sup>er</sup>. En cas de retrait d'une reconnaissance, les dossiers en cours sont clôturés en l'état et la quote-part des bénéficiaires leur est restituée. Le prestataire de services ne peut pas réclamer la perception des montants octroyés, quote-part et subvention, sur ces dossiers clôturés.

Le Ministre peut préciser les modalités de retrait de la reconnaissance.

§2. Dans le cas d'usurpation d'une reconnaissance, de défaut de neutralité ou d'indépendance en vertu de l'article 15, §1<sup>er</sup>, de l'usage d'une pratique déloyale, trompeuse ou abusive, l'administration peut imposer au prestataire défaillant, le remboursement des subvention perçues.

Le remboursement correspond au montant de l'ensemble des subventions couvertes par le présent arrêté et dont le paiement a été perçu sur une période démarrant six mois avant la date du courrier de constat mentionné à l'article 13, §1<sup>er</sup>, et se terminant à la date de la sanction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Ministre peut préciser les modalités d'application du remboursement, ainsi que ses modalités de paiement.

*CHAPITRE III. — La labellisation des auditeurs**Section 1<sup>re</sup>. — Les généralités*

**Art. 17.** Les auditeurs obtiennent une labellisation sur base des conditions et de la procédure visées dans le présent chapitre. Ils peuvent être labellisés sur base de compétence dites générales ou de spécialisation.

L'auditeur exerce sa mission en toute indépendance ; il ne fait aucune proposition commerciale en lien avec les recommandations des audits ou études réalisées pour le bénéficiaire, relativement à un fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux, et ce pendant toute la durée de sa labellisation.

**Art. 18.** §1<sup>er</sup> La compétence générale atteste de la capacité d'un auditeur à appréhender, avec rigueur et une vision transversale, mais une précision limitée, l'ensemble des thématiques d'amélioration de la consommation énergétique d'une entité.

Un auditeur disposant d'une compétence générale est un auditeur généraliste.

Les compétences des auditeurs généralistes sont reprises à l'annexe 1<sup>re</sup> et validées suivant l'établissement des crédits nécessaires conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

§2. La compétence de spécialisation atteste de la capacité d'un auditeur à traiter, avec rigueur et précision, une thématique énergétique spécifique dont le périmètre est limité. Dans cette thématique, il dispose de connaissances spécifiques pointues, aussi bien théoriques que pratiques.

Un auditeur disposant d'une compétence de spécialisation est un auditeur spécialiste.

Les compétences des auditeurs spécialistes sont reprises à l'annexe 1<sup>re</sup> et validées suivant l'établissement des crédits nécessaires conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 19.** La durée de la labellisation d'un auditeur est de cinq ans ou d'un an en cas de labellisation temporaire.

En cas de renouvellement de la labellisation ou de la labellisation temporaire, la durée de renouvellement est de cinq ans.

La labellisation ou son renouvellement prend cours à dater de la notification de la décision qui l'accorde.

La labellisation ne peut pas être transmise ou cédée.

**Art. 20.** Un candidat auditeur doit être identifié en tant que contact « auditeur » d'un prestataire de services sur la plateforme digitale pour pouvoir introduire une demande de labellisation. Le prestataire de services concerné doit disposer de la reconnaissance dans la thématique en lien avec la compétence demandée.

Lorsque qu'un auditeur n'est plus identifié en tant que contact « auditeur » d'au moins un prestataire de services dans une thématique correspondant à sa labellisation, il peut conserver sa labellisation mais perd le droit de l'exercer. Ce droit d'exercice est restauré dès qu'il est à nouveau identifié en tant que contact « auditeur » d'au moins un prestataire de services reconnu dans une thématique correspondant à la labellisation visée.

En cas de perte de la labellisation d'un auditeur en dehors des cas visés à la section 4 du présent chapitre, toutes les prestations en cours portant sur la compétence incriminée et impliquant l'auditeur sont suspendues dans l'attente soit d'une action de concertation entre le bénéficiaire et le prestataire en vue de clôturer la prestation, soit d'affectation du dossier à un autre auditeur disposant de la compétence adéquate, sans que cela n'affecte le délai accordé lors de l'octroi de la subvention.

**Art. 21.** §1<sup>er</sup>. L'administration analyse les dossiers de demande, de renouvellement ou de retrait de labellisation. Lorsqu'un dossier présente des aspects techniques, économiques ou légaux complexes, qui dépasse son niveau d'expertise, elle peut s'adjoindre les services de tout consultant qu'elle juge nécessaire, dans le respect des règles de confidentialité et de neutralité.

§2. Si l'administration demande des compléments d'informations au candidat auditeur, il dispose de trente jours pour compléter son dossier.

Si au terme de ce délai, le candidat auditeur n'a pas soumis à l'administration un dossier complété, la demande de labellisation est classée sans suite et le dossier clôturé.

§3. L'administration statue sur la demande de labellisation ou son renouvellement et notifie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours à dater de la réception du dossier complet.

La décision de l'administration peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision. Le ministre dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du recours pour rendre sa décision. Le recours n'est pas suspensif.

§4. Le Ministre peut préciser les conditions permettant de solliciter un consultant, visées au §1<sup>er</sup>

**Art. 22.** L'administration publie et tient à jour la liste des auditeurs labellisés. Par le simple fait d'introduire une demande pour disposer d'une labellisation, l'auditeur autorise l'administration, si la labellisation est accordée, à publier les informations suivantes, qu'il a lui-même encodée dans la plateforme digitale ou qui sont générées automatiquement par la plateforme digitale sur base des informations qu'il a fournies :

- 1° le nom, le prénom ;
- 2° le numéro de téléphone ;
- 3° les compétences labellisées et les dates de validité ;
- 4° les prestataires de services pour lesquels il est enregistré en tant qu'auditeur et les adresses mails correspondantes ;
- 5° les informations statistiques sur les dossiers réalisés telles que l'année, la thématique, le type, le nombre et le statut.

L'auditeur peut demander une correction de ses données publiées.

L'administration garde un rôle de modérateur lui permettant d'effacer un contenu inapproprié ou erroné publié par un auditeur dans les outils mis à dispositions par l'administration.

#### Section 2. — Les conditions d'octroi de la labellisation

**Art. 23.** Les compétences pour lesquelles une labellisation peut être demandée sont définies dans l'annexe 1.

Les conditions d'accès spécifiques à chaque labellisation sont précisées à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

**Art. 24.** §1<sup>er</sup>. La labellisation en qualité d'auditeur peut être obtenue par toute personne physique répondant aux conditions suivantes :

1° disposer de l'un des diplômes autorisés à l'article 25 ou justifier d'une expérience professionnelle de minimum trois ans dans le ou les domaines de compétence demandés, par le biais d'une attestation d'employeur, de rapports réalisés, ou d'une certification, en cours de validité, pour une activité similaire aux prestations AMUREBA en Région de Bruxelles-Capitale, en Région flamande ou dans un autre état membre de l'Union européenne;

2° ne pas avoir fait l'objet, moins de cinq ans avant l'introduction de la demande de labellisation, d'une décision de retrait de la labellisation dans la compétence correspondant à la labellisation demandée ;

3° ne pas avoir fait l'objet, moins de deux ans avant l'introduction de la demande de renouvellement, d'une décision d'un refus de renouvellement de la labellisation dans la compétence correspondant la labellisation demandée ;

4° répondre aux conditions d'accès générales, spécifiées dans le présent chapitre, et particulières, spécifiées pour chaque compétence en annexe 1<sup>re</sup>;

5° disposer d'une attestation de suivi de la formation à la méthodologie AMUREBA en cours de validité.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'administration valide le caractère probant des documents rendus.

§2. La formation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, consiste en une présentation et une explication de la méthodologie AMUREBA accompagnée de la réalisation d'exercices théoriques et pratiques.

La formation dure minimum trois jours. Elle est organisée par l'administration ou son délégué.

Au terme de la formation, une attestation est délivrée par l'administration si l'auditeur a participé à l'ensemble de la formation. L'attestation de suivi de la formation a une durée de validité de 5 ans.

L'auditeur peut prolonger, pour une durée de 5 ans, la durée de validité de l'attestation en suivant une formation de perfectionnement d'une durée minimum d'un jour. Cette formation est organisée par l'administration ou son délégué et porte sur les évolutions de la méthodologie ou sur l'approfondissement des éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Ministre peut préciser le contenu de la formation et en déterminer les modalités d'organisation.

**Art. 25.** Les diplômes ouvrant l'accès à une labellisation sont :

1° le diplôme de master en ingénieur civil ;

2° le diplôme de master en architecture ;

3° le diplôme de master en sciences de l'ingénieur industriel ;

4° le diplôme de master de bioingénieur ;

5° tout autre diplôme équivalent aux diplômes cités au 1° à 4°, reconnu par un État membre de l'Union européenne.

Le Ministre peut déterminer d'autres diplômes de master en lien avec l'énergie et l'efficacité énergétique ouvrant l'accès à une labellisation.

**Art. 26.** L'auditeur qui souhaite être labellisé introduit au moyen de la plateforme digitale une demande de labellisation comprenant:

1° nom, prénom, l'adresse mail, le numéro de téléphone et la profession ;

2° une copie du diplôme requis ou tout document attestant d'une expérience de minimum trois ans dans la compétence demandée ;

3° un curriculum vitae à jour ;

4° une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat exerce sa mission conformément à l'article 17 pendant toute la durée de l'exercice des compétences labellisées ;

5° une copie des documents justificatifs attestant de l'expérience et des formations du demandeur, en ce compris les formations nécessaires à l'obtention de la labellisation demandée et tout autre document recevable permettant de prétendre au quota de crédits minimum pour la labellisation de chaque compétence demandée. L'annexe 2 présente la méthodologie utilisée pour le calcul des crédits.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les connaissances minimales attendues pour chaque compétence sont présentées en annexe 1.

La demande de labellisation est soumise par le demandeur si le dossier de demande comporte l'ensemble des pièces justificatives demandées. Un accusé de réception du dossier est envoyé au demandeur.

L'auditeur informe sans délai l'administration de toute modification dans les données communiquées.

Le contenu du dossier de demande de labellisation peut être précisé et complété par le Ministre.

**Art. 27.** Toute demande de labellisation est analysée sur la base des éléments composant le dossier de demande de labellisation et la méthode décrite à l'annexe 2. La qualité et l'adéquation des pièces justificatives fournies sont examinées sur la base du respect des critères minimums de qualité des audits et études visés à l'annexe 4 ou du respect de la méthodologie AMUREBA, de la pertinence technique des analyses, des recommandations faites par l'auditeur et de l'adéquation des formations et des certifications suivies par l'auditeur avec les compétences demandées.

**Art. 28.** L'administration refuse une demande de labellisation, si :

1° le quota de crédits minimum pour la labellisation de chaque compétence demandée n'est pas atteint, selon la méthodologie présentée en annexe 2 et si le demandeur ne rentre pas dans les conditions d'une labellisation temporaire conformément à l'article 29 ;

2° les pièces justificatives demandées et fournies ne sont pas conformes à l'article 26 ou jugées inadéquates pour garantir la qualité et la neutralité des prestations de l'auditeur.

**Art. 29.** Une labellisation temporaire est octroyée dans les cas suivants :

1° lorsque le candidat n'a jamais été labellisé en vertu du présent arrêté ; ou

2° lorsque le candidat ne peut pas fournir de preuve validant l'article 26, 5° ; ou

3° lorsque, lors de sa dernière labellisation, le candidat a fait l'objet d'un retrait de labellisation ou du refus de renouvellement de sa labellisation dans les compétences demandées.

Une labellisation temporaire ne peut pas être octroyée moins de trois ans après l'octroi d'une labellisation temporaire dans la même compétence. Un auditeur ne peut pas disposer simultanément de plus de trois compétences sous le régime de la labellisation temporaire.

### Section 3. — Les conditions de renouvellement de la labellisation

**Art. 30.** Le renouvellement de la labellisation de l'auditeur est accordé moyennant le respect des conditions d'octroi de la labellisation visées à la section 2.

Toute demande de renouvellement de labellisation est introduite au moyen de la plateforme digitale.

La demande de renouvellement est introduite au plus tard quinze jours avant la date d'expiration de la labellisation. Le cas échéant, la labellisation est prolongée provisoirement jusqu'au moment où l'administration a statué sur la demande de renouvellement de la labellisation et maximum pendant 6 mois.

En cas d'absence de demande de renouvellement dans le délai de quinze jours précité ou lorsque la demande de renouvellement de la labellisation d'un auditeur est refusée, toutes les prestations en cours portant sur la compétence concernée et impliquant l'auditeur sont suspendues dans l'attente soit d'une concertation en vue de clôturer la

prestation entre le bénéficiaire et le prestataire de services soit d'une affectation du dossier à un autre auditeur lié au prestataire de services et labellisé pour cette compétence, sans que cela n'affecte le délai accordé lors de l'octroi de la subvention.

Les informations et les documents à remettre dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une labellisation sont identiques à ceux demandés pour l'obtention d'une labellisation conformément à la section 2 du présent chapitre.

Les modalités de validation ou de refus d'un renouvellement d'une labellisation sont identiques à celles prévues dans le cadre de l'octroi d'une labellisation, précisée dans la section 2 du présent chapitre.

#### Section 4. — Le retrait de la labellisation

**Art. 31.** §1<sup>er</sup> L'administration contrôle la qualité des audits ou des études réalisés par les auditeurs.

L'administration informe l'auditeur et le prestataire de services lié, via courrier électronique, si elle constate :

- 1° le non-respect de la méthodologie AMUREBA dans plusieurs audits ou études ;
- 2° le non-respect des conditions d'indépendance et de neutralité nécessaire à l'octroi d'une labellisation ;
- 3° le non-respect des conditions d'octroi de la labellisation qui sont maintenues tout au long de la labellisation ;
- 4° une usurpation de la labellisation accordée ;
- 5° une pratique déloyale, trompeuse ou abusive en lien avec la labellisation ou tout autre élément du présent arrêté.

§2. L'information visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, indique :

- 1° les manquements constatés ;
- 2° les rapports d'audit ou d'étude concernés ;
- 3° la sanction éventuellement envisagée ;
- 4° la date de l'audition où l'auditeur est invité à faire valoir ses observations, accompagné s'il le souhaite de la personne de son choix ;
- 5° la manière dont l'auditeur peut consulter le dossier complet relatif aux manquements qui lui sont reprochés.

Il est dressé un procès-verbal de l'audition. L'administration peut imposer à l'auditeur de corriger les audits ou les études dont la mauvaise qualité a été constatée.

§3. À la suite de l'audition, l'administration décide soit de clôturer l'incident sans conséquence pour l'auditeur, soit d'envoyer un avertissement, soit de procéder au retrait de la labellisation au jour de sa décision.

Dans le cas du §1<sup>er</sup>, 1°, une décision de retrait ne peut pas être prononcée si le l'auditeur n'a pas fait l'objet d'au moins un avertissement dans les 2 ans précédant le courrier visé au §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. L'administration envoie sa décision à l'auditeur dans un délai de quarante jours suivant l'audition. Elle en informe, dans le même temps, les prestataires de services liés à l'auditeur sanctionné. Le Ministre peut préciser les modalités de retrait de la labellisation.

La décision de l'administration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision. Le Ministre dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du recours pour rendre sa décision. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 32.** En cas de retrait de la labellisation d'un auditeur, tous les dossiers en cours de cet auditeur sont clôturés en l'état et la quote-part des bénéficiaires leur est restituée. Le prestataire de services ne peut pas réclamer la perception des montants octroyés, quote-part et subvention, sur ces dossiers clôturés.

#### CHAPITRE IV. — Les prestations des auditeurs et des organismes représentatifs d'entreprises

**Art. 33.** Les auditeurs réalisent des audits ou des études énergétiques conformément à la méthodologie AMUREBA.

Les prestations d'audit et d'étude éligibles sont définis à l'annexe 3, de même que les compétences nécessaires de l'auditeur.

Un généraliste industrie ou tertiaire ne peut pas réaliser de prestation d'audit global sur une unité d'établissement appartenant à un prestataire auprès duquel il est ou a été identifié en tant que contact auditeur.

**Art. 34.** Un auditeur interne réalise des prestations d'audit et d'étude définies à l'annexe 3, uniquement sur les unités d'établissements de son employeur ou d'une personne morale de droit public ou d'un organisme non commercial avec laquelle son employeur dispose d'une convention visant à mettre à disposition son auditeur interne pour la réalisation de prestation d'audits ou d'études énergétiques.

Les bénéficiaires faisant appel à un auditeur interne seront considérés comme des prestataires au sens du chapitre 2 et ils devront être en ordre de reconnaissance avant la demande de la subvention.

Pour les bénéficiaires de type personnes morales de droit public et organismes non commerciaux, les prestations réalisées par un auditeur interne ne sont pas éligibles à une demande de subvention.

Le Ministre peut compléter ou préciser les prestations accessibles aux auditeurs internes, dans la limite des prestations éligibles définies en annexe 3.

**Art. 35.** Les organismes représentatifs d'entreprises réalisent, sous la responsabilité et le contrôle d'un auditeur, des prestations d'accompagnement d'entreprises dans le cadre de leur transition énergétique, notamment via la communication, le conseil ainsi que l'agrégation et la publication de reportages, sur les thématiques de l'efficacité énergétique et de la décarbonation de leurs besoins énergétiques.

#### CHAPITRE V. — L'octroi et la liquidation des subventions

##### Section 1<sup>re</sup>. — Les généralités

**Art. 36.** Dans la limite des crédits disponibles et conformément au présent chapitre, une subvention est octroyée pour la réalisation d'un audit ou d'une étude sur une unité d'établissement située sur le territoire de la Région wallonne.



**Art. 37.** Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subsides ou primes n'est possible qu'à la condition que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas cent pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté.

Lorsque la somme totale des subventions octroyées par d'autres entités subsidiaires, combinées avec les subventions du présent arrêté atteint cent pour cent du montant T.V.A.C des coûts éligibles, l'administration met en liquidation les montants à concurrence du montant maximum permettant d'atteindre cent pour cent des coûts éligibles. Dans le cas où le demandeur est en mesure de récupérer la T.V.A., l'administration met en liquidation les subsides calculés sur des montants HT.V.A..

Le demandeur joint à sa demande de liquidation tous les justificatifs permettant de déterminer les postes subsidiés par d'autres entités et le montant de leur intervention.

**Art. 38.** Un portefeuille électronique est créé au nom du bénéficiaire lors de la première demande de subvention afin de permettre le traitement électronique de ses demandes.

**Art. 39.** Pour les bénéficiaires qui sont une personne morale de droit public ou un organisme non commercial, la désignation de l'auteur des audits et études faisant l'objet d'une subvention respecte la réglementation relative aux marchés publics.

#### Section 2. — Les conditions d'octroi des subventions

**Art. 40.** Les prestations éligibles sont définies à l'annexe 3.

Les audits et les études sont réalisés par des auditeurs labellisés dans la compétence adéquate, conformément aux annexes 1 et 3, et respectent la méthodologie AMUREBA.

Les audits sont réalisés exclusivement sur des bâtiments ou installations techniques existantes.

**Art. 41.** Les audits et les études sont soumis à des conditions d'antériorité pour être éligibles, à l'exception des prestations d'audit global et d'audit de potentiel énergétique.

Les conditions d'antériorité visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont :

1° les prestations d'audit partiel ou d'audit de suivi annuel ne peuvent être réalisés que si le bénéficiaire dispose d'un audit global récent, réalisé suivant la méthodologie AMUREBA ;

2° les prestations d'étude de faisabilité peuvent être réalisées uniquement si le bénéficiaire dispose d'un audit récent, de type global, partiel ou de suivi annuel, réalisé suivant la méthodologie AMUREBA ;

3° les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage peuvent être réalisées uniquement si le bénéficiaire dispose d'une étude de faisabilité récente portant sur le même projet, réalisée suivant la méthodologie AMUREBA ;

4° les prestations d'audit de suivi performanciel peuvent être réalisées uniquement si le bénéficiaire dispose d'indices de performance et d'objectifs à atteindre spécifiques au projet dont la performance est analysée et qui ont été préalablement établis à cet effet suivant la méthodologie AMUREBA lors d'un audit global, d'un audit partiel ou d'une étude de faisabilité récents portant sur la même entité.

Pour les bénéficiaires qui ne sont pas une personne morale de droit public ou un organisme non commercial, il est considéré qu'un audit ou une étude est récent si la date de facturation finale du rapport remonte à maximum quatre ans ou, en absence de facturation, si la rédaction du rapport d'audit a été finalisée endéans les quatre ans.

Pour les bénéficiaires de type personne morale de droit public ou organisme non commercial, il est considéré qu'un audit ou une étude est récent tant que le bénéficiaire n'a pas réalisé de travaux ou d'investissements dont la nature pourrait invalider les conclusions de cet audit ou étude.

Les prestations d'étude soumises à condition d'antériorité doivent concerner au moins une piste du plan d'action préalablement identifiée dans le cadre d'une prestation d'audit.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, lorsque le bénéficiaire est une personne morale de droit public ou un organisme non commercial, l'audit partiel bâtiment peut être subventionné en l'absence d'audit global antérieur.

En dérogation à l'alinéa 2, 2°, une étude de faisabilité peut être accordée sans conditions d'antériorité lorsqu'il s'agit d'installations relatives à la valorisation d'énergie fatale ou à un réseau d'énergie thermique au sens du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

**Art. 42.** Les audits globaux, partiels et audits de suivi annuel ne sont pas éligibles pour les entreprises soumises à l'audit global obligatoire en vertu de l'arrêté du 8 septembre 2016, à l'exception des entreprises membres d'une communauté carbone.

Les entreprises soumises à l'audit global obligatoire en vertu de l'arrêté du 8 septembre 2016 peuvent bénéficier d'une subvention pour les prestations d'étude de faisabilité, d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou d'audit de suivi performanciel et ce, à la condition qu'elles soient en ordre de leur obligation d'audit imposé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables et si cet audit mentionne dans son plan d'action le projet concerné par l'étude demandée.

**Art. 43.** Sont subventionnés les audits et études portant sur une unité d'établissement présentant une surface d'occupation partiellement dédiée à une activité de logement résidentiel. L'entité auditée ou étudiée ne contient pas d'unité PEB de type habitation individuelle ou collective.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne les personnes de droit public et les organismes non commerciaux, sont éligibles aux subventions les bâtiments présentant, en tout ou en partie, une surface d'occupation destinée au logement.

#### Section 3. — Les coûts éligibles et le taux des subventions

**Art. 44.** La subvention est calculée sur la base des coûts éligibles hors T.V.A.

Les coûts éligibles sont

1° les prestations de services de l'auditeur et du personnel du prestataire de service, nécessaires pour la réalisation d'un audit ou d'une étude énergétique respectant la méthodologie AMUREBA ;

2° le coût du matériel de mesure et de son placement, acquis ou loué par le bénéficiaire, nécessaire à la bonne fin de l'étude ou de l'audit, sans dépasser le montant des prestations de service de l'auditeur, à l'exclusion des frais de licence et de logiciel.

Pour les bénéficiaires PME soumises à la réglementation relative aux aides d'état, qui ne sont pas membre d'une communauté carbone, les subventions sont soumises au règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Le Ministre peut définir d'autres coûts éligibles ou préciser les coûts éligibles visés dans la présente section, s'il est justifié que ces derniers apportent une plus-value dans la qualité des prestations.

**Art. 45.** Pour chaque bénéficiaire, le taux de subvention, le montant maximal d'intervention par demande et le nombre d'intervention maximum par période de quatre ans sont repris à l'annexe 5.

#### *Section 4. — La procédure d'octroi des subventions*

**Art. 46.** Avant toute demande de subvention, le bénéficiaire sélectionne le prestataire de services avec lequel la prestation sera réalisée.

Le modèle de convention entre le bénéficiaire de la prestation et le prestataire de services est générée automatiquement par la plateforme digitale et est téléchargeable sur cette dernière. Elle contient au moins les informations suivantes :

- 1° le type de subvention demandée ;
- 2° les coordonnées du bénéficiaire ;
- 3° les coordonnées du prestataire de services et du ou des auditeurs qui réaliseront la prestation ;
- 4° une description de la prestation de services sollicitée et du planning estimé des prestations ;
- 5° le coût total de la prestation hors T.V.A. ;
- 6° la signature du prestataire de services ou de son représentant légal ;
- 7° la signature du représentant légal du bénéficiaire ;
- 8° la date de conclusion de la convention ;
- 9° les règles à respecter concernant les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention.

Le Ministre peut préciser le contenu de la convention et déterminer les éventuels documents complémentaires à y annexer.

Le prestataire de services vérifie, lors de la signature de la convention, que la demande de subvention répond aux conditions d'octroi.

**Art. 47.** Le dossier de demande de subvention est composé :

- 1° de la convention entre le prestataire de services et le bénéficiaire visée à l'article 46 ;
- 2° d'un document attestant du type du bénéficiaire et du régime T.V.A. auquel il est soumis. A défaut de pouvoir produire une attestation, le bénéficiaire peut fournir une déclaration sur l'honneur ;
- 3° d'une demande de chèque, préalablement générée par la plateforme digitale sur base des informations encodées par le prestataire de services, que le bénéficiaire signe ;
- 4° de la copie de l'offre du prestataire de services, validée par le bénéficiaire. Cette offre doit comporter suffisamment d'informations factuelles pour permettre de justifier le montant de la prestation et l'adéquation de la demande avec la subvention demandée ;
- 5° le cas échéant, d'une attestation de minimis dont le modèle est fourni sur la plateforme digitale, complétée et validée par le bénéficiaire ;
- 6° dans le cas d'une prestation avec un critère d'antériorité, des preuves démontrant le respect de ce critère.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le type du bénéficiaire est à comprendre comme la catégorie, notamment PME, grande entreprise, personne morale de droit public, organisme non commercial, organisme représentatif d'entreprises et entreprise membre d'une communauté carbone.

**Art. 48.** Le bénéficiaire ou le prestataire de services au nom et pour le compte du bénéficiaire introduit ensuite la demande de subvention via la plateforme digitale.

La demande de subvention ne peut être soumise que si le dossier de demande comporte l'ensemble des pièces justificatives demandées. Un accusé de réception du dossier est envoyé au prestataire de services et au bénéficiaire.

**Art. 49.** L'administration vérifie la recevabilité de la demande de subvention dans un délai maximum de sept jours à dater de la soumission du dossier le cas échéant prolongé conformément aux alinéas 2 ou 5 et en informe le bénéficiaire et le prestataire de service.

En cas d'impossibilité technique ou humaine de traiter les dossiers dans le délais requis, l'administration peut suspendre toutes demandes d'aide introduite pendant un délai de maximum de quinze jours et en informe le bénéficiaire et le prestataire de services.

À défaut de réponse dans le délai fixé, le dossier est réputé recevable.

Pour le traitement de dossier nécessitant une expertise technique, économique ou légale, qui dépasse le niveau d'expertise de l'administration, elle peut s'adjoindre des services de tout consultant qu'elle juge nécessaire, dans le respect des règles de confidentialité et dans la limite des crédits disponibles.

En cas de nécessité d'un avis externe pour le traitement du dossier, l'administration prolonge le délai de rigueur pour le traitement de la recevabilité du dossier d'aide d'un délai de maximum quinze jours et en informe le bénéficiaire et le prestataire de services.

Lorsque le dossier n'est pas complet, l'administration informe le bénéficiaire et le prestataire de services par le biais d'une demande de renseignement complémentaire introduite sur la plateforme digitale, ce dernier pouvant compléter sa demande de subvention et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai de maximum de trente jours à dater de la date d'envoi de la demande de renseignement complémentaire, la demande de subvention est classée sans suite.

L'administration considère qu'un dossier est non recevable dans les cas suivants :

- 1° les prestations couvrent intégralement des coûts non admissibles ;
- 2° le bénéficiaire ne répond pas à la définition visée à l'article 2, 5° ;
- 3° le prestataire de services sélectionné pour réaliser la prestation de services souhaitée n'est pas reconnu pour ce type de service ;
- 4° l'auditeur sélectionné pour réaliser la prestation de services souhaitée n'est pas labellisé pour la compétence requise ;
- 5° les conditions d'octroi ne sont pas respectées ;
- 6° le seuil des aides de minimis est atteint, le cas échéant.

Le Ministre peut préciser les conditions permettant de solliciter un consultant, visées à l'alinéa 4.

**Art. 50.** Si la demande répond aux conditions fixées, le bénéficiaire et le prestataire de services concernés sont informés électroniquement que l'aide est accordée à la condition que le bénéficiaire effectue un paiement auprès de l'émetteur, selon les modalités qui lui sont communiquées. Ce paiement du bénéficiaire représente sa quote-part pour la couverture des services visés par l'aide, le cas échéant.

Le paiement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> a lieu au plus tard dans les trente jours de la décision de recevabilité de l'administration.

À défaut, la demande de subvention est classée sans suite.

Une fois le paiement reçu, le bénéficiaire et le prestataire de services sont informés du paiement et un chèque électronique équivalent au montant total de l'aide et de la quote-part est placé dans le portefeuille électronique du bénéficiaire. Une notification de réception est envoyée au bénéficiaire et au prestataire de services.

Si aucune quote-part n'est prévue, un chèque électronique équivalent au montant total de l'aide est placé dans le portefeuille électronique du bénéficiaire et ce dès la décision de recevabilité de l'administration. Une notification est dès lors envoyée au prestataire et au bénéficiaire.

Sont éligibles, les seules prestations réalisées après réception des notifications visées aux alinéas 4 et 5.

#### Section 5. — La procédure de liquidation des subventions

**Art. 51.** La prestation est finalisée dans un délai maximum d'un an à dater de la validation de la demande conformément à l'article 50, hormis pour les prestations d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et pour les prestations d'encadrement et de suivi d'une convention carbone pour un organisme représentatif d'entreprises, qui bénéficient d'un délai de deux ans.

En cas de dépassement de ces délais, le dossier est classé sans suite et la quote-part est remboursée au bénéficiaire.

Le Ministre peut adapter ces délais, si la nécessité de le faire est dûment motivée en raison de l'évolution de la méthodologie AMUREBA, ou en raison d'un événement extérieur imprévisible, notamment des catastrophes naturelles ou des mesures prises en raison d'une crise sanitaire. Il peut adapter ces délais en considération du type de bénéficiaire.

**Art. 52.** §1<sup>er</sup>. À la fin de la prestation, le prestataire de services transmet, via la plateforme digitale, la facture ou dans le cadre de ses prestations internes, sa déclaration de créance, qui contient :

- 1° les coordonnées du prestataire de services ;
- 2° la référence du chèque ;
- 3° le montant total des factures hors T.V.A. ou de la déclaration de créance ;
- 4° une description détaillée des prestations facturées, avec une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui sont en dehors de la convention ;
- 5° le montant total hors T.V.A. du matériel de mesure, acquis ou loué par le bénéficiaire accompagné d'une description détaillée ;
- 6° la date de la facture ou de la déclaration de créance.

Le prestataire de services joint également :

1° le rapport d'audit ou d'étude en lien avec la prestation de service et conforme à la méthodologie AMUREBA. L'administration peut demander l'encodage, sur la plateforme, d'informations techniques, énergétiques ou financières issues des conclusions de l'audit ou de l'étude ;

2° le rapport d'activité en lien avec la prestation de service, généré automatiquement par la plateforme, qui doit être signé par le ou les représentants légaux du prestataire et du bénéficiaire. Il atteste de la recevabilité du rapport d'audit ou d'étude par le bénéficiaire.

Le Ministre peut définir d'autres documents à fournir ou préciser les documents visés à l'alinéa 2.

Si les prestations visées dans la convention sont effectuées partiellement, le prestataire de services en fait mention et ajuste sa facturation en conséquence. Le montant peut être adapté par l'administration en fonction des prestations éligibles effectivement réalisées et retranscrites dans le rapport d'audit ou d'étude.

§2. Via la plateforme digitale, dans un délai de quinze jours, le bénéficiaire valide les factures ou la déclaration de créance et vérifie que le rapport d'exécution du prestataire de services et le rapport d'audit ou étude sont bien ceux qu'il a préalablement validés. À défaut, l'ensemble des documents transmis par le prestataire sont réputés validés par le bénéficiaire.

Si le bénéficiaire, endéans les quinze jours, a invalidé la prestation via la plateforme digitale, le dossier est suspendu le temps du règlement du litige entre le bénéficiaire et le prestataire de services.

§3. L'administration vérifie la recevabilité de la demande de liquidation dans un délai maximum de quarante jours.

En cas d'impossibilité technique ou humaine de traiter les dossiers dans le délai requis, l'administration peut suspendre toutes demandes d'aide introduite pendant un délai de maximum quinze jours et en informe le bénéficiaire et le prestataire de services.

À défaut de validation dans le délai fixé, le dossier est réputé recevable. La validation automatique du dossier n'est pas considérée comme une validation par l'administration de la qualité méthodologique de la prestation. Dans cette situation, l'administration conserve la possibilité de contrôler le rapport d'audit ou d'étude, pendant toute la période de validité, telle que définie à l'article 41.

Pour le traitement de dossier nécessitant une expertise technique, économique ou légale, l'administration peut s'adjoindre les services de tout consultant qu'elle juge nécessaire, dans le respect des règles de confidentialité.

En cas de nécessité d'un avis externe pour le traitement du dossier, l'administration peut prolonger le délai de rigueur pour le traitement de la liquidation du dossier d'aide d'un délai de maximum vingt jours et en informe le bénéficiaire et le prestataire de services.

Lorsque le dossier n'est pas complet, l'administration informe le bénéficiaire et le prestataire de services par le biais d'une demande de renseignement complémentaire introduite sur la plateforme digitale, ce dernier pouvant compléter sa demande de liquidation et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai de maximum de trente jours à dater de la date d'envoi de la demande de renseignement complémentaire, la demande de subvention est classée sans suite.

L'administration refuse le paiement d'un dossier si :

1° les prestations réalisées ne correspondent pas à celles visées dans le dossier de demande malgré les informations complémentaires fournies ;

2° les prestations ont été réalisées, même partiellement, avant l'envoi de la notification de réception de la quote-part visée à l'article 50;

3° le cas échéant, le seuil des aides de minimis est atteint.

Le Ministre peut préciser les conditions permettant de solliciter un consultant, visées à l'alinéa 4.

§4. Les factures ou la déclaration de créance hors T.V.A. sont payées uniquement via le portefeuille électronique pour ce qui concerne le montant de l'aide octroyée et le cas échéant la quote-part du bénéficiaire.

L'administration sollicite auprès de l'émetteur le paiement sur le compte bancaire du prestataire de services des chèques électroniques validés.

L'émetteur paie le prestataire de services dans les quinze jours maximums après la validation du paiement par l'administration.

**Art. 53.** Si le montant final de la prestation hors T.V.A. est inférieur à celui mentionné dans la convention de prestation visée à l'article 46, le montant du chèque électronique est adapté par l'administration pour correspondre au montant définitif.

L'émetteur paie au prestataire de services le montant final et rembourse au bénéficiaire le trop-perçu de la quote-part versée initialement dans les quinze jours maximum après la validation de l'ordre de paiement par l'administration.

Une fois le paiement effectué, le bénéficiaire et le prestataire de services sont informés du paiement et le dossier est clôturé.

**Art. 54.** L'administration analyse un échantillon des prestations réalisées dans le but de contrôler le respect du présent arrêté. L'échantillon des prestations contrôlées représente des opérations de nature et d'ampleur variées ainsi que des facteurs de risque identifiés.

Le non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent arrêté, constaté dans le cadre du contrôle visé à l'alinéa précédent, peut donner lieu aux corrections, sanctions ou remboursements visés à la section 4 du chapitre 2 pour les prestataires de services et à la section 4 du chapitre 3 pour les auditeurs.

*Section 6. — Les spécificités des subventions pour les entreprises membres d'une communauté carbone et les organismes représentatifs d'entreprises*

**Art. 55.** Les bénéficiaires éligibles aux subventions prévues dans la présente section sont :

1° les entreprises membres d'une communauté carbone ;

2° les entreprises qui ont entrepris les démarches pour devenir membre d'une communauté carbone ;

3° les organismes représentatifs d'entreprises.

**Art. 56.** Les audits et études réalisés par un auditeur interne à l'entreprise membre d'une communauté carbone font l'objet d'une subvention dans la limite des crédits disponibles, conformément à l'annexe 5.

La qualification nécessaire des auditeurs internes pour réaliser ces prestations est définie dans les annexes 1 et 3.

**Art. 57.** Les organismes représentatifs d'entreprise sont éligibles pour l'obtention d'une subvention, conformément à l'annexe 5, pour les prestations suivantes :

1° les prestations internes de l'organisme représentatif d'entreprises et les factures des prestataires externes relatives à la préparation, l'encadrement et le suivi d'une communauté carbone ;

2° les prestations internes de l'organisme représentatif d'entreprises et les factures des prestataires externes relatives à la réalisation de prestations visant à améliorer l'efficacité énergétique et promouvoir l'usage des énergies renouvelables et fatales qui concernent un nombre d'entreprises affiliées à l'organisme qui représentent une quantité significative de l'énergie consommée par le secteur.

*CHAPITRE 6. — Les dispositions modificatives, transitoires et finales*

**Art. 58.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), les modifications suivantes sont apportées :

a) les points 3° et 10° de l'article 2 sont abrogés ;

b) l'article 2, 4°, est remplacé par ce qui suit : "4° audit : l'audit tel que visé à l'article 2, 28°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie";

c) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « la réalisation d'études de pré-faisabilité, d'audits » sont abrogés ;

d) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « audits, études ou » sont abrogés ;

e) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, les points a) et b) sont abrogés ;

f) dans le titre du chapitre 4, les mots « études, audits, » sont abrogés ;

g) les articles 7 et 8 sont abrogés ;

h) à l'article 10, alinéa 3, le point 1° est abrogé ;

i) à l'article 11, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « audits, études de pré-faisabilité et » sont abrogés ;

j) à l'article 11, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots " pour la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment " sont abrogés ;

k) à l'article 11, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le 2° est abrogé ;

l) à l'article 13, §1<sup>er</sup>, les mots « sur la réalisation d'un audit énergétique, sur la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment ou » sont abrogés ;

m) à l'article 15, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, a), les mots « des études ou audits, » sont abrogés ;

n) à l'article 15, le §2 est supprimé ;

o) le chapitre 7 est abrogé.

**Art. 59.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé est abrogé.

**Art. 60.** Pour les agréments attribués dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé, tout auditeur disposant d'un agrément listé ci-dessous est considéré comme labellisé dans la compétence correspondante et ce pour la durée restante de son agrément en cours de validité à la date d'application du présent arrêté :

1° la compétence « bâtiments » devient « généraliste tertiaire » ;

2° la compétence « éclairage » devient « spécialiste éclairage » ;

3° la compétence « processus industriels » devient « spécialiste utilités industrielles » ;

4° la compétence « production d'énergie renouvelable et cogénération » devient les compétences suivantes : « spécialiste chaleur renouvelable et fatale », « spécialiste électricité renouvelable » et « spécialiste cogénération ».

Le cumul des compétences « processus industriel » et « production d'énergie renouvelable et cogénération » devient « généraliste industrie », pour autant que l'auditeur aie suivi la formation « accord de branche », validée par l'administration, suivie au plus tard quatre ans avant la date d'application du présent arrêté.

Si un auditeur ne souhaite pas bénéficier de l'ensemble des compétences accessibles par la mesure transitoire, il en informe l'administration qui supprimera les labellisations attribuées.

Les auditeurs conservent les labellisations octroyées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant qu'ils aient suivi la formation à la méthodologie visée à l'article 24 dans un délai d'un an maximum à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté et de l'organisation de la première formation. A défaut, il est mis fin aux labellisations octroyées.

En dérogation à l'alinéa précédent, les auditeurs labellisés qui ont suivi, endéans les trois dernières années, la formation à l'audit énergétique de trois jours donnés par le facilitateur Industrie Energie (URE) de la Région wallonne dans le cadre d'AMURE, ne doivent suivre que la formation de perfectionnement visée à l'article 24.

Les auditeurs internes ayant suivi la formation visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé et la formation à la méthodologie dans le cadre des conventions carbone par le facilitateur Industrie Industrie (URE) de la Région wallonne, sont considérés comme labellisés temporairement sur la compétence de généraliste interne à la date d'application du présent arrêté.

**Art. 61.** Pour les agréments attribués dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), tout auditeur disposant d'un agrément UREBA est considéré comme labellisé dans la compétence « généraliste tertiaire » et ce pour la durée restante de son agrément en cours de validité à la date d'application du présent arrêté.

La labellisation prend fin de plein droit à l'issue du délai fixé par le Ministre si l'auditeur n'a pas suivi l'une des formations à la méthodologie visée à l'article 24.

**Art. 62.** Pour démontrer le respect des conditions d'antériorité visées à l'article 41 ou pour justifier d'une expérience probante permettant l'obtention d'une labellisation visée à l'article 24, les audits et les études validées par l'administration et réalisées dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA) ou correspondant au contenu minimal de l'audit prescrit par cet arrêté, sont considérées comme recevables. Le caractère récent de l'audit ou de l'étude, visé à l'article 41 reste d'application.



**Art. 63.** Les demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) et à l'arrêté du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA).

Pour l'application des dispositions visées aux articles 13 et suivants de l'arrêté du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), l'audit réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté UREBA sont assimilés aux audits réalisés conformément au présent arrêté.

**Art. 64.** Dans l'arrêté ministériel du 28 mars 2019 portant exécution, en matière d'Énergie, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données authentiques liées à ce portefeuille intégré, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 1<sup>er</sup>, les 1°, 3°, 6°, 7°, 8°, 9° et 10° sont abrogés ;

2° dans l'article 1<sup>er</sup>, le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° la PME : la personne morale telle que définie à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) » ;

3° l'article 3 est remplacé par ce qui suit : « Art. 3. Le chèque-énergie est octroyé selon les conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) » ;

4° l'article 5 est remplacé par ce qui suit : « Art. 5. Les audits et les études énergétiques sont réalisés par des auditeurs labellisés selon l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) » ;

5° l'article 8 est remplacé par ce qui suit : « Art. 8. Les coûts éligibles et le montant des chèques sont définis dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) » ;

6° l'article 11 est remplacé par ce qui suit : « Art. 11. La demande de chèque-énergie se fait selon la procédure visée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) » ;

7° les articles 4, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14 et 15 sont abrogés.

**Art. 65.** L'article 5, §1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 instaurant une obligation d'audit énergétique en exécution du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables est remplacé par ce qui suit :

« §1<sup>er</sup>. L'audit énergétique respecte la définition de l'audit énergétique global visé par l'article 2, 26°, de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA).

Le régime de contrôle et de sanction des auditeurs labellisés en vertu de la section 4 du chapitre 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) s'applique aux missions qu'ils accomplissent en exécution du présent arrêté. ».

**Art. 66.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux bénéficiaires de type personnes morales de droit public et organismes non commerciaux, ainsi que des articles 58 et 61.

**Art. 67.** Le présent arrêté peut aussi être identifié par les termes « arrêté AMUREBA ».

**Art. 68.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

**Annexe 1. Les compétences des auditeurs**

Les compétences suivantes sont accessibles à la labellisation (le type et la dénomination) et vérifiées par les crédits octroyés conformément à l'annexe 2 :

Le type	La dénomination	Les sous-catégories	Le périmètre de compétence minimum
Généraliste	Tertiaire	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie relative aux bâtiments, tel que l'enveloppe, l'étanchéité, la ventilation, le chauffage et du refroidissement des locaux, l'eau chaude sanitaire, les systèmes de régulation, la production, le stockage et la distribution d'énergie électrique et thermique ;</li> <li>• la connaissance générale des outils en lien avec la performance énergétique des bâtiments, y compris une connaissance de la stratégie de rénovation à long terme ;</li> <li>• la connaissance générale sur l'éclairage, sur la production d'énergie renouvelable électrique inférieure à cinq cent kilowatt, sur la production d'énergie renouvelable thermique inférieure à un mégawatt.</li> </ul>
Généraliste	Industrie	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La connaissance générale relative à l'énergie dans l'industrie et plus particulièrement dans l'ensemble des domaines suivants :</li> <li>• des processus Industriels (acier, pierre, verre, chimie, papier, textile, agroalimentaire, ...) ;</li> <li>• des systèmes destinés à la production, au transport et à la récupération thermique ;</li> <li>• des systèmes destinés à la production, au stockage et à la distribution d'air comprimé ;</li> <li>• des systèmes destinés à la production et la distribution de vapeur, d'huile thermique ;</li> <li>• de l'éclairage, du chauffage et du refroidissement du bâtiment ;</li> <li>• de la production d'énergie renouvelable électrique inférieure à trois mégawatt ou thermique inférieure à dix mégawatt ;</li> <li>• du transport de matières ou de personnes interne à l'entreprise.</li> </ul>
Généraliste	Interne	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La connaissance générale relative exigée du généraliste interne est :</li> <li>• Pour l'auditeur occupé au sein d'une personne de droit public ou d'un organisme non commercial : les mêmes connaissances qu'un généraliste tertiaire.</li> <li>• Pour l'auditeur occupé au sein d'une autre personne morale, si les audits réalisés portent principalement sur des bâtiments : les mêmes connaissances qu'un généraliste tertiaire.</li> <li>• Pour l'auditeur occupé au sein d'une autre personne morale, notamment les organismes représentatifs, si les audits réalisés portent principalement sur des processus industriels : les mêmes connaissances qu'un généraliste industrie.</li> </ul>
Spécialiste	Eclairage	Néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie relative à l'éclairage dans le domaine tertiaire ou industriel, y compris la gestion du confort visuel des usagers, de la régulation, des normes EN12464-1 et -2, EN12193 ;</li> <li>• la maîtrise d'au moins un logiciel de simulation tel que Dialux Evo, Relux ou équivalent.</li> </ul>
Spécialiste	Energie thermique (renouvelable ou fatale)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la Pompe à Chaleur</li> <li>• la Combustion Biomasse</li> <li>• le Solaire thermique</li> <li>• la Géothermie</li> <li>• la Récupération d'énergie fatale</li> <li>• le Stockage Thermique</li> <li>• Autre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie dans l'une ou plusieurs des sous-catégories ;</li> <li>• la connaissance approfondie des processus liés à la conception, la mise en œuvre, la gestion, le suivi monitoring et la régulation des réseaux d'énergie thermique.</li> <li>• la connaissance approfondie des moyens de stockage d'énergie thermique permettant d'optimiser le rendement global d'une installation de production ou de distribution d'énergie thermique</li> </ul>
Spécialiste	Électricité renouvelable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'éolien</li> <li>• l'hydro-électricité</li> <li>• le photovoltaïque</li> <li>• l'hydrogène vert</li> <li>• la mobilité électrique</li> <li>• le stockage d'électricité</li> <li>• Autre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie dans l'une ou plusieurs des sous-catégories ;</li> <li>• la connaissance approfondie des moyens de stockage, de monitoring et de consommation électrique lié à une production d'électricité renouvelable, tel que les batteries et les solutions de mobilité électrique, dans le but de maximiser l'autoconsommation.</li> </ul>
Spécialiste	Froid	<ul style="list-style-type: none"> <li>• le froid industriel</li> <li>• le froid commercial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie dans l'une ou plusieurs des sous-catégories ;</li> <li>• la connaissance approfondie des processus liés à la production, la distribution, l'émission, le monitoring et la régulation de l'énergie frigorifique, la récupération et la valorisation de l'énergie fatale liée aux unités de production de froid</li> </ul>

Le type	La dénomination	Les sous-catégories	Le périmètre de compétence minimum
Spécialiste	Utilités (Energie industrielles transformées)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'air comprimé</li> <li>• l'électricité industrielle</li> <li>• la force motrice</li> <li>• la thermique industrielle, combustion</li> <li>• la vapeur ou l'eau surchauffée</li> <li>• Autre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie dans l'une ou plusieurs des sous-catégories ;</li> <li>• la connaissance approfondie des processus liés à la production, la distribution, l'émission, le monitoring et la régulation des utilités, la récupération et la valorisation d'énergie fatale liée aux unités de production des utilités.</li> </ul>
Spécialiste	Cogénération	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Industrielle</li> <li>• Tertiaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la connaissance approfondie dans l'une ou plusieurs des sous-catégories ;</li> <li>• la connaissance approfondie des moyens de stockage, de monitoring et de consommation électrique lié à une cogénération, tel que les batteries et les solutions de mobilité électrique, dans le but de maximiser la valorisation locale et l'autoconsommation ;</li> <li>• la connaissance approfondie des moyens de stockage et de consommation thermique lié à une cogénération, tel que l'intégration au sein d'un processus de production industriel et l'adaptations des consommateurs, dans le but de maximiser la valorisation locale et l'autoconsommation.</li> </ul>

La notion de connaissance générale implique que l'auditeur est capable d'intégrer dans ses analyses et dans ses rapports, les éléments suivants :

- les technologies les plus efficaces et adaptées à la situation du bénéficiaire, sur base d'un dimensionnement approximatif ou de détecter un dysfonctionnement global ou spécifique à un équipement ;
- des propositions d'améliorations de la situation actuelle du bénéficiaire
- un coût approximatif de mise en œuvre des optimisations proposées, à l'investissement et à l'exploitation, avec une précision de plus ou moins vingt pour cent ;
- les mécanismes de financement possible, tels que le tiers financement, le fond propre, la subvention ou la déduction fiscale ;
- les normes et les textes juridiques en application au moment de la réalisation de l'étude ;
- les impacts potentiel sur l'environnement du projet ;
- les plans stratégiques en lien avec l'énergie et actées ou validées par le Gouvernement wallon ;
- tous éléments de nature à rendre un projet non réalisable ;
- tous éléments, spécifique à une amélioration, de nature à impacter la réalisation d'une autre recommandation, réalisée en même temps ou ultérieurement ;
- des indicateurs énergétiques de performance spécifique à l'activité du bénéficiaire ou de son secteur d'activité.

La notion de connaissance approfondie implique que l'auditeur est capable d'intégrer dans ces analyses et ses rapports les éléments suivants :

- les technologies les plus efficaces et adaptées à la situation du bénéficiaire, la manière de les dimensionner, de contrôler leur bon fonctionnement et de proposer des solutions concrètes pour en améliorer leur efficacité ;
- des propositions d'améliorations de la situation actuelle du bénéficiaire ;
- tous paramètres ou contraintes liés aux chaînes d'approvisionnement en combustible et d'évacuation des déchets produits ;
- tous les aspects liés à la sécurité d'exploitation pour les personnes et l'environnement ;
- le coût réel de mise en œuvre des optimisations proposées, à l'investissement et à l'exploitation, avec une marge d'erreur de maximum dix pour cent ;
- les mécanismes de financement possible tels que le tiers financement, le fond propre, la subvention ou la déduction fiscale
- les normes et les textes juridiques en application au moment de la réalisation de l'étude ;
- les impacts potentiel sur l'environnement du projet et les actions à mettre en œuvre pour limiter celles qui sont négatives ;
- les plans stratégiques en lien avec l'énergie et actées ou validées par le Gouvernement wallon ;
- tous éléments de nature à impacter la faisabilité technique ou financière du projet ;
- des indicateurs énergétiques de performance spécifique à l'activité du bénéficiaire ou de son secteur d'activité ;
- des indicateurs énergétiques de performance spécifique à une technologie.

Des conditions d'accès spécifique complémentaires, dans le suivi de formation ou dans les connaissances nécessaires de l'auditeur, peuvent être imposées par le Ministre pour chaque compétence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA).

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

**Annexe 2. Le système de validation pour l'établissement des crédits nécessaires à la labellisation**

L'obtention d'une labellisation est conditionnée à la présentation d'un certain nombre de preuves, liées au périmètre de compétence repris à l'annexe 1, qui ont une valeur de pondération différentes en fonction de leur type et permettent d'obtenir des crédits.

Les règles suivantes s'appliquent :

- 1° toute preuve mentionne le nom de l'auditeur et est datée ;
- 2° toute preuve est validée par l'administration avant d'être comptabilisée ;
- 3° toute preuve peut servir à valider plusieurs compétences ;
- 4° toute preuve est datée de maximum cinq ans ;
- 5° les rapports d'audit et les études sont rédigés en français ou accompagnés d'une traduction ;
- 6° les rapports d'études ou d'audit n'ayant pas fait l'objet d'une subvention liquidée par le présent arrêté respectent au minimum les critères de l'annexe 4 pour être recevables ;
- 7° les attestations de formation en tant que participant sont accompagnées au minimum :
  - a) soit d'une attestation de réussite d'examen si un examen clôture la formation, soit d'une attestation de présence signée par l'organisateur, à hauteur de minimum quatre-vingts pour cent des heures prévues de la formation et mentionnant la durée de la formation, si aucun examen ne clôture la formation ;
  - b) un descriptif détaillé de la formation, mettant en évidence le lien avec les compétences visées ou le support écrit de la formation comme un syllabus ou une présentation.
- 8° les attestations de formation en tant que participant doivent respecter les critères suivants :
  - a) les formations sont d'une durée de minimum trois heures.
  - b) la participation à une conférence n'est pas éligible ;
- 9° les prestations en tant que formateur sont accompagnées au minimum :
  - a) d'une preuve identifiant l'auditeur comme orateur de la formation ;
  - b) un descriptif général de la formation, mettant en évidence le lien avec la ou les compétence(s) visée(s) et le nombre de participant ;
  - c) le ou les supports de la formation ;
  - d) les dates et lieux, des formations données ;
  - e) le nombre de fois qu'une même formation a été donnée sur les trois dernières années ;
- 10° pour chaque compétence sollicitée de manière non temporaire, il est nécessaire de fournir au minimum un document de type audit ou étude énergétique dans les cinq années précédant la demande de la labellisation qui répondent aux critères de la méthodologie AMUREBA.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de points à atteindre en fonction de la démarche entreprise :

Le type de labellisation	Le nombre de crédits nécessaires	L'exception pour les auditeurs internes
La labellisation temporaire dans une compétence	0	0
Le renouvellement dans une compétence après une labellisation temporaire	15	5
La labellisation ou le renouvellement d'une compétence sans labellisation temporaire	40	15

Le tableau ci-dessous présente la valeur en point de chaque type de preuve permettant d'obtenir, de renouveler ou de prolonger une labellisation de compétence.

L'activité	Le nombre de crédits	Le nombre de crédits maximums par compétence
La formation à la compétence en tant que participant	1 par formation d'une durée minimum de trois heures	10
La formation à la compétence en tant que formateur	2 par formation d'une durée de minimum trois heures	10
Les conférences, en lien avec la compétence, prestées pour le compte de la Wallonie en tant qu'orateur	1 par conférence	5
Le rapport d'audit ou étude hors AMUREBA	2 par audit ou étude	20
Le rapport d'audit ou d'étude AMUREBA	4 par audit ou étude	40
Une autre certification en efficacité énergétique ou carbone	2 par certification	10
Les prestations d'expertises techniques exercées à la demande et pour le compte du SPW TLPE Energie ou tout autres instances publique belge, régionales ou fédérale, en charge de la compétence énergie	4 par marché de minimum 10.000 € TTC	20

La formation à la méthodologie AMUREBA peut être comptabilisée comme « la formation à la compétence ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA).

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

Annexe 3. La liste des audits et études subventionnées et la compétence correspondante des auditeurs

Le type d'audit ou d'étude	L'abréviation	L'auditeur principal labellisé dans les compétences :
L'audit global	AG	le généraliste tertiaire ou Industrie suivant le type d'entité ;
L'audit partiel	AP	le spécialiste labellisé dans le domaine concerné par l'audit ou l'étude ; Le généraliste tertiaire ou le généraliste interne pour un audit partiel bâtiment
L'étude de faisabilité	EF	
L'assistance à la maîtrise d'ouvrage	AMO	
L'audit de suivi performanciel	ASP	
L'audit de suivi annuel	ASA	le généraliste tertiaire ou industrie suivant le type d'entité ; le généraliste interne ;
L'audit de potentiel énergétique	APE	le généraliste industrie ; Le spécialiste cumulant les compétences en énergie thermique renouvelable et en électricité renouvelable le généraliste interne ;
L'encadrement et suivi d'une communauté carbone pour un organisme représentatif d'entreprises	ESCC	le généraliste interne ; le généraliste industrie
L'action visant à améliorer l'efficacité énergétique d'un secteur	AMES	le généraliste interne ; le généraliste industrie ; le spécialiste labellisé dans le domaine concerné par l'action envisagée

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA).

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

Annexe 4. Les critères minimums de qualité des audits et les études analysés par l'administration

Dans le cadre de la procédure de labellisation, les informations ci-dessous constituent les critères minimums de recevabilité d'un audit ou d'une étude.

Le critère 1. Les objectifs, les hypothèses et l'état de la situation

1° les informations situationnelles : le nom des auditeurs impliqués et leur rôle, les informations de contact (nom, mail, téléphone) et les rôles des personnes impliquées chez le bénéficiaire, le calendrier de la prestation tel que la date de démarrage et la date de clôture ;

2° l'objectif de l'audit ou de l'étude, le périmètre audité, la présentation de la méthodologie utilisée, les vecteurs examinés dans l'audit, les limitations éventuelles : situationnelles, juridiques ou financières ;

3° les hypothèses de travail : les paramètres utilisés dans l'audit tels que, notamment, les facteurs de conversion en énergie primaire/finale, le PCI, le PCS, les coefficients d'émission de CO<sub>2</sub> ou les coûts moyen des différents vecteurs ;

4° l'état de la situation : la présentation générale du bénéficiaire et de ses activités, des caractéristiques de l'entité auditée ou étudiée telle que les bâtiments, les processus industriels ou de l'utilité tels que la vapeur ou l'air comprimé.

Le critère 2. L'analyse de la situation

1° l'analyse des consommations comprenant :

a. au minimum une année de référence et une année étudiée en valeurs brutes et corrigées en fonction des facteurs d'influence comme les degrés-jours si sensible au climat ;

b. l'évolution de la consommation sur une période donnée ;

2° pour l'entité auditée, la description des éventuels processus industriels, utilités, systèmes, enveloppe du bâtiment et des équipements avec la mise en évidence de leurs lacunes éventuelles;

3° le bilan énergétique étayé par des calculs et les hypothèses :

a. pour un bâtiment, les valeurs des coefficients de transmission, l'estimation du renouvellement d'air, le calcul des déperditions thermiques, le rendement des installations de production d'énergie et, la part des énergies renouvelables ;

b. le cas échéant, la présentation et la comparaison aux indicateurs de performance pertinents et spécifique à l'activité de l'entité auditée ou étudiée ;

c. l'identification des consommateurs principaux et la mise en évidence de la proportion de l'énergie consommée ;

4° en cas de système de production d'énergie renouvelable existant : la description technique, l'année d'installation, le bilan des performances.



Le critère 3. Les propositions d'améliorations chiffrées pour les audits

1° les propositions d'améliorations, couvrant l'ensemble du périmètre audité et présentées dans un ordre logique ou par ordre de priorité et motivée par l'impact sur le total de la consommation, l'état du bâtiment et des équipements, les économies engendrées, la rentabilité, l'intégration aux objectifs de stratégies de rénovation à long terme des bâtiments et des processus ;

2° l'établissement d'au minimum un plan d'action, en sélectionnant les améliorations les plus pertinentes tout en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes et en prêtant attention à la mise en adéquation des besoins avec les solutions proposées ;

3° pour les améliorations concernant des processus industriels, les propositions devront viser à l'amélioration de procédé de production industriel ou d'équipement industriel de type utilité tel que l'air comprimé, le traitement de l'eau ou de la vapeur ;

4° si une analyse financière des améliorations individuelles est réalisée, elle est établie sur base des flux financiers réels actualisés, à savoir le taux interne de rentabilité, la valeur actualisée nette et le temps de retour actualisé plutôt que sur de simples délais d'amortissement en temps de retour simple, pour tenir compte des économies à long terme, des valeurs résiduelles des investissements à long termes, des taux d'actualisation et des coûts d'exploitations ;

5° pour chaque amélioration proposée, l'économie en énergie, en tonnes de CO2 émises et financière sera calculée.

Le critère 4. L'analyse technico économique pour les études de faisabilité

Dans le cadre des études de faisabilité, l'analyse portera sur plusieurs variantes ou alternatives du projet afin de déterminer les optimums énergétique et économique.

Le critère 5. La présentation des mécanismes d'aides financières

1° l'intégration des montants de subvention disponible au calcul financier des améliorations individuelles et plans d'actions ;

2° l'explication des aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées telles que les sources de l'information, l'analyse de l'éligibilité du bénéficiaire ou les montants, la justification en cas de non-éligibilité aux aides.

Le critère 6. Les conclusions

La synthèse d'un audit doit comporter un ou plusieurs plans d'action sur les décisions les plus pertinentes à mettre en place en vue d'améliorer la situation en fonction de l'objectif fixé en termes d'efficacité et de production d'énergie renouvelable au début du rapport.

La synthèse d'une étude doit comporter tous les éléments nécessaires à une prise de décision objective par le bénéficiaire sur la suite à donner au projet étudié.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA).

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 5. Le taux de subvention, le montant d'intervention maximal par demande et le nombre d'intervention maximum par période de quatre ans

Le taux de subvention, le montant d'intervention maximal par demande ainsi que le nombre de subventions pouvant être octroyées sont fixés comme suit :

Le type de bénéficiaire	Le type de prestation	Le taux de subvention en pour cent	L'intervention maximale par demande HT.V.A.	Le nombre de subvention maximale sur quatre ans(1)
Les PME	L'audit global AG	75	8.000 EUR	1
	L'audit partiel AP	75	5.000 EUR	4
	L'étude de faisabilité EF (6)	75	5.000 EUR (3)	4
	L'assistance à la maîtrise d'ouvrage AMO	75	5.000 EUR	4
	L'audit de suivi performantiel ASP	75	2.500 EUR (4)	4
	L'audit de suivi annuel ASA	75	2.000 EUR	3, une par an
	L'audit de potentiel énergétique APE	75	10.000 EUR	1
Les personnes morales de droit public et organismes non commerciaux	L'audit partiel AP « bâtiment »	75 ou 96 (2)	15.000 EUR	1
	L'étude de faisabilité EF (5)	75 ou 96 (2)	5.000 EUR (3)	4
	L'audit de potentiel énergétique APE	75 ou 96 (2)	20.000 EUR	1
	L'audit de suivi performantiel ASP	75 ou 96(2)	5.000 EUR (4)	4

Le type de bénéficiaire	Le type de prestation	Le taux de subvention en pour cent	L'intervention maximale par demande HT.V.A.	Le nombre de subvention maximale sur quatre ans(1)
Les entreprises soumises à l'obligation d'audit en vertu de l'arrêté du 8 septembre 2016 qui ne sont pas membres d'une communauté carbone	L'étude de faisabilité EF (6)	60	15.000 EUR (3)	2
	L'assistance à la maîtrise d'ouvrage AMO	60	10.000 EUR	2
	L'audit de suivi performantiel ASP	60	5.000 EUR (4)	2
Les entreprises membres d'une communauté carbone	L'audit global AG	60	40.000 EUR	1
	L'audit partiel AP	60	20.000 EUR	4
	L'audit de suivi performantiel ASP	60	10.000 EUR (4)	4
	L'audit de suivi annuel ASA	60	4.000 EUR	3, une par an
	L'étude de faisabilité EF (6)	60	35.000 EUR (3)	4
	L'assistance à la maîtrise d'ouvrage AMO	60	30.000 EUR	4
	L'audit de potentiel énergétique APE	60	30.000 EUR	1
Les organismes représentatifs d'entreprises	L'action visant à améliorer l'efficacité énergétique d'un secteur	100	20.000 EUR	4, une par an
	La préparation, l'encadrement et le suivi d'une convention carbone	100	80.000 EUR	4, une par an

(1) La limitation se comprend par un nombre d'intervention sur une même unité d'établissement. Par dérogation, en ce qui concerne les personnes de droit public et les organismes non commerciaux, une seconde subvention peut être octroyée au bénéficiaire avant l'écoulement des délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> lorsque :

1° l'audit ou l'étude réalisée a fait l'objet d'un contrôle par l'administration ;

2° le contrôle a mis en lumière des manquements à la méthodologie AMUREBA ;

3° l'audit ou l'étude n'a pas été corrigé par l'auditeur dans le délai fixé par l'administration ou ne pourra l'être en raison de la perte de labellisation ou de reconnaissance de l'auditeur ou du prestataire.

(2) Le taux de 75% est appliqué pour les bénéficiaires qui peuvent récupérer la T.V.A.. Le taux de 96% est appliqué pour les bénéficiaires qui ne peuvent pas récupérer la T.V.A..

(3) Pour les bénéficiaires de type PME ou Personnes morales de droit public ou organismes non commerciaux, dans le cadre d'une étude de faisabilité portant sur la compétence énergie thermique tel que définie en annexe 1, le plafond est de 20.000 €. Par dérogation, pour tous les types de bénéficiaire, pour une étude de faisabilité portant sur la récupération et la valorisation d'énergie fatale ou sur un réseau d'énergie thermique tel que définis dans le décret du 15 octobre 2020, relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique, le plafond à appliquer est de 45.000 €.

(4) Dans le cadre d'un audit de suivi performantiel portant une unité de biométhanisation le plafond est de 15.000 €.

(5) Seules les études de faisabilité relatives à des travaux d'amélioration de performance énergétique d'un bâtiment, tel qu'énumérés à l'article 9 arrêté AMUREBA du 13 octobre 2022, sont éligibles.

(6) Les études de faisabilité relatives à tout équipement de production d'énergie au moyen de source d'énergie fossile et les pistes d'action dont la rentabilité est inférieure 3ans ne sont pas éligibles.

Les PME membres d'une communauté carbone sont comprises dans le type de bénéficiaire « entreprises membres d'une communauté carbone ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA).

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

#### Annexe 6. La méthodologie AMUREBA

La méthodologie AMUREBA est la méthodologie globale à appliquer à l'ensemble des audits et des études énergétiques bénéficiant des subventions décrites dans le présent arrêté. Elle est composée des éléments suivants :

Les critères de qualité conformes à l'annexe 4 ;

Une information sur le cadre légal wallon, belge et européen en relation avec les audits et les études énergétiques ;

Une définition des valeurs pour les coefficients de conversion, des unités de mesure et des paramètres communs à tous les audits et les études, incluant les facteurs de conversion en énergie primaire/finale, les rapports PCI/PCS et les coefficients d'émission de CO<sub>2</sub> ainsi que les paramètres financiers à considérer dans l'analyse de rentabilité, le cas échéant ;

Pour chaque type d'audit et d'étude listée en annexe 3 :

- les objectifs à atteindre ;
- les références à considérer ou la manière de les établir ;
- une liste de facteur d'influence minimum quantifiant le niveau d'activité à établir dans un objectif de comparaison avec des activités similaires ;
- le contenu minimum du rapport d'audit ou d'étude, en complément des informations reprises en annexe 4 ;
- une structure pour la rédaction du rapport de prestation et la présentation des résultats ;
- une grille d'analyse des consommations énergétiques ;
- les indices de performance à intégrer à la conclusion de chaque rapport ;

La pondération applicable et le contenu des orientations méthodologique de type industrielle, tertiaire, ou mixte.

Pour les audits d'une personne morale de droit public ou un organisme non commercial :

- 1° lorsque l'entité est limitée à un ou des bâtiments, les points *f)* à *h)* ne sont pas obligatoires ;
- 2° l'audit porte au minimum sur l'analyse d'un bâtiment ou partie de bâtiment ;
- 3° l'audit est réalisé par un auditeur généraliste tertiaire ou un auditeur interne.

Le Ministre peut préciser ou compléter le contenu de la présente annexe.

L'administration établit la méthodologie AMUREBA, constituée d'un ensemble de documents de référence et d'outils d'analyse, conformément à la présente annexe, et la publie sur son site internet.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie.

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/004275]

#### 1. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 7, 8, 9, 10 und 11, Absätze 3 und 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor);

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA);

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich der Berufsausbildung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Berichts vom 5. Mai 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 27. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Februar 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 21. März 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ("Union des villes et communes de Wallonie");

Aufgrund der am 30. März 2023 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 13. September 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.062/2/V des Staatsrats;

Aufgrund der am 20. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Verbands der ÖSHZ;

Aufgrund der am 25. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Wallonischen Provinzen ("Association des provinces wallonnes");

In Erwägung der am 21. März 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools *“Energie”*;  
 In Erwägung der am 23. März 2023 abgegebenen Stellungnahme von *“Edora”*;  
 Auf Vorschlag des Ministers für Energie;  
 Nach Beratung,

Besluit :

KAPITEL I - *Einleitende Bestimmung, Begriffsbestimmungen und Schutz personenbezogener Daten*

**Artikel 1** - Durch vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG und die Richtlinie 2009/2018/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;
- 2° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;
- 3° Juristische Person öffentlichen Rechts: die Person öffentlichen Rechts gemäß der Definition in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA);
- 4° Nicht-kommerzielle Einrichtungen: die Einrichtungen im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;
- 5° der Begünstigte: Unternehmen, juristische Personen öffentlichen Rechts und nicht-kommerzielle Einrichtungen, die über ein dingliches Recht an der Einheit verfügen und Anspruch auf die in diesem Erlass vorgeschlagenen Subventionen haben;
- 6° KMU: das Unternehmen, das den Kriterien nach Artikel 2 von Anhang 2 zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union genügt;
- 7° Großunternehmen: ein Unternehmen im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, das der Definition nach Artikel 2 Ziffer 24 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union entspricht;
- 8° Niederlassungseinheit: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;
- 9° Einheit: der Umfang, auf den sich das Audit oder die Studie bezieht und der die Produktion von Waren und Dienstleistungen, Gebäude oder Gebäudeteile, Anlagen zur Energieerzeugung oder -umwandlung einschließlich der Erzeugung erneuerbarer Energie, den internen Personen- oder Gütertransport, die Kohlenstoffabscheidung und -speicherung umfassen kann;
- 10° Erneuerbare Energie: die Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze;
- 11° Abwärme: Energie, die in einem Hauptprozess entsteht, noch nicht bis zu ihrem vollen technischen Potenzial genutzt wird und zurückgewonnen werden kann, um entweder intern oder extern für andere Zwecke genutzt zu werden, wodurch sie zu einer Quelle für eine zusätzliche Energieversorgung wird;
- 12° Primärenergie: die Energie gemäß Artikel 2 Ziffer 18 des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;
- 13° Oberer Heizwert oder Hs: die Energiemenge gemäß Artikel 2 Ziffer 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze;
- 14° Unterer Heizwert oder Hi: die Energiemenge im Sinne von Artikel 2 Ziffer 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze;
- 15° Energieeffizienz: das Verhältnis zwischen dem Ertrag an Leistung, Dienstleistungen, Waren oder Energie und dem Energieeinsatz;
- 16° Auditor: die natürliche Person, der gemäß Kapitel 3 dieses Erlasses das Gütesiegel vergeben wurde;
- 17° der interne Auditor: der Auditor, dem das Gütesiegel als interne Fachkraft mit generalistischer Kompetenz vergeben wurde und der zum Personal des Begünstigten oder zum Personal einer juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer nicht-kommerziellen Einrichtung gehört und dem Begünstigten zur Verfügung gestellt wird, um Energieaudits oder -studien durchzuführen;
- 18° Vergabe des Gütesiegels: die Validierung einer oder mehrerer Kompetenzen eines Auditors mit dem Ziel, Energieaudits oder Energiestudien zu erstellen;
- 19° Kompetenz: die Fähigkeit eines Auditors, ein bestimmtes Know-how auszuüben, das er dank seiner Berufserfahrung, seines Diploms und seiner Ausbildungen erworben hat und das auf der Grundlage von Fakten validiert wird, die der Verwaltung im Rahmen eines Antrags auf Vergabe eines Gütesiegels vorgelegt werden;
- 20° Dienstleister: die natürliche oder juristische Person mit einer Unternehmensnummer, die für die Erbringung von Dienstleistungen in Verbindung mit und gemäß den in Kapitel 2 dieses Erlasses festgelegten Bestimmungen anerkannt ist;
- 21° Anerkennung: Die Validierung des Zugangs zu einer Subventionsthematik für einen Dienstleister, die es ermöglicht, mehrere Arten von Leistungen auf der Grundlage des Themas Energie oder der Art des Begünstigten zu kategorisieren und zu bündeln ;



22° AMUREBA-Methode: die gemäß Anhang 6 festgelegte Methode;

23° Energieaudit: der Auftrag, der sich auf ein verhältnismäßiges, systematisches und wiederkehrendes Verfahren bezieht, das ein zuverlässiges Bild der Energieeffizienz der Einheit und eine sichere Ermittlung der bedeutendsten Verbesserungsmöglichkeiten ermöglicht, die in einen Aktionsplan münden, der gemäß der AMUREBA-Methode durchgeführt wird;

24° Energiestudie: der Auftrag, der sich auf ein systematisches, nicht wiederkehrendes Verfahren zur Analyse oder Beratung im Energiebereich bezieht, dessen Umfang und Dauer begrenzt sind und der gemäß der AMUREBA-Methode durchgeführt wird.

25° Gesamtenergieaudit (GA): das Energieaudit, das auf die gesamte Einheit angewendet wird;

26° partielles Energieaudit (PA): das Energieaudit, das auf eine Einheit oder einen Teil der geprüften Niederlassungseinheit angewendet wird;

27° Machbarkeitsstudie (MS): eine Energiestudie, die technische, vorschriftsmäßige, verwaltungstechnische und wirtschaftliche Aspekte umfasst und darauf abzielt, die wichtigsten Parameter und technisch-wirtschaftlichen Variablen einer zukünftigen Investition zu bestimmen, die insbesondere auf die Verbesserung der Energieeffizienz, die Erzeugung oder Speicherung erneuerbarer Energien, die Nutzung von Abwärme und die Abscheidung oder Speicherung von Kohlenstoff abzielt.

28° Bauherrenberatung (BB): die Ausarbeitung einer Energiestudie, die mit dem Ziel erstellt wird, einen Bauherrn bei der Durchführung eines technischen Projekts, das ausschließlich der rationellen Energienutzung, der Erzeugung oder Speicherung erneuerbarer Energien, der Nutzung von Abwärme oder der Kohlenstoffabscheidung und -speicherung dient, in Bezug auf technische, vorschriftsmäßige, verwaltungstechnische, wirtschaftliche und leistungsbezogene Aspekte zu unterstützen und zu beraten;

29° das Audit zur Leistungsüberwachung (ALÜ): das Energieaudit mit begrenztem Umfang, mit dem das Erreichen oder die Aufrechterhaltung vorher festgelegter Energieleistungen bestätigt werden kann;

30° Energiepotenzial-Audit (EPA): ein Audit des Immobilienvermögens eines Antragstellers oder eines abgegrenzten geografischen Gebiets zur Ermittlung des Gesamtenergiebedarfs, zur Ermittlung der verfügbaren Energiequellen, einschließlich der Abwärme, und zur Erarbeitung von Vorschlägen zur Förderung der Bildung von Energiegemeinschaften, der zentralen Energieerzeugung, der Nutzung erneuerbarer Energien und von Abwärme;

31° das jährliche Folgeaudit (JFA): das Energieaudit zur Aktualisierung des Aktionsplans und der Energieleistung einer Niederlassungseinheit sowie eines repräsentativen Unternehmensverbands, das auf der Grundlage mindestens eines vorherigen globalen Audits mit einer jährlichen Periodizität durchgeführt wird;

32° CO<sub>2</sub>-Vereinbarung: die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung im Sinne von Kapitel 7 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität vom 16. November 2023;

33° CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft: die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft im Sinne von Kapitel 7 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität vom 16. November 2023;

34° repräsentativer Unternehmensverband: die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft oder der Verband, die/der von allen oder einigen ihrer/seiner Mitglieder beauftragt wird, ihnen bei der Verbesserung ihrer/seiner Energieeffizienz zu helfen;

35° digitale Plattform: die Internetanwendung(en), die der Verwaltung der elektronischen Geldbörse gewidmet ist/sind und die über eine Website zugänglich ist/sind;

36° Emittent: der Dienstleister, der dazu bestimmt ist, die Finanzverwaltung der mit der digitalen Plattform verbundenen Geldbörsen zu übernehmen;

37° elektronische Geldbörse: das Zahlungsmittel in elektronischer Form, das dazu dient, mit Hilfe von elektronischen Schecks die in diesem Erlass genannten Dienstleistungen zu vergüten, die von den Dienstleistern erbracht werden.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 9 besteht bei juristischen Personen öffentlichen Rechts oder nicht-kommerziellen Einrichtungen die Einheit mindestens aus einem Gebäude oder Gebäudeteil, in dem die Einrichtungen und Aktivitäten des Begünstigten untergebracht sind.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 9 besteht die Einheit bei Unternehmen für die Durchführung des globalen Audits aus der Niederlassungseinheit.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 11 sind insbesondere überschüssige Energie, Abwärme und -kälte gemäß der Definition in Artikel 2 Ziffer 8 des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze.

**Art. 3** - Die Akten über Subventionen nach dem vorliegenden Erlass werden von jedem Bediensteten oder Mitglied des Vertrags der Stufe A oder B im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der in diesem Erlass genannten Subventionen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A oder B im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 4** - § 1. Die Verwaltung verarbeitet im Rahmen der Vergabe der Gütesiegel an Auditoren folgende personenbezogene Daten von Auditoren und Auditorenanwärtern:

1° die Vor- und Nachnamen;

2° die E-Mail-Adresse;

3° die Telefonnummer;

4° die Funktion, die bei dem/den Dienstleister(n) ausgeübt wird;

5° das Diplom.

Die in Absatz 1 genannten Daten werden höchstens zehn Jahre nach dem Datum des Abschlusses der letzten vom Auditor bearbeiteten Subventionsakte aufbewahrt. Bei ungelösten Streitigkeiten über die vorerwähnte letzte Akte gilt eine zusätzliche Frist von maximal einem Jahr nach Ausschöpfung aller Möglichkeiten, Rechtsmittel einzulegen.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden für den Zweck der Aktenverwaltung im Zusammenhang mit der Vergabe der Gütesiegel an Auditoren verarbeitet.



§ 3. Die Auditoren drücken bei der Beantragung des Gütesiegels ihre willentliche und wohlüberlegte Zustimmung aus, die die Veröffentlichung der in den Artikeln 10 und 22 des vorliegenden Erlasses genannten Daten in der Liste der mit dem Gütesiegel versehenen Auditoren auf der öffentlich zugänglichen Website der Verwaltung erlaubt.

Die Verwaltung speichert die in § 1 genannten personenbezogenen Daten in einer von ihr verwalteten Datenbank. Die Verwaltung ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um die Sicherheit der in dieser Datenbank enthaltenen Daten zu gewährleisten. Die einzigen Personen, die berechtigt sind, auf diese Daten zuzugreifen, sind die Bediensteten der Verwaltung mittels eines Benutzernamens und eines Passworts.

§ 4. Der Verantwortliche für die Verarbeitung dieser Daten ist die Verwaltung. Bei den in § 1 genannten betroffenen Personen handelt es sich um die Auditorenanwärter und Auditoren. Im Falle einer juristischen Person gibt es keine betroffene Person.

**Art. 5** - Die Verwaltung darf andere als personenbezogene Daten aus Audits und Studien für statistische Zwecke und zur öffentlichen Information verwenden.

Der Bericht und die eingegebenen Informationen werden in aggregierter Form verwendet, um statistische Analysen, Karten oder Berichte zu erstellen, die für die Aufgaben der Verwaltung erforderlich sind. Sie können auch an jede Dienststelle der Verwaltung weitergeleitet werden, speziell für die Gewährung von Subventionen, die Ausstellung von Genehmigungen oder Stellungnahmen, auf begründeten Antrag der betreffenden Dienststelle.

## KAPITEL II - Anerkennung der Dienstleistungserbringer

### Abschnitt 1 - Allgemeine Bestimmungen

**Art. 6** - Dienstleistungserbringer erhalten eine Anerkennung auf der Grundlage der Bedingungen und des Verfahrens, die in diesem Kapitel aufgeführt sind.

Der Dienstleister übt seinen Auftrag in völliger Unabhängigkeit aus; er unterbreitet während der gesamten Dauer seiner Anerkennung keine kommerziellen Angebote im Zusammenhang mit den Empfehlungen der für den Begünstigten durchgeführten Audits oder Studien in Bezug auf einen Anbieter von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten.

**Art. 7** - Die Dauer der Anerkennung eines Dienstleistungserbringers beträgt höchstens fünf Jahre.

Bei einer Verlängerung der Anerkennung beträgt die Verlängerungsdauer fünf Jahre.

Die Anerkennung oder ihre Verlängerung beginnen mit dem Tag der Notifizierung der Entscheidung, mit der sie gewährt wird.

Die Anerkennung kann nicht übertragen oder abgetreten werden.

**Art. 8** - Wenn ein Dienstleistungserbringer keinen Auditor mehr hat, der als Kontaktperson "Auditor" in einer Kompetenz identifiziert ist, die seiner Anerkennung entspricht, kann er seine Anerkennung behalten, verliert aber das Recht, sie auszuüben. Dieses Recht auf Ausübung wird wiederhergestellt, sobald er wieder über einen Auditor verfügt, der in einer seiner Anerkennung entsprechenden Kompetenz über das Gütesiegel verfügt und als Kontaktperson "Auditor" identifiziert wird.

**Art. 9** - § 1. Die Verwaltung prüft die Anträge auf Beantragung, Verlängerung oder Entzug der Anerkennung. Wenn eine Akte komplexe technische, wirtschaftliche oder rechtliche Aspekte aufweist, die über ihr Fachwissen hinausgehen, kann sie unter Wahrung der Regeln der Vertraulichkeit und Neutralität die Dienste jedes Beraters in Anspruch nehmen, die sie für notwendig erachtet.

§ 2. Wenn die Verwaltung zusätzliche Informationen vom Bewerber für die Dienstleistungserbringung verlangt, hat dieser 30 Tage Zeit, um seine Unterlagen zu vervollständigen. Hat der Bewerber für die Dienstleistungserbringung nach Ablauf dieser Frist der Verwaltung keine vervollständigten Unterlagen vorgelegt, wird der Antrag auf Anerkennung ohne weitere Maßnahmen abgeschlossen und die Akte geschlossen.

§ 3. Die Verwaltung entscheidet über den Antrag auf Anerkennung oder Verlängerung und teilt dem Antragsteller ihre Entscheidung innerhalb von 60 Tagen nach Eingang der vollständigen Unterlagen mit.

Die Entscheidung der Verwaltung kann Gegenstand einer bei dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung der Entscheidung eingelegten Beschwerde sein. Seinerseits verfügt der Minister über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der Beschwerde, um seine Entscheidung zu treffen. Die Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung.

§ 4. Der Minister kann die in § 1 genannten Bedingungen, unter denen die Dienste eines Beraters in Anspruch genommen werden können, näher bestimmen.

**Art. 10** - Die Verwaltung veröffentlicht eine Liste der anerkannten Dienstleistungserbringer und hält sie auf dem neuesten Stand. Durch die bloße Tatsache, dass er über eine Anerkennung verfügt, ermächtigt der Dienstleistungserbringer die Verwaltung, folgende Informationen zu veröffentlichen:

- 1° den Namen, das Logo und die Rechtsform des Unternehmens;
- 2° eine Beschreibung der Tätigkeit des Unternehmens;
- 3° die Telefonnummer;
- 4° die E-Mail-Adresse;
- 5° die anerkannten Themen und Gültigkeitsdaten;
- 6° die mit dem Dienstleistungserbringer verbundenen Auditoren, die Kompetenzen, für die ein Gütesiegel vergeben wurde, und die Gültigkeitsdaten;
- 7° statistische Informationen über die bearbeiteten Akten wie Jahr, Thema, Art, Anzahl oder Status.

Der Dienstleistungserbringer kann jederzeit eine Korrektur seiner veröffentlichten Daten verlangen.

Die Verwaltung behält jederzeit eine Rolle als Moderator, die es ihr ermöglicht, unangemessene oder falsche Inhalte zu löschen, die von einem Dienstleistungserbringer in den von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Tools veröffentlicht wurden.

*Abschnitt 2 - Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung*

**Art. 11** - Die Anerkennung als Dienstleistungserbringer in den in diesem Erlass genannten Themenbereichen kann von jeder juristischen oder natürlichen Person beantragt werden, die Leistungen im Bereich der Energieberatung für Unternehmen und gemeinschaftliche Einrichtungen erbringt. Sie hat außerdem folgenden Bedingungen zu entsprechen:

1° weniger als fünf Jahre vor der Einreichung seines Anerkennungsantrags nicht Gegenstand eines Beschlusses über den Entzug der Anerkennung in dem beantragten Themenbereich gewesen sein.

2° die allgemeinen Zugangsbedingungen erfüllen, die in diesem Kapitel festgelegt sind;

Der Minister kann zusätzliche Bedingungen zu den in Absatz 1 genannten Bedingungen präzisieren und festlegen, um die Qualität der Leistungen der Dienstleistungserbringer zu gewährleisten.

**Art. 12** - Der Dienstleistungserbringer, der anerkannt werden möchte, reicht über die digitale Plattform einen Antrag auf Anerkennung ein, der Folgendes umfasst:

1° alle Kontaktdaten und Informationen des Unternehmens wie Name, Rechtsform, Postanschrift, Nummer der Zentralen Datenbank für Unternehmen, E-Mail-Adresse und Telefonnummer;

2° einen Bankkundennachweis (relevé d'identité bancaire RIB), der von der Bank ausgestellt wird, in der sich das Bankkonto für die Auszahlung der Zuschüsse befindet, Diese Bescheinigung enthält mindestens die Kontonummer (IBAN-Format) und den BIC-Code, Name(n), Vorname(n) und Anschrift(en) des/der Kontoinhaber(s), das Datum der Kontoeröffnung, das Datum des Ausdrucks des Nachweises, einen Authentizitätscode (Legitimität des Nachweises);

3° die Vorlage einer Bescheinigung über die Schuldenfreiheit gegenüber der Wallonischen Region oder eine Bescheinigung über die Zahlungsfähigkeit, dessen Datum nicht mehr als drei Monate vor der Antragstellung liegt;

4° eine unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, die bestätigt, dass der Dienstleistungserbringer und die Auditoren, die in seinem Auftrag Leistungen erbringen, ihre Aufgaben gemäß Artikel 6 in den Audits und Studien, die Gegenstand eines Subventionsantrags sind, wahrnehmen;

5° ein Inventar der Mittel, die der Dienstleistungserbringer den Auditoren zur Verfügung stellt, um die Einhaltung der AMUREBA-Methode bei der Durchführung seiner Audits und Energiestudien zu gewährleisten, wie z.B. Messgeräte oder spezielle Software;

6° eine unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, die die Genauigkeit der mitgeteilten Angaben bescheinigt;

7° eine Beschreibung der Tätigkeiten des Unternehmens, die mit den in diesem Erlass genannten Leistungen in Zusammenhang stehen.

Der Minister kann den Inhalt der Antragsunterlagen für die Anerkennung präzisieren und ergänzen.

Der Antrag auf Anerkennung kann vom Antragsteller eingereicht werden, wenn die Akte alle geforderten Belege enthält. Dem Dienstleistungserbringer wird eine Bestätigung über den Eingang der Unterlagen zugesandt.

In Bezug auf Ziffer 5 Absatz 1 definiert die AMUREBA-Methode je nach Art der Dienstleistung die Mindestmittel, über die der Dienstleistungserbringer verfügen muss.

Jede Änderung einer dieser Informationen, die sich negativ auf die Qualität der Leistung auswirken könnte, wird der Verwaltung innerhalb von 30 Tagen mitgeteilt.

**Art. 13** - Die Verwaltung lehnt einen Antrag auf Anerkennung ab, wenn:

1° die angeforderten und bereitgestellten Belege nicht mit Artikel 12 übereinstimmen oder als ungeeignet angesehen werden, um die Qualität und Neutralität der Leistungen der Auditoren zu gewährleisten;

2° die Tätigkeit des Antragstellers nicht in den Tätigkeitsbereich fällt, auf den die in diesem Text beschriebenen Leistungen abzielen.

*Abschnitt 3 - Bedingungen für die Verlängerung der Anerkennung*

**Art. 14** - Jeder Antrag auf Verlängerung der Anerkennung wird mithilfe der digitalen Plattform eingereicht.

Der Antrag auf Erneuerung der Anerkennung wird spätestens fünfzehn Tage vor dem Ablaufdatum der Anerkennung eingereicht. Die Anerkennung wird gegebenenfalls vorläufig bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem die Verwaltung über den Antrag auf Verlängerung entschieden hat, höchstens jedoch für sechs Monate.

Wenn kein Antrag auf Verlängerung gestellt wird oder wenn der Antrag auf Verlängerung einer Anerkennung abgelehnt wird, kann der Dienstleistungserbringer keinen neuen Antrag mehr stellen. Wenn er jedoch noch über einen mit dem Gütesiegel ausgezeichneten Auditor mit den entsprechenden Kompetenzen verfügt, hat er die Möglichkeit, die von der Verwaltung bereits angenommenen Akten abzuschließen.

Die Informationen und Unterlagen, die bei einem Antrag auf Verlängerung einer Anerkennung eingereicht werden müssen, sind identisch mit denen, die bei einer Erstanerkennung verlangt werden und in Abschnitt 2 dieses Kapitels beschrieben sind.

*Abschnitt 4 - Entzug der Anerkennung und Verwaltungsstrafen*

**Art. 15** - § 1. Die Verwaltung informiert den Dienstleistungserbringer per E-Mail, wenn sie Folgendes feststellt:

1° die Nichtbeachtung der AMUREBA-Methode in mehreren Audits oder Studien;

2° die Nichteinhaltung der Bedingungen der Unabhängigkeit oder Neutralität, die für die Gewährung einer Anerkennung erforderlich sind;

3° die Nichteinhaltung der Bedingungen für die Gewährung der Anerkennung, wobei diese während der gesamten Dauer der Anerkennung aufrechterhalten werden müssen;

4° eine Anmaßung der gewährten Anerkennung;

5° eine unlautere, irreführende oder missbräuchliche Praxis im Zusammenhang mit der Anerkennung oder einem anderen Element dieses Erlasses.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Information gibt Folgendes an:

1° die festgestellten Verstöße;

2° die betreffenden Audit- oder Studienberichte, falls zutreffend;

3° ggf. die erwogene Strafe;

4° das Datum der Anhörung, bei der der Dienstleistungserbringer aufgefordert wird, sich in Begleitung einer Person seiner Wahl zu äußern;

5° die Art und Weise, wie der Dienstleistungserbringer die vollständige Akte über die ihm zur Last gelegten Verstöße einsehen kann, angeführt.

Die Anhörung wird zu Protokoll genommen.

§ 3. Im Anschluss an die Anhörung entscheidet die Verwaltung entweder, den Vorfall ohne Konsequenzen für den Dienstleistungserbringer abzuschließen, eine Verwarnung auszusprechen oder die Anerkennung am Tag ihrer Entscheidung zu entziehen.

In dem in § 1 Ziffer 1 genannten Fall darf eine Entzugsentscheidung nicht getroffen werden, wenn der Dienstleistungserbringer innerhalb von zwei Jahren vor dem in § 1 Absatz 1 genannten Schreiben nicht mindestens einmal verwarnt worden ist.

Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Anhörung übermittelt die Verwaltung ihre Entscheidung an den Dienstleistungserbringer.

Gleichzeitig informiert sie die Auditoren, die mit dem Dienstleister, gegen den eine Strafe verhängt wurde, verbunden sind.

Der Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude ist für die Entscheidung nach Absatz 1 zuständig.

Die in Absatz 1 angeführte Entscheidung der Verwaltung kann Gegenstand einer bei dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung der Entscheidung eingelegten Beschwerde sein. Seinerseits verfügt der Minister über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der Beschwerde, um seine Entscheidung zu treffen. Die Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung.

**Art. 16 - § 1.** Wird eine Anerkennung entzogen, werden die laufenden Akten unverändert geschlossen und der Anteil der Begünstigten wird ihnen zurückerstattet. Der Dienstleistungserbringer kann die gewährten Beträge, Anteil und Subvention, für diese abgeschlossenen Akten nicht einfordern.

Der Minister kann die Modalitäten für den Entzug der Anerkennung präzisieren.

§ 2. Im Falle der Anmaßung einer Anerkennung, des Mangels an Neutralität oder Unabhängigkeit gemäß Artikel 15 § 1, der Anwendung einer unlauteren, irreführenden oder missbräuchlichen Praxis kann die Verwaltung den säumigen Erbringer zur Rückzahlung der erhaltenen Subventionen verpflichten.

Die Rückzahlung entspricht dem Betrag aller von diesem Erlass erfassten Subventionen, deren Zahlung über einen Zeitraum erhalten wurde, der sechs Monate vor dem Datum des in Artikel 13 § 1 genannten Feststellungsschreibens beginnt und mit dem Datum der in Absatz 1 genannten Strafe endet.

Der Minister kann die Modalitäten für die Anwendung der Erstattung sowie die Zahlungsmodalitäten präzisieren.

### KAPITEL III - Vergabe der Gütesiegel an Auditoren

#### Abschnitt 1 - Allgemeines

**Art. 17 -** Den Auditoren wird auf der Grundlage der Bedingungen und des Verfahrens, die in diesem Kapitel aufgeführt sind, ein Gütesiegel vergeben. Sie können auf der Grundlage von sogenannten allgemeinen oder fachspezifischen Kompetenzen ausgezeichnet werden.

Der Auditor übt seinen Auftrag in völliger Unabhängigkeit aus; er unterbreitet während der gesamten Dauer, für die er das Gütesiegel erhalten hat, keine kommerziellen Angebote im Zusammenhang mit den Empfehlungen der für den Begünstigten durchgeführten Audits oder Studien in Bezug auf einen Anbieter von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten.

**Art. 18 - § 1<sup>er</sup>** Die allgemeine Kompetenz belegt die Fähigkeit eines Auditors, alle Themenbereiche zur Verbesserung des Energieverbrauchs einer Einheit gründlich und fachübergreifend, wenn auch mit begrenzter Genauigkeit zu erfassen.

Ein Auditor, der über eine allgemeine Kompetenz verfügt, ist ein Auditor mit generalistischer Kompetenz.

Die Kompetenzen der Auditoren mit generalistischer Kompetenz sind in Anhang 1 aufgeführt und werden nach der Erstellung der erforderlichen Leistungsnachweise gemäß Anhang 2 dieses Erlasses anerkannt.

§ 2. Die Spezialisierungskompetenz bescheinigt die Fähigkeit eines Auditors, ein bestimmtes Energiethema mit begrenztem Umfang gründlich und präzise zu bearbeiten. In diesem Themenbereich verfügt er über hochspezialisiertes Spezialwissen, sowohl theoretisch als auch praktisch.

Ein Auditor, der über eine Spezialisierungskompetenz verfügt, ist ein Fachauditor.

Die Kompetenzen der Fachauditoren sind in Anhang 1 aufgeführt und werden nach der Erstellung der erforderlichen Leistungsnachweise gemäß Anhang 2 dieses Erlasses anerkannt.

**Art. 19 -** Die Dauer, für die einem Prüfer das Gütesiegel vergeben wird, beträgt fünf Jahre oder ein Jahr im Falle einer vorübergehenden Vergabe des Gütesiegels.

Bei einer Verlängerung der Vergabe des Gütesiegels oder der vorübergehenden Vergabe des Gütesiegels beträgt die Verlängerungsdauer fünf Jahre.

Die Vergabe des Gütesiegels oder deren Verlängerung beginnt mit dem Datum der Notifizierung der Entscheidung, mit der sie erteilt wird.

Das Gütesiegel kann nicht übertragen oder abgetreten werden.

**Art. 20 -** Ein angehender Auditor muss als "Auditor"-Kontaktperson eines Dienstleistungserbringers auf der digitalen Plattform identifiziert werden, um einen Antrag auf Vergabe des Gütesiegels stellen zu können. Der betreffende Dienstleistungserbringer muss über eine Anerkennung in dem Themenbereich verfügen, die mit der geforderten Kompetenz in Zusammenhang steht.

Wenn ein Auditor nicht mehr als "Auditor"-Kontaktperson von mindestens einem Dienstleistungserbringer in einem Themenbereich, der dem ihm vergebenen Gütesiegel entspricht, identifiziert wird, kann er sein Gütesiegel behalten, verliert aber das Recht, seine Tätigkeit auszuüben. Dieses Recht auf Ausübung wird wiederhergestellt, sobald

er wieder als "Auditor"-Kontaktperson von mindestens einem anerkannten Dienstleistungserbringer in einem Themenbereich, der dem angestrebten Gütesiegel entspricht, identifiziert wird.

Im Falle des Verlustes des Gütesiegels eines Auditors außerhalb der in Abschnitt 4 dieses Kapitels genannten Fälle werden alle laufenden Leistungen, die sich auf die beanstandete Kompetenz beziehen und an denen der Auditor beteiligt ist, ausgesetzt, bis entweder eine Abstimmung zwischen dem Begünstigten und dem Dienstleistungserbringer stattgefunden hat, um die Leistung abzuschließen, oder die Akte einem anderen Auditor mit der entsprechenden Kompetenz zugewiesen wurde, ohne dass dies die bei der Gewährung der Subvention gewährte Frist berührt.

**Art. 21 - § 1.** Die Verwaltung prüft die Anträge auf Beantragung, Verlängerung oder Entzug des Gütesiegels. Wenn eine Akte komplexe technische, wirtschaftliche oder rechtliche Aspekte aufweist, die über ihr Fachwissen hinausgehen, kann sie unter Wahrung der Regeln der Vertraulichkeit und Neutralität die Dienste jedes Beraters in Anspruch nehmen, die sie für notwendig erachtet.

§ 2. Wenn die Verwaltung zusätzliche Informationen von dem angehenden Auditor verlangt, hat dieser 30 Tage Zeit, um seine Unterlagen zu vervollständigen.

Hat der angehende Auditor nach Ablauf dieser Frist der Verwaltung keine vervollständigten Unterlagen vorgelegt, wird der Antrag auf Vergabe eines Gütesiegels ohne weitere Maßnahmen abgeschlossen und die Akte geschlossen.

§ 3. Die Verwaltung entscheidet über den Antrag auf Vergabe eines Gütesiegels oder seiner Verlängerung und gibt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte ihre Entscheidung bekannt.

Die Entscheidung der Verwaltung kann Gegenstand einer bei dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung der Entscheidung eingelegten Beschwerde sein. Seinerseits verfügt der Minister über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der Beschwerde, um seine Entscheidung zu treffen. Die Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung.

§ 4. Der Minister kann die in § 1 genannten Bedingungen, unter denen die Dienste eines Beraters in Anspruch genommen werden können, näher bestimmen.

**Art. 22 -** Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der Auditoren, die über ein Gütesiegel verfügen. Durch die bloße Einreichung eines Antrags auf Vergabe eines Gütesiegels ermächtigt der Auditor die Verwaltung, falls das Gütesiegel verliehen wird, die folgenden Informationen zu veröffentlichen, die er selbst in die digitale Plattform eingegeben hat oder die automatisch von der digitalen Plattform auf der Grundlage der von ihm angegebenen Informationen generiert werden:

- 1° Vor- und Nachname;
- 2° Telefonnummer;
- 3° die Kompetenzen, auf die sich das Gütesiegel bezieht, und Gültigkeitsdaten;
- 4° die Dienstleistungserbringer, für die er als Auditor registriert ist, und die entsprechenden E-Mail-Adressen;
- 5° statistische Informationen über die bearbeiteten Akten wie Jahr, Thema, Art, Anzahl oder Status.

Der Auditor kann eine Korrektur seiner veröffentlichten Daten verlangen.

Die Verwaltung behält eine Rolle als Moderator, die es ihr ermöglicht, unangemessene oder falsche Inhalte zu löschen, die von einem Auditor in den von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Tools veröffentlicht wurden.

#### *Abschnitt 2 - Gewährungsbedingungen des Gütesiegels*

**Art. 23 -** Die Kompetenzen, für die ein Gütesiegel beantragt werden kann, sind in Anhang 1 festgelegt.

Die spezifischen Zugangsvoraussetzungen für jede Vergabe des Gütesiegels sind in Anhang 1 dieses Erlasses aufgeführt.

**Art. 24 - § 1.** Jeder natürlichen Person, die die folgenden Bedingungen erfüllt, kann das Prüfsiegel für Auditoren verliehen werden:

1° über eines der in Artikel 25 zugelassenen Diplome verfügen oder eine Berufserfahrung von mindestens drei Jahren in dem oder den entsprechenden Kompetenzbereichen nachweisen, und zwar durch eine Bescheinigung des Arbeitgebers, realisierte Berichte oder eine gültige Zertifizierung für eine mit AMUREBA-Leistungen vergleichbare Tätigkeit in der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Region oder einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union;

2° weniger als fünf Jahre vor Einreichung des Antrags auf Vergabe des Gütesiegels nicht Gegenstand einer Entscheidung über den Entzug des Gütesiegels in dem Kompetenzbereich, der dem beantragten Gütesiegel entspricht, gewesen sein;

3° weniger als zwei Jahre vor Einreichung des Antrags auf Verlängerungsantrags nicht Gegenstand einer Entscheidung gewesen sein, mit der die Verlängerung des Gütesiegels in dem Kompetenzbereich, der dem beantragten Gütesiegel entspricht, abgelehnt wurde;

4° die allgemeinen Zugangsvoraussetzungen, die in diesem Kapitel spezifiziert sind, und die besonderen Zugangsvoraussetzungen, die für jede Kompetenz in Anhang 1 spezifiziert sind, erfüllen;

5° über eine gültige Bescheinigung über die Teilnahme an der Ausbildung in der AMUREBA-Methode verfügen.

In Absatz 1 Ziffer 1 bestätigt die Verwaltung die Beweiskraft der eingereichten Dokumente.

§ 2. Die in § 1 Ziffer 5 genannte Ausbildung besteht aus einer Präsentation und Erklärung der AMUREBA-Methode, die von der Durchführung theoretischer und praktischer Übungen begleitet wird.

Die Ausbildung dauert mindestens drei Tage. Sie wird von der Verwaltung oder von ihrem Beauftragten organisiert.

Am Ende der Ausbildung wird von der Verwaltung eine Bescheinigung ausgestellt, wenn der Auditor an der gesamten Ausbildung teilgenommen hat. Die Bescheinigung über die Teilnahme an der Ausbildung hat eine Gültigkeitsdauer von 5 Jahren.

Der Auditor kann die Gültigkeitsdauer der Bescheinigung um fünf Jahre verlängern, indem er eine mindestens einjährige Fortbildung absolviert. Diese Ausbildung wird von der Verwaltung oder ihrem Beauftragten organisiert und bezieht sich auf Entwicklungen in der Methodik oder auf die Vertiefung der in Absatz 1 genannten Elemente.

Der Minister kann den Inhalt der Ausbildung präzisieren und die Art und Weise der Organisation festlegen.



**Art. 25** - Die Bildungsabschlüsse, die den Zugang zu einem Gütesiegel eröffnen, sind:

1° der Masterabschluss als Zivilingenieur;

2° der Masterabschluss als Architekt;

3° der Masterabschluss als Industrieingenieur;

4° der Masterabschluss als Bioingenieur;

5° jedes andere Diplom, das den unter Ziffern 1 bis 4 genannten Diplomen gleichwertig ist und von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird.

Der Minister kann weitere Masterabschlüsse im Zusammenhang mit Energie und Energieeffizienz festlegen, die den Zugang zu einer Vergabe des Gütesiegels eröffnen.

**Art. 26** - Der Auditor, der ein Gütesiegel beantragt, reicht über die digitale Plattform einen Antrag auf Vergabe des Gütesiegels ein, der Folgendes umfasst:

1° Name, Vorname, E-Mail-Adresse, Telefonnummer und Beruf ;

2° eine Kopie des geforderten Abschlusses oder ein Dokument, das eine mindestens dreijährige Erfahrung in der geforderten Kompetenz belegt;

3° ein aktueller Lebenslauf;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung, dass der Bewerber seinen Auftrag gemäß Artikel 17 während der gesamten Dauer der Ausübung der Kompetenzen, für die das Gütesiegel vergeben wurden, wahrnimmt;

5° eine Kopie der Belege für die Erfahrung und die Ausbildungen des Antragstellers, einschließlich der Ausbildungen, die für die beantragte Vergabe des Gütesiegels erforderlich sind, sowie alle anderen zulässigen Dokumente, die den Anspruch auf die Mindestquote an Leistungsnachweisen für die Vergabe des Gütesiegels für jede geforderte Kompetenz begründen. In Anhang 2 wird die Methodik zur Berechnung der Leistungsnachweise dargestellt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 sind die Mindestkenntnisse, die für jede Kompetenz erwartet werden, in Anhang 1 angeführt.

Der Antrag auf Vergabe des Gütesiegels kann vom Antragsteller eingereicht werden, wenn die Antragsakte alle geforderten Belege enthält. Dem Antragsteller wird eine Bestätigung über den Eingang der Unterlagen zugesandt.

Der Auditor informiert die Verwaltung unverzüglich über alle Änderungen an den gemeldeten Daten.

Der Inhalt der Unterlagen für den Antrag auf Vergabe des Gütesiegels kann vom Minister präzisiert und ergänzt werden.

**Art. 27** - Jeder Antrag auf Vergabe des Gütesiegels wird auf der Grundlage der Elemente, die den Antrag auf Vergabe des Gütesiegels bilden, und der in Anhang 2 beschriebenen Methode analysiert. Die Qualität und Angemessenheit der vorgelegten Belege werden auf der Grundlage der Einhaltung der Mindestqualitätskriterien für Prüfungen und Studien gemäß Anhang 4 oder der Einhaltung der AMUREBA-Methodik, der technischen Relevanz der Analysen, der vom Auditor ausgesprochenen Empfehlungen und der Angemessenheit der vom Auditor absolvierten Schulungen und Zertifizierungen im Hinblick auf die geforderten Kompetenzen geprüft.

**Art. 28** - Die Verwaltung lehnt einen Antrag auf Vergabe des Gütesiegels ab, wenn:

1° die Mindestquote an Leistungsnachweisen für die Vergabe des Gütesiegels für jede geforderte Kompetenz gemäß der in Anhang 2 dargestellten Methode nicht erreicht wird und der Antragsteller nicht unter die Bedingungen für eine vorübergehende Vergabe des Gütesiegels gemäß Artikel 29 fällt;

2° die angeforderten und bereitgestellten Belege nicht mit Artikel 26 übereinstimmen oder als ungeeignet angesehen werden, um die Qualität und Neutralität der Leistungen der Auditoren zu gewährleisten;

**Art. 29** - Eine vorübergehende Vergabe des Gütesiegels wird in den folgenden Fällen gewährt:

1° wenn der Bewerber noch nie ein Gütesiegel gemäß dem vorliegenden Erlass erhalten hat; oder

2° wenn der Bewerber keinen Nachweis erbringen kann, der Artikel 26 Ziffer 5 für gültig erklärt; oder

3° wenn dem Bewerber bei der letzten Vergabe des Gütesiegels das Gütesiegel entzogen oder die Verlängerung des Gütesiegels in den geforderten Kompetenzen verweigert wurde.

Ein Gütesiegel darf nicht früher als drei Jahre nach der vorübergehenden Vergabe eines Gütesiegels in demselben Kompetenzbereich erneut vorübergehend verliehen werden. Ein Auditor darf im Rahmen einer vorübergehenden Vergabe eines Gütesiegels nicht gleichzeitig über mehr als drei Kompetenzen verfügen.

### *Abschnitt 3 - Bedingungen für die Verlängerung des Gütesiegels*

**Art. 30** - Die Verlängerung der Vergabe eines Gütesiegels des Auditors wird gewährt, wenn die in Abschnitt 2 genannten Bedingungen für die Vergabe erfüllt sind.

Jeder Antrag auf Verlängerung des Gütesiegels wird mithilfe der digitalen Plattform eingereicht.

Der Antrag auf Verlängerung wird spätestens fünfzehn Tage vor dem Ablaufdatum des Prüfsiegels eingereicht. Die Gültigkeit des Prüfsiegels wird gegebenenfalls vorläufig bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem die Verwaltung über den Antrag auf Verlängerung des Gütesiegels entschieden hat, höchstens jedoch für sechs Monate.

Wird innerhalb der oben genannten Frist von 15 Tagen kein Antrag auf Verlängerung gestellt oder wird der Antrag auf Verlängerung des Gütesiegels eines Auditors abgelehnt, werden alle laufenden Leistungen, die sich auf die betreffende Kompetenz beziehen und an denen der Auditor beteiligt ist, ausgesetzt, bis entweder eine Abstimmung zum Abschluss der Leistung zwischen dem Begünstigten und dem Dienstleistungserbringer erfolgt oder die Akte einem anderen Auditor zugewiesen wird, der mit dem Dienstleistungserbringer verbunden ist und ein Gütesiegel für diese Kompetenz besitzt, ohne dass dies die bei der Gewährung der Subvention gewährte Frist berührt.

Die Informationen und Unterlagen, die bei einem Antrag auf Verlängerung eines Gütesiegels eingereicht werden müssen, sind identisch mit denen, die bei einer Beantragung der Vergabe eines Gütesiegels gemäß Abschnitt 2 dieses Kapitels verlangt werden.

Die Modalitäten für die Validierung oder Ablehnung der Verlängerung eines Gütesiegels sind identisch mit denen für die Vergabe eines Gütesiegels, die in Abschnitt 2 dieses Kapitels näher erläutert werden.



*Abschnitt 4 - Entzug des Gütesiegels*

**Art. 31 - § 1.** Die Verwaltung überwacht die Qualität der von den Auditoren durchgeführten Audits oder Studien.

Die Verwaltung informiert den Auditor und den Dienstleistungserbringer per E-Mail, wenn sie Folgendes feststellt:

- 1° die Nichtbeachtung der AMUREBA-Methode in mehreren Audits oder Studien;
- 2° die Nichteinhaltung der Bedingungen der Unabhängigkeit oder Neutralität, die für die Vergabe eines Gütesiegels erforderlich sind;
- 3° die Nichteinhaltung der Bedingungen für die Vergabe eines Gütesiegels, wobei diese während der gesamten Dauer der Vergabe aufrechterhalten werden müssen;
- 4° eine Anmaßung des gewährten Gütesiegels;
- 5° eine unlautere, irreführende oder missbräuchliche Praxis im Zusammenhang mit der Vergabe des Gütesiegels oder einem anderen Element dieses Erlasses.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absatz 2 genannte Information gibt Folgendes an:

- 1° die festgestellten Verstöße;
- 2° die betreffenden Audit- oder Studienberichte;
- 3° ggf. die erwogene Strafe;
- 4° das Datum der Anhörung, bei der der Auditor aufgefordert wird, sich - insofern er dies wünscht - in Begleitung einer Person seiner Wahl zu äußern;
- 5° die Art und Weise, wie der Auditor die vollständige Akte über die ihm zur Last gelegten Verstöße einsehen kann, angeführt.

Die Anhörung wird zu Protokoll genommen. Die Verwaltung kann dem Auditor die Korrektur der Audits oder Studien auferlegen, deren schlechte Qualität festgestellt worden ist.

§ 3. Im Anschluss an die Anhörung entscheidet die Verwaltung entweder, den Vorfall ohne Konsequenzen für den Auditor abzuschließen, eine Verwarnung auszusprechen oder das Gütesiegel am Tag ihrer Entscheidung zu entziehen.

In dem in § 1 Ziffer 1 genannten Fall darf eine Entzugsentscheidung nicht getroffen werden, wenn der Auditor innerhalb von zwei Jahren vor dem in § 1 Absatz 1 genannten Schreiben nicht mindestens einmal verwarnt worden ist. Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Anhörung übermittelt die Verwaltung ihre Entscheidung an den Auditor. Gleichzeitig informiert sie die Dienstleistungserbringer, die mit dem Auditor, gegen den eine Strafe verhängt wurde, verbunden sind. Der Minister kann die Modalitäten für den Entzug des Gütesiegels präzisieren.

Die in Absatz 1 angeführte Entscheidung der Verwaltung kann Gegenstand einer bei dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung der Entscheidung eingelegten Beschwerde sein. Seinerseits verfügt der Minister über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der Beschwerde, um seine Entscheidung zu treffen. Die Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung.

**Art. 32 -** Wird einem Auditor das Gütesiegel entzogen, werden die laufenden Akten dieses Auditors unverändert geschlossen und der Anteil der Begünstigten wird ihnen zurückerstattet. Der Dienstleistungserbringer kann die gewährten Beträge, Anteil und Subvention, für diese abgeschlossenen Akten nicht einfordern.

*KAPITEL IV - Die Leistungen von Auditoren und repräsentativen Unternehmensverbänden*

**Art. 33 -** Die Auditoren führen Energieaudits oder -studien gemäß der AMUREBA-Methode durch.

Die beihilfefähigen Audit- und Studienleistungen sind in Anhang 3 definiert, ebenso wie die erforderlichen Kompetenzen des Auditors.

Ein Auditor mit generalistischer Kompetenz für den Industrie- oder Dienstleistungssektor kann kein globales Audit für eine Niederlassungseinheit durchführen, die einem Dienstleistungserbringer gehört, bei dem er als Kontaktperson "Auditor" identifiziert ist oder war.

**Art. 34 -** Ein interner Auditor führt die in Anhang 3 definierten Audit- und Studienleistungen nur in den Niederlassungseinheiten seines Arbeitgebers oder einer juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer nicht-kommerziellen Einrichtung durch, mit der sein Arbeitgeber eine Vereinbarung über die Bereitstellung seines internen Auditors für die Durchführung von Energieaudits oder -studien hat.

Begünstigte, die einen internen Auditor beauftragen, gelten als Dienstleistungserbringer im Sinne von Kapitel 2 und müssen vor Beantragung der Subvention anerkannt sein.

Für Begünstigte des Typs juristische Personen öffentlichen Rechts und nicht-kommerzielle Einrichtungen kommen die von einem internen Auditor erbrachten Leistungen nicht für eine Subvention in Betracht.

Der Minister kann die Leistungen, die internen Auditoren zugänglich sind, innerhalb der in Anhang 3 festgelegten Grenzen der in Frage kommenden Leistungen ergänzen oder präzisieren.

**Art. 35 -** Die repräsentativen Unternehmensverbände führen unter der Verantwortung und Kontrolle eines Auditors Dienstleistungen zur Begleitung von Unternehmen bei der Energiewende durch, insbesondere durch Kommunikation, Beratung sowie die Zusammenstellung und Veröffentlichung von Berichten zu den Themen Energieeffizienz und Dekarbonisierung ihres Energiebedarfs.

*KAPITEL V - Gewährung und Auszahlung von Subventionen**Abschnitt 1 - Allgemeines*

**Art. 36 -** Im Rahmen der verfügbaren Mittel und gemäß diesem Kapitel wird eine Subvention für die Durchführung eines Audits oder einer Studie über eine Niederlassungseinheit gewährt, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet.

**Art. 37 -** Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Zuschüssen oder Prämien ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse hundert Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Erreicht der Gesamtbetrag der von anderen subsidiären Einheiten gewährten Zuschüsse zusammen mit den Zuschüssen des vorliegenden Erlasses hundert Prozent der Summe der beihilfefähigen Kosten inkl. MwSt., so zahlt die Verwaltung die Beträge bis zu dem Höchstbetrag aus, mit dem hundert Prozent der beihilfefähigen Kosten erreicht werden können. Falls der Antragsteller in der Lage ist, die MwSt. zurückzufordern, zahlt die Verwaltung die auf der Grundlage von Beträgen ohne MwSt. berechneten Zuschüsse aus.

Der Antragsteller fügt seinem Antrag auf Auszahlung alle Belege bei, die es ermöglichen, die von anderen Einrichtungen bezuschussten Posten und die Höhe ihrer Beihilfe zu bestimmen.

**Art. 38** - Bei dem ersten Subventionsantrag wird eine elektronische Geldbörse auf den Namen des Begünstigten eingerichtet, um die elektronische Bearbeitung seiner Anträge zu ermöglichen.

**Art. 39** - Bei Begünstigten, bei denen es sich um eine juristische Person öffentlichen Rechts oder eine nicht-kommerzielle Einrichtung handelt, werden bei der Beauftragung des Autors der Audits und Studien, für die eine Subvention gewährt wird die Vorschriften für die öffentliche Auftragsvergabe eingehalten.

#### *Abschnitt 2 - Modalitäten für die Gewährung der Subventionen*

**Art. 40** - Die beihilfefähigen Leistungen sind in Anhang 3 definiert.

Audits und Studien werden von Auditoren durchgeführt, die in der entsprechenden Kompetenz gemäß den Anhängen 1 und 3 mit dem Gütesiegel versehen sind und die AMUREBA-Methodik befolgen.

Die Audits werden ausschließlich in bestehenden Gebäuden oder technischen Anlagen durchgeführt.

**Art. 41** - Audits und Studien sind an Bedingungen der Vorrangigkeit geknüpft, um beihilfefähig zu sein, mit Ausnahme von Leistungen für globale Audits und Audits über das Energiepotential.

Die in Absatz 1 genannten Bedingungen sind die Folgenden:

1° Teilaudits oder jährliche Folgeaudits dürfen nur durchgeführt werden, wenn der Begünstigte über ein kürzlich durchgeführtes globales Audit nach der AMUREBA-Methode verfügt;

2° Leistungen für Machbarkeitsstudien können nur erbracht werden, wenn der Begünstigte über ein kürzlich durchgeführtes Audit verfügt, das nach der AMUREBA-Methode durchgeführt wurde, sei es als Gesamt- oder Teilaudit oder als jährliches Folgeaudit;

3° Bauherrenunterstützung kann nur durchgeführt werden, wenn der Begünstigte über eine aktuelle Machbarkeitsstudie für das gleiche Projekt verfügt, die nach der AMUREBA-Methode durchgeführt wurde;

4° Leistungen im Rahmen von Audits zur Leistungsüberwachung können nur dann erbracht werden, wenn der Begünstigte über Leistungsindizes und zu erreichende Ziele verfügt, die spezifisch für das Projekt sind, dessen Leistung analysiert wird, und die zu diesem Zweck zuvor nach der AMUREBA-Methode im Rahmen eines kürzlich durchgeführten globalen Audits, eines Teilaudits oder einer Durchführbarkeitsstudie für die gleiche Einheit festgelegt wurden.

Für Begünstigte, die keine juristische Person öffentlichen Rechts oder nicht-kommerzielle Einrichtung sind, gilt ein Audit oder eine Studie als neueren Datums, wenn das Datum der endgültigen Rechnungsstellung für den Bericht höchstens vier Jahre zurückliegt oder, wenn keine Rechnungsstellung vorliegt, wenn die Erstellung des Auditberichts innerhalb von vier Jahren abgeschlossen wurde.

Bei Begünstigten vom Typ juristische Person öffentlichen Rechts oder nicht-kommerzielle Einrichtung gilt ein Audit oder eine Studie als neueren Datums, solange der Begünstigte keine Arbeiten oder Investitionen getätigt hat, deren Art die Schlussfolgerungen des Audits oder der Studie entkräften könnte.

Studienleistungen, die einer Bedingung der Vorrangigkeit unterliegen, müssen sich auf mindestens einen Pfad des Aktionsplans beziehen, der zuvor im Rahmen einer Auditleistung identifiziert wurde.

Abweichend von Absatz 2 Ziffer 2 kann, wenn es sich bei dem Begünstigten um eine juristische Person öffentlichen Rechts oder eine nicht-kommerzielle Einrichtung handelt, das Teilaudit des Gebäudes bezuschusst werden, wenn kein vorheriges globales Audit durchgeführt wurde.

Abweichend von Absatz 2 Ziffer 2 kann eine Machbarkeitsstudie ohne Bedingungen der Vorrangigkeit gewährt werden, wenn es sich um Anlagen zur Nutzung von Abwärme oder um ein Wärmeenergienetz im Sinne des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze handelt.

**Art. 42** - Globale Audits, Teilaudits und jährliche Folgeaudits sind nicht beihilfefähig für Unternehmen, die gemäß dem Erlass vom 8. September 2016 einem obligatorischen globalen Audit unterliegen, mit Ausnahme von Unternehmen, die Mitglied einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft sind.

Unternehmen, die gemäß dem Erlass vom 8. September 2016 dem obligatorischen globalen Audit unterliegen, können eine Subvention für die Leistungen der Machbarkeitsstudie, der Bauherrenberatung oder des Audits zur Leistungsüberwachung erhalten und dies, unter der Bedingung, dass sie ihrer Verpflichtung zum Audit gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien nachgekommen sind und wenn dieses Audit in seinem Aktionsplan das Projekt erwähnt, das von der beantragten Studie betroffen ist.

**Art. 43** - Subventionen werden gewährt für Audits und Studien, die sich auf eine Niederlassungseinheit beziehen, deren Belegungsfläche teilweise für den Wohnungsbau genutzt wird. Die Einheit, die Gegenstand eines Audits oder einer Studie ist, enthält keine PEB-Einheit vom Typ Ein- oder Mehrfamilienhaus.

Abweichend von Absatz 1 kommen im Falle von Personen öffentlichen Rechts und nicht-kommerziellen Einrichtungen Gebäude, die ganz oder teilweise eine für Wohnzwecke bestimmte Belegungsfläche aufweisen, für eine Subventionierung in Betracht.

#### *Abschnitt 3 - Beihilfefähige Kosten und Subventionssätze*

**Art. 44** - Die Subvention wird auf der Grundlage der beihilfefähigen Kosten, außer MwSt., berechnet.

Die beihilfefähigen Kosten sind

1° Dienstleistungen des Auditors und des Personals des Dienstleistungserbringers, die für die Durchführung eines Energieaudits oder einer Energiestudie nach der AMUREBA-Methode erforderlich sind;

2° die Kosten für die Messausrüstung und deren Anbringung, die vom Begünstigten erworben oder gemietet wurden und für den ordnungsgemäßen Abschluss der Studie oder des Audits notwendig sind, ohne den Betrag für die Dienstleistungen des Auditors zu überschreiten, mit Ausnahme von Lizenz- und Softwarekosten.

Für KMU, die den Vorschriften für staatliche Beihilfen unterliegen und nicht Mitglied einer CO2-Gemeinschaft sind, unterliegen die Subventionen der Verordnung (EU) 2023/2831 der Kommission vom 13. Dezember 2023 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen.

Der Minister kann weitere beihilfefähige Kosten definieren oder die in diesem Abschnitt genannten beihilfefähigen Kosten präzisieren, wenn begründet wird, dass diese einen Mehrwert in der Qualität der Leistungen darstellen.

**Art. 45** - Für jeden Begünstigten sind der Subventionssatz, der Höchstbetrag pro Antrag und die maximale Anzahl der Interventionen pro Vierjahreszeitraum in Anhang 5 aufgeführt.

#### *Abschnitt 4 - Verfahren für die Gewährung der Subventionen*

**Art. 46** - Bevor eine Subvention beantragt wird, wählt der Begünstigte den Dienstleistungserbringer aus, mit dem die Leistung erbracht werden soll.

Die Vorlage für eine Vereinbarung zwischen dem Begünstigten und dem Dienstleistungserbringer wird automatisch von der digitalen Plattform generiert und kann dort heruntergeladen werden. Sie enthält mindestens die folgenden Informationen:

- 1° die Art der beantragten Subvention;
- 2° der Name und die Anschrift des Begünstigten;
- 3° die Kontaktdaten des Dienstleistungserbringers und des Auditors bzw. der Auditoren, die die Leistung erbringen werden;
- 4° eine Beschreibung der beantragten Dienstleistung und des geschätzten Zeitplans für die Erbringung der Dienstleistung;
- 5° die Gesamtkosten der Leistung ohne Mehrwertsteuer ;
- 6° die Unterschrift des Dienstleistungserbringers oder seines gesetzlichen Vertreters;
- 7° die Unterschrift des gesetzlichen Vertreters des Begünstigten;
- 8° das Datum, an dem die Vereinbarung abgeschlossen wird;
- 9° die einzuhaltenden Regeln bezüglich der Modalitäten für die Gewährung und Auszahlung der Subvention.

Der Minister kann den Inhalt der Vereinbarung präzisieren und festlegen, welche zusätzlichen Dokumente eventuell beigefügt werden müssen.

Der Dienstleistungserbringer überprüft bei der Unterzeichnung der Vereinbarung, ob der Subventionsantrag die Voraussetzungen für die Gewährung der Subvention erfüllt.

**Art. 47** - Die Akte zur Beantragung des Zuschusses umfasst:

- 1° die Vereinbarung zwischen dem Dienstleistungserbringer und dem Begünstigten gemäß Artikel 46;
- 2° ein Dokument, das die Art des Begünstigten und das Mehrwertsteuersystem, dem er unterliegt, bescheinigt. Wenn der Begünstigte keine Bescheinigung vorlegen kann, kann er eine ehrenwörtliche Erklärung abgeben;
- 3° einen Scheckantrag, der zuvor von der digitalen Plattform auf der Grundlage der vom Dienstleistungserbringer eingegebenen Informationen generiert wurde und den der Begünstigte unterschreibt;
- 4° die Kopie des Angebots des Dienstleistungserbringers, das vom Begünstigten bestätigt wurde. Dieses Angebot muss genügend sachliche Informationen enthalten, um die Höhe der Leistung und die Angemessenheit der beantragten Subvention zu begründen;
- 5° gegebenenfalls eine De-minimis-Bescheinigung, deren Muster auf der digitalen Plattform zur Verfügung gestellt wird und die vom Begünstigten ausgefüllt und bestätigt wurde;
- 6° im Fall einer Leistung mit einem Kriterium der Vorrangigkeit, Beweise, die die Einhaltung dieses Kriteriums belegen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 ist die Art des Begünstigten als Kategorie zu verstehen, u.a. KMU, Großunternehmen, juristische Person öffentlichen Rechts, nicht-kommerzielle Einrichtung, repräsentativer Unternehmensverband, und Unternehmen, das Mitglied einer CO2-Gemeinschaft ist.

**Art. 48** - Der Begünstigte oder der Dienstleistungsempfänger im Namen und auf Rechnung des Begünstigten reicht dann den Subventionsantrag über die digitale Plattform ein.

Der Subventionsantrag kann nur eingereicht werden, wenn die Antragsakte alle geforderten Belege enthält. Dem Dienstleistungserbringer und dem Begünstigten wird eine Bestätigung über den Eingang der Akte zugesandt.

**Art. 49** - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Subventionsantrags innerhalb von höchstens sieben Tagen nach Einreichung der Akte, wobei diese Frist gegebenenfalls gemäß den Absätzen 2 oder 5 verlängert wird, und unterrichtet den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer darüber.

Wenn es technisch oder personell nicht möglich ist, die Akten innerhalb der vorgeschriebenen Frist zu bearbeiten, kann die Verwaltung alle eingereichten Subventionsanträge für maximal 15 Tage aussetzen und informiert den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer darüber.

In Ermangelung einer Antwort innerhalb der festgelegten Frist gilt die Akte als zulässig.

Wenn die Bearbeitung einer Akte ein technisches, wirtschaftliches oder rechtliches Fachwissen voraussetzt, das das Fachwissen der Verwaltung übersteigt, kann diese unter Wahrung der Regeln der Vertraulichkeit und im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel die Dienste jedes Beraters in Anspruch nehmen, die sie für notwendig erachtet.

Ist für die Bearbeitung der Akte ein externes Gutachten erforderlich, verlängert die Verwaltung die Ausschlussfrist für die Bearbeitung der Zulässigkeit der Beihilfeakte um höchstens fünfzehn Tage und informiert den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer darüber.

Wenn die Unterlagen nicht vollständig sind, informiert die Verwaltung den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer durch ein auf der digitalen Plattform eingegebenes Ersuchen um zusätzliche Informationen, wobei der Dienstleistungserbringer seinen Subventionsantrag vervollständigen und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterziehen kann.

Wird der Antrag nicht innerhalb von höchstens 30 Tagen ab dem Datum der Absendung des Ersuchens um zusätzliche Informationen vervollständigt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterzogen, wird der Subventionsantrag ohne weitere Maßnahmen abgeschlossen.

Die Verwaltung betrachtet eine Akte als unzulässig, wenn:

- 1° die Leistungen nicht förderfähige Kosten vollständig abdecken;
- 2° der Begünstigte nicht der Definition gemäß Artikel 2 Ziffer 5 entspricht;
- 3° der für die Erbringung der erwünschten Dienstleistung ausgewählte Diensteanbieter für diese Art Leistung nicht anerkannt ist;
- 4° der für die Erbringung der erwünschten Dienstleistung ausgewählte Auditor für die verlangte Kompetenz nicht über das Gütesiegel verfügt;
- 5° die Bedingungen für die Vergabe nicht erfüllt sind;
- 6° der Schwellenwert der De-minimis-Beihilfen gegebenenfalls erreicht ist;

Der Minister kann die in Absatz 4 genannten Bedingungen, unter denen die Dienste eines Beraters in Anspruch genommen werden können, näher bestimmen.

**Art. 50** - Wenn der Antrag die festgelegten Bedingungen erfüllt, werden der Begünstigte und der betreffende Dienstleistungserbringer elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe unter der Bedingung gewährt wird, dass der Begünstigte eine Zahlung an den Emittenten gemäß den ihm mitgeteilten Modalitäten leistet. Diese Zahlung des Begünstigten stellt seinen Anteil für die Abdeckung der Dienstleistungen dar, auf die sich die Beihilfe bezieht, falls zutreffend.

Die Zahlung nach Absatz 1 erfolgt spätestens binnen dreißig Tagen nach der Entscheidung der Verwaltung über die Zulässigkeit des Antrags.

Findet keine Zahlung statt, so wird der Subventionsantrag ohne weitere Maßnahmen abgeschlossen.

Sobald die Zahlung eingegangen ist, werden der Begünstigte und der Dienstleistungserbringer über die Zahlung informiert und ein elektronischer Scheck in Höhe des Gesamtbetrags der Beihilfe und des Eigenanteils wird in die elektronische Geldbörse des Begünstigten gelegt. Eine Benachrichtigung über den Erhalt wird an den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer gesendet.

Wenn kein Eigenanteil vorgesehen ist, wird ein elektronischer Scheck in Höhe des gesamten Beihilfebetrags in die elektronische Geldbörse des Begünstigten gelegt, sobald die Verwaltung über die Zulässigkeit entschieden hat. Eine Benachrichtigung wird daraufhin an den Dienstleistungserbringer und den Begünstigten gesendet.

Beihilfefähig sind nur Leistungen, die nach Erhalt der in den Absätzen 4 und 5 genannten Mitteilungen erbracht werden.

#### *Abschnitt 5 - Verfahren zur Auszahlung der Zuschüsse*

**Art. 51** - Die Leistung ist innerhalb eines Jahres nach der Gültigerklärung des Antrags gemäß Artikel 50 abzuschließen, außer bei Leistungen zur Unterstützung der Bauherrenschafft und bei Leistungen zur Betreuung und Überwachung einer CO<sub>2</sub>-Vereinbarung für einen repräsentativen Unternehmensverband, für die eine Frist von zwei Jahren gilt.

Werden diese Fristen überschritten, wird die Akte ohne weitere Maßnahmen geschlossen und der Eigenanteil wird dem Begünstigten zurückerstattet.

Der Minister kann diese Fristen anpassen, wenn dies aufgrund der Entwicklung der AMUREBA-Methode oder aufgrund unvorhersehbarer externer Ereignisse, einschließlich Naturkatastrophen oder Maßnahmen aufgrund einer Gesundheitskrise, erforderlich ist und entsprechend begründet wird. Er kann diese Fristen unter Berücksichtigung der Art des Begünstigten anpassen.

**Art. 52** - § 1. Nach Abschluss der Leistung übermittelt der Dienstleistungserbringer über die digitale Plattform die Rechnung oder im Rahmen seiner internen Leistungen seine Forderungsanmeldung, die Folgendes enthält:

- 1° die Kontaktdaten des Dienstleistungserbringers;
- 2° die Referenznummer des Schecks;
- 3° der Gesamtbetrag der Rechnungen ohne Mehrwertsteuer oder der Forderungsanmeldung;
- 4° eine ausführliche Beschreibung der in Rechnung gestellten Leistungen mit einer Unterscheidung zwischen den im Rahmen der Vereinbarung und den außerhalb dieses Rahmens erbrachten Leistungen;
- 5° der Gesamtbetrag ohne Mehrwertsteuer der Messausrüstung, die vom Begünstigten erworben oder gemietet wurde, zusammen mit einer detaillierten Beschreibung;
- 6° das Datum der Rechnung oder der Forderungsanmeldung.

Der Dienstleistungserbringer fügt außerdem bei:

1° den Audit- oder Studienbericht, der mit der Dienstleistung in Zusammenhang steht und der AMUREBA-Methode entspricht. Die Verwaltung kann verlangen, dass technische, energiebezogene oder finanzielle Informationen aus den Schlussfolgerungen des Audits oder der Studie auf der Plattform eingegeben werden;

2° den Tätigkeitsbericht im Zusammenhang mit der Dienstleistung, der automatisch von der Plattform generiert wird und von dem/den gesetzlichen Vertreter(n) des Dienstleistungserbringers und des Begünstigten unterzeichnet werden muss. Er bescheinigt die Zulässigkeit des Audit- oder Studienberichts durch den Begünstigten.

Der Minister kann weitere Dokumente festlegen, die vorzulegen sind, oder die in Absatz 2 genannten Dokumente präzisieren.

Wenn die in der Vereinbarung genannten Leistungen nur teilweise erbracht werden, weist der Dienstleistungserbringer darauf hin und passt seine Rechnungsstellung entsprechend an. Der Betrag kann von der Verwaltung angepasst werden, je nachdem, welche beihilfefähigen Leistungen tatsächlich erbracht und im Audit- oder Studienbericht wiedergegeben wurden.



§ 2. Über die digitale Plattform validiert der Begünstigte innerhalb von 15 Tagen die Rechnungen oder die Forderungsanmeldung und überprüft, ob der Durchführungsbericht des Dienstleistungserbringers und der Auditbericht oder die Studie den zuvor von ihm validierten Berichten entsprechen. Andernfalls gelten alle vom Dienstleistungserbringer übermittelten Dokumente als vom Begünstigten bestätigt.

Wenn der Begünstigte die Leistung innerhalb von 15 Tagen über die digitale Plattform für ungültig erklärt hat, wird die Akte ausgesetzt, bis die Streitsache zwischen dem Begünstigten und dem Dienstleistungserbringer beigelegt ist.

§ 3. Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf Auszahlung innerhalb einer Höchstfrist von vierzig Arbeitstagen.

Wenn es technisch oder personell nicht möglich ist, die Akten innerhalb der vorgeschriebenen Frist zu bearbeiten, kann die Verwaltung alle eingereichten Subventionsanträge für maximal 15 Tage aussetzen und informiert den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer darüber.

In Ermangelung einer Validierung innerhalb der festgelegten Frist gilt die Akte als zulässig. Die automatische Validierung der Akte gilt nicht als Validierung der methodischen Qualität der Leistung durch die Verwaltung. In dieser Situation behält die Verwaltung während der gesamten Gültigkeitsdauer nach Artikel 41 die Möglichkeit, den Audit- oder Studienbericht zu überprüfen.

Wenn die Bearbeitung einer Akte ein technisches, wirtschaftliches oder rechtliches Fachwissen voraussetzt, kann die Verwaltung unter Wahrung der Regeln der Vertraulichkeit die Dienste jedes Beraters in Anspruch nehmen, die sie für notwendig erachtet.

Ist für die Bearbeitung der Akte ein externes Gutachten erforderlich, kann die Verwaltung die Ausschlussfrist für die Bearbeitung der Auszahlung der Beihilfeakte um höchstens fünfzehn Tage verlängern. In diesem Fall informiert sie den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer darüber.

Wenn die Unterlagen nicht vollständig sind, informiert die Verwaltung den Begünstigten und den Dienstleistungserbringer durch ein auf der digitalen Plattform eingegebenes Ersuchen um zusätzliche Informationen, wobei der Dienstleistungserbringer seinen Antrag auf Auszahlung vervollständigen und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterziehen kann.

Wird der Antrag nicht innerhalb von höchstens 30 Tagen ab dem Datum der Absendung des Ersuchens um zusätzliche Informationen vervollständigt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterzogen, wird der Subventionsantrag ohne weitere Maßnahmen abgeschlossen.

Die Verwaltung verweigert die Zahlung einer Akte, wenn

1° die erbrachten Leistungen trotz der mitgeteilten ergänzenden Auskünfte nicht denjenigen der Antragsakte entsprechen;

2° die Leistungen, wenn auch nur teilweise, vor der Notifizierung der Benachrichtigung über den Erhalt des Anteils gemäß Artikel 50 erbracht wurden;

3° gegebenenfalls der Schwellenwert der De-minimis-Beihilfen erreicht ist;

Der Minister kann die in Absatz 4 genannten Bedingungen, unter denen die Dienste eines Beraters in Anspruch genommen werden können, näher bestimmen.

§ 4. Rechnungen oder die Forderungsanmeldung ohne Mehrwertsteuer werden nur über die elektronische Geldbörse bezahlt, was den Betrag der gewährten Beihilfe und gegebenenfalls den Eigenanteil des Begünstigten betrifft.

Die Verwaltung beantragt bei dem Aussteller die Zahlung der validierten elektronischen Schecks auf das Bankkonto des Diensteanbieters.

Der Aussteller bezahlt den Diensteanbieter innerhalb einer Frist von höchstens fünfzehn Tagen nach der Validierung der Zahlung durch die Verwaltung.

**Art. 53** - Wenn der Endbetrag der Leistung ohne Mehrwertsteuer den in der Leistungsvereinbarung nach Artikel 46 angegebenen Endbetrag unterschreitet, passt die Verwaltung den Betrag des elektronischen Schecks an, um dem endgültigen Betrag zu entsprechen.

Der Emittent zahlt dem Dienstleistungserbringer den Endbetrag und erstattet dem Begünstigten den zu viel gezahlten Betrag des ursprünglich gezahlten Anteils binnen höchstens fünfzehn Tagen nach der Validierung der Zahlungsanweisung durch die Verwaltung zurück.

Sobald die Zahlung erfolgt ist, werden der Begünstigte und der Dienstleistungserbringer über die Zahlung informiert und die Akte wird geschlossen.

**Art. 54** - Die Verwaltung analysiert eine Stichprobe der erbrachten Leistungen mit dem Ziel, die Einhaltung dieses Erlasses zu überprüfen. Die Stichprobe der geprüften Leistungen repräsentiert Vorgänge unterschiedlicher Art und Größenordnung sowie identifizierte Risikofaktoren.

Die Nichteinhaltung der durch oder aufgrund dieses Erlasses erlassenen Verpflichtungen, die im Rahmen der im vorstehenden Absatz genannten Kontrolle festgestellt wird, kann zu den in Kapitel 2 Abschnitt 4 für Dienstleistungserbringer und in Kapitel 3 Abschnitt 4 für Auditoren genannten Korrekturen, Sanktionen oder Rückerstattungen führen.

*Abschnitt 6* - Besonderheiten von Subventionen für Unternehmen, die einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft angehören, und für repräsentative Unternehmensverbände

**Art. 55** - Die Begünstigten, die für die in diesem Abschnitt vorgesehenen Subventionen in Frage kommen, sind:

1° Unternehmen, die Mitglied einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft sind;

2° Unternehmen, die Schritte unternommen haben, um Mitglied einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft zu werden;

3° repräsentative Unternehmensverbände

**Art. 56** - Für Audits und Studien, die von einem internen Auditor eines Unternehmens, das Mitglied einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft ist, durchgeführt werden, wird im Rahmen der verfügbaren Mittel eine Subvention gemäß Anhang 5 gewährt.

Die notwendige Qualifikation der internen Auditoren für die Durchführung dieser Leistungen ist in den Anhängen 1 und 3 festgelegt.



**Art. 57** - Repräsentative Unternehmensverbände können gemäß Anhang 5 eine Subvention für die folgenden Leistungen erhalten:

1° die internen Leistungen der repräsentativen Unternehmensverbände und die Rechnungen externer Dienstleistungserbringer im Zusammenhang mit der Vorbereitung, Betreuung und Nachbereitung einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft;

2° die internen Leistungen des repräsentativen Unternehmensverbands und die Rechnungen externer Dienstleistungserbringer in Bezug auf die Durchführung von Leistungen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung der Nutzung von erneuerbaren Energien und Abwärme, die eine Anzahl von dem Verband angeschlossenen Unternehmen betreffen, auf die ein erheblicher Anteil der von dem Sektor verbrauchten Energie entfällt.

#### KAPITEL 6 - Änderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 58** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) wird wie folgt abgeändert:

a) In Artikel 2 werden die Ziffern 3 und 10 aufgehoben;

b) Artikel 2 Ziffer 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "4° Audit: das Audit gemäß Artikel 2 Ziffer 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung";

c) In Artikel 3 Absatz 1 wird die Wortfolge "die Umsetzung von Durchführbarkeitsvorstudien, Audits," aufgehoben;

d) In Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 wird die Wortfolge "Audits, Studien und" aufgehoben;

e) In Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4 werden die Buchstaben a und b aufgehoben;

f) In der Überschrift von Kapitel 4 wird die Wortfolge "Studien, Audits, energetische Buchführung" durch die Wortfolge "Energetische Buchführung" ersetzt;

g) Die Artikel 7 bis 8 werden aufgehoben;

h) In Artikel 10 Absatz 3 wird Ziffer 1 aufgehoben;

i) In Artikel 11 § 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "Audits, Durchführbarkeitsvorstudien und" aufgehoben;

j) In Artikel 11 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "für die Durchführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes," aufgehoben;

k) In Artikel 11 § 1 Absatz 1 wird Ziffer 2 aufgehoben;

l) In Artikel 13 § 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "die Durchführung eines Energieaudits, die Durchführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes oder" aufgehoben;

m) In Artikel 15 § 1 Absatz 1 Absatz 2 Buchstabe a) wird die Wortfolge "der Studien oder Audits," aufgehoben;

n) In Artikel 15 wird § 2 aufgehoben;

o) Kapitel 7 wird aufgehoben.

**Art. 59** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor wird aufgehoben.

**Art. 60** - Für die Zulassungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor erteilt wurden, gilt jeder Auditor, der über eine der unten aufgeführten Zulassungen verfügt, in der entsprechenden Kompetenz als Auditor mit einem Gütesiegel, und zwar für die verbleibende Dauer seiner Zulassung, die zum Zeitpunkt der Anwendung dieses Erlasses gültig war:

1° die Kompetenz "Gebäude" wird zu "Auditor mit generalistischer Kompetenz im Dienstleistungssektor";

2° die Kompetenz "Beleuchtung" wird zu "Fachauditor für Beleuchtung";

3° die Kompetenz "Industrielle Prozesse" wird zu "Fachauditor für industrielle Energieversorger";

4° die Kompetenz "Erzeugung erneuerbarer Energien und Kraft-Wärme-Kopplung" wird zu den folgenden Kompetenzen: "Fachauditor für erneuerbare Wärme und Abwärme", "Fachauditor für erneuerbare Elektrizität" und "Fachauditor für Kraft-Wärme-Kopplung".

Die Kumulierung der Kompetenzen "Industrielle Prozesse" und "Erzeugung erneuerbarer Energien und Kraft-Wärme-Kopplung" wird zu "Auditor mit generalistischer Kompetenz im Industriesektor", sofern der Auditor die von der Verwaltung für gültig erklärte Ausbildung "Branchenvereinbarung" abgelegt hat, die spätestens vier Jahre vor dem Datum der Anwendung dieses Erlasses absolviert wurde.

Wenn ein Auditor nicht alle durch die Übergangsmaßnahme zugänglichen Kompetenzen nutzen möchte, teilt er dies der Verwaltung mit, die die vergebenen Gütesiegel zurückerhält.

Die Auditoren behalten die gemäß Absatz 1 verliehenen Gütesiegel, sofern sie innerhalb eines Zeitraums von höchstens einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Erlasses und der Organisation der ersten Ausbildung die Ausbildung in der in Artikel 24 genannten Methode absolviert haben. Andernfalls wird die Gültigkeit der vergebenen Gütesiegel beendet.

Abweichend vom vorherigen Absatz müssen die Auditoren, die ein Gütesiegel besitzen und die in den letzten drei Jahren die dreitägige Ausbildung zum Energieaudit absolviert haben, die vom Mittlerer Industrie Energie (URE) der Wallonischen Region im Rahmen von AMURE angeboten wird, nur die in Artikel 24 genannte Fortbildung absolvieren.

Interne Auditoren, die die in Artikel 15 Absatz 1 genannte Ausbildung im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor und die Ausbildung zur Methode im Rahmen der CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen durch den Mittlerer Industrie Energie (URE) der Wallonischen Region absolviert haben, gelten zum Zeitpunkt der Anwendung dieses Erlasses vorübergehend als Auditoren mit Gütesiegel für die Kompetenz des internen Auditors mit generalistischer Kompetenz.

**Art. 61** - Für die Zulassungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) erteilt wurden, gilt jeder Auditor als Auditor mit Gütesiegel für die Kompetenz des internen Auditors mit generalistischer Kompetenz, und zwar für die verbleibende Dauer seiner Zulassung, die zum Zeitpunkt der Anwendung dieses Erlasses gültig war.

Die Gültigkeit des Gütesiegels erlischt von Rechts wegen nach Ablauf der vom Minister festgelegten Frist, wenn der Auditor nicht an einer der in Artikel 24 genannten Ausbildungen zur Methode teilgenommen hat.

**Art. 62** - Um die Einhaltung der in Artikel 41 genannten Bedingungen der Vorrangigkeit nachzuweisen oder um eine nachweisliche Erfahrung zu belegen, die den Erhalt eines Gütesiegels gemäß Artikel 24 ermöglicht, werden die von der Verwaltung für gültig erklärten Audits und Studien, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) durchgeführt wurden, im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) oder die dem Mindestinhalt des in diesem Erlass vorgeschriebenen Audits entsprechen, als zulässig erachtet. Die in Artikel 41 genannte Eigenschaft der kürzlich durchgeführten Prüfung oder Studie bleibt bestehen.

**Art. 63** - Anträge, die vor Inkrafttreten dieses Erlasses eingereicht wurden, unterliegen weiterhin dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA).

Für die Anwendung der in den Artikeln 13 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) genannten Bestimmungen werden die gemäß den Bestimmungen des UREBA-Erlasses durchgeführten Audits den gemäß dem vorliegenden Erlass durchgeführten Audits gleichgestellt.

**Art. 64** - Der Ministerielle Erlasses vom 28. März 2019 zur Teilausführung im Bereich der Berufsausbildung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmens oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird wie folgt abgeändert

In Artikel 1 werden die Ziffern 1, 3, 6, 7, 8, 9 und 10 aufgehoben.

2° in Artikel 1 wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt: "5° KMU: die juristische Person gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung (AMUREBA)";

3° Artikel 3 wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 3 - Der Energiescheck wird gemäß den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung (AMUREBA) festgelegten Bedingungen gewährt";

4° Artikel 5 wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 5 - Die Energieaudits und -studien werden von Auditoren durchgeführt, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung (AMUREBA) mit einem Gütesiegel versehen sind";

5° Artikel 8 wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 8 - Die beihilfefähigen Kosten und die Höhe der Schecks sind in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung (AMUREBA) festgelegt";

6° Artikel 11 wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 11 - Der Antrag auf einen Energiescheck erfolgt nach dem Verfahren, das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA) genannt wird";

Die Artikel 4, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14 und 15 werden aufgehoben.

**Art. 65** - Artikel 5 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Einführung einer Pflicht zur Durchführung des Energieaudits in Anwendung des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Das Energieaudit entspricht der Definition des globalen Energieaudits gemäß Artikel 2, 26°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA).

Die Regelung zur Kontrolle und Verhängung von Strafen für Auditoren, die gemäß Abschnitt 4 des Kapitels 3 des Erlasses vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren und nachhaltigeren Energienutzung (AMUREBA) mit dem Gütesiegel versehen wurden, gilt für die Aufgaben, die sie in Ausführung des vorliegenden Erlasses erfüllen. "

**Art. 66** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. April 2024 in Kraft.

Abweichend von Absatz 1 legt der Minister das Datum des Inkrafttretens der Bestimmungen für Begünstigte des Typs juristische Personen öffentlichen Rechts und nicht-kommerzielle Einrichtungen sowie der Artikel 58 und 61 fest.

**Art. 67** - Der vorliegende Erlass kann auch durch den Begriff "AMUREBA-Erlass" identifiziert werden.

**Art. 68** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

### Anhang 1 - Kompetenzen der Auditoren

Die folgenden Kompetenzen sind für die Vergabe des Gütesiegels zugänglich (Art und Bezeichnung) und werden durch die gewährten Leistungsnachweise gemäß Anhang 2 überprüft:

Art	Bezeichnung	Unterkategorien<qa>	Der Mindestumfang der Kompetenz
Auditor mit generalistischer Kompetenz	Dienstleistungssektor	Keine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gründliche Kenntnisse über Gebäude, wie z. B. Gebäudehülle, Abdichtung, Belüftung, Raumheizung und -kühlung, Warmwasserversorgung, Regelungssysteme, Erzeugung, Speicherung und Verteilung von elektrischer und thermischer Energie;</li> <li>• Allgemeine Kenntnis der Instrumente im Zusammenhang mit der Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden, einschließlich Kenntnis der langfristigen Renovierungsstrategie;</li> <li>• Allgemeine Kenntnis über Beleuchtung, über die Erzeugung erneuerbarer elektrischer Energie unter fünfhundert Kilowatt, über die Erzeugung erneuerbarer thermischer Energie unter einem Megawatt.</li> </ul>
Auditor mit generalistischer Kompetenz	Industrie	Keine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Allgemeine Kenntnis über Energie in der Industrie und insbesondere in allen folgenden Bereichen:</li> <li>• Industrieverfahren (Stahl, Stein, Glas, Chemie, Papier, Textilien, Agrar- und Nahrungsmittelsektor, ...);</li> <li>• Systeme zur Wärmeerzeugung, -übertragung und -rückgewinnung;</li> <li>• Systeme zur Erzeugung, Speicherung und Verteilung von Druckluft;</li> <li>• Systeme zur Erzeugung und Verteilung von Dampf, Thermoöl ;</li> <li>• Beleuchtung, Heizung und Kühlung des Gebäudes;</li> <li>• Erzeugung von erneuerbarer elektrischer Energie unter drei Megawatt oder erneuerbarer thermischer Energie unter zehn Megawatt;</li> <li>• Innerbetrieblicher Material- oder Personentransport.</li> </ul>
Auditor mit generalistischer Kompetenz	Betriebsintern	Keine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Das relative Allgemeinwissen, das von einem internen Auditor mit generalistischer Kompetenz verlangt wird, ist:</li> <li>• Für den Auditor, der bei einer Person öffentlichen Rechts oder einer nicht-kommerziellen Einrichtung beschäftigt ist: die gleichen Kenntnisse wie ein Auditor mit generalistischer Kompetenz im Dienstleistungssektor.</li> <li>• Für den Auditor, der bei einer anderen juristischen Person beschäftigt ist, wenn die durchgeführten Audits hauptsächlich Gebäude betreffen: die gleichen Kenntnisse wie ein Auditor mit generalistischer Kompetenz im Dienstleistungssektor.</li> <li>• Für den Auditor, der bei einer anderen juristischen Person beschäftigt ist, insbesondere bei repräsentativen Unternehmerverbänden, wenn die durchgeführten Audits hauptsächlich Industrieverfahren betreffen: die gleichen Kenntnisse wie ein Auditor mit generalistischer Kompetenz im Industriesektor.</li> </ul>
Fachauditor	Beleuchtung	Keine •	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gründliche Kenntnisse in Bezug auf der Beleuchtung im Dienstleistungs- oder Industriebereich, einschließlich der Verwaltung des visuellen Komforts der Nutzer, der Regulierung, der Normen EN12464-1 und -2, EN12193;</li> <li>• Beherrschung von mindestens einer Simulationssoftware wie Dialux Evo, Relux oder gleichwertig.</li> </ul>
Fachauditor	Thermische Energie (erneuerbar oder Abwärme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Wärmepumpe</li> <li>• Biomasse-Verbrennung</li> <li>• Thermische Sonnenkollektoren</li> <li>• Geothermie</li> <li>• Rückgewinnung von Abwärme</li> <li>• Wärmespeicherung</li> <li>• Sonstiges •0</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• gründliche Kenntnisse in einer oder mehreren der Unterkategorien;</li> <li>• gründliche Kenntnis der Prozesse im Zusammenhang mit der Planung, Umsetzung, Verwaltung, Überwachung und Regulierung von Wärmeenergienetzen.</li> <li>• gründliche Kenntnis der Mittel zur Speicherung von Wärmeenergie, die es ermöglichen, den Gesamtwirkungsgrad einer Anlage zur Erzeugung oder Verteilung von Wärmeenergie zu optimieren</li> </ul>

Art	Bezeichnung	Unterkategorien<qa>	Der Mindestumfang der Kompetenz
Fachauditor	Erneuerbare Elektrizität	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Windkraft</li> <li>• Wasserkraft</li> <li>• Photovoltaik</li> <li>• Grüner Wasserstoff</li> <li>• Elektrische Mobilität</li> <li>• Speicherung von Elektrizität</li> <li>• Sonstiges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• gründliche Kenntnisse in einer oder mehreren der Unterkategorien;</li> <li>• gründliche Kenntnisse der Mittel zur Speicherung, Überwachung und zum Verbrauch von Strom aus erneuerbaren Energiequellen, so wie Batterien und Lösungen für E-Mobilität, mit dem Ziel den Eigenverbrauch zu maximieren.</li> </ul>
Fachauditor	Kältetechnik	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Industrielle Kältetechnik</li> <li>• Gewerbliche Kältetechnik</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• gründliche Kenntnisse in einer oder mehreren der Unterkategorien;</li> <li>• gründliche Kenntnis der Prozesse im Zusammenhang mit der Erzeugung, Verteilung, Emission, Überwachung und Regulierung von Kälteenergie sowie der Rückgewinnung und Nutzung von Abwärme im Zusammenhang mit Anlagen zur Kälteerzeugung</li> </ul>
Fachauditor	Versorger (Verarbeitete industrielle Energie)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Druckluft</li> <li>• Industrielle Elektrizität</li> <li>• Antriebskraft</li> <li>• Industrielle thermische Energie, Verbrennung</li> <li>• Dampf oder überhitztes Wasser</li> <li>• Sonstiges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• gründliche Kenntnisse in einer oder mehreren der Unterkategorien;</li> <li>• gründliche Kenntnis der Prozesse im Zusammenhang mit der Erzeugung, Verteilung, Emission, Überwachung und Regulierung der Versorger sowie der Rückgewinnung und Nutzung von Abwärme im Zusammenhang mit den Versorgungsanlagen</li> </ul>
Fachauditor	Kraft/Wärme-Kopplung •	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Industriegesektor</li> <li>• Dienstleistungssektor</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• gründliche Kenntnisse in einer oder mehreren der Unterkategorien;</li> <li>• gründliche Kenntnisse der Mittel zur Speicherung, Überwachung und zum Verbrauch von Strom aus Kraft/Wärme-Kopplung, so wie Batterien und Lösungen für E-Mobilität, mit dem Ziel, die lokale Wertschöpfung und den Eigenverbrauch zu maximieren.</li> <li>• gründliche Kenntnis der mit einer Kraft/Wärme-Kopplung verbundenen Möglichkeiten der Wärmespeicherung und des Wärmeverbrauchs, wie etwa die Integration in einen industriellen Produktionsprozess und die Anpassung der Verbraucher, mit dem Ziel, die lokale Wertschöpfung und den Eigenverbrauch zu maximieren.</li> </ul>

Der Begriff Allgemeinwissen bedeutet, dass der Prüfer in der Lage ist, in seine Analysen und Berichte Folgendes einzubeziehen:

- Die wirksamsten Technologien, die auf der Grundlage einer ungefähren Größenbestimmung oder der Feststellung einer globalen oder spezifischen Fehlfunktion einer Ausrüstung an die Situation des Begünstigten angepasst sind;
- Vorschläge zur Verbesserung der derzeitigen Situation des Begünstigten
- die ungefähren Investitions- und Betriebskosten für die Umsetzung der vorgeschlagenen Optimierungen mit einer Genauigkeit von plus/minus zwanzig Prozent;
- mögliche Finanzierungsmechanismen wie Drittfinanzierung, Eigenkapital, Zuschüsse oder Steuerabzüge;
- Normen und Rechtstexte, die zum Zeitpunkt der Durchführung der Studie gelten;
- mögliche Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt;
- Strategische Pläne im Energiebereich, die von der Wallonischen Regierung zur Kenntnis genommen oder für gültig erklärt wurden;
- alle Elemente, die ein Projekt undurchführbar machen können;
- alle verbesserungsspezifischen Elemente, die sich auf die Umsetzung einer anderen Empfehlung auswirken, die zur gleichen Zeit oder zu einem späteren Zeitpunkt durchgeführt wird;
- Indikatoren für die Gesamtenergieeffizienz, die für die Tätigkeit des Begünstigten oder seines Tätigkeitsbereichs spezifisch sind.

Das Konzept der gründlichen Kenntnis bedeutet, dass der Auditor in der Lage ist, in seine Analysen und Berichte Folgendes einzubeziehen:

- die wirksamsten und an die Situation des Begünstigten angepassten Technologien, die Art und Weise, wie sie dimensioniert werden, wie ihre Funktionsfähigkeit überwacht wird und wie konkrete Lösungen zur Verbesserung ihrer Wirksamkeit vorgeschlagen werden;
- Vorschläge zur Verbesserung der derzeitigen Situation des Begünstigten;
- alle Parameter oder Einschränkungen in Bezug auf die Brennstoffversorgungsnetze und die Entsorgung der produzierten Abfälle;
- alle Aspekte der Betriebssicherheit für Mensch und Umwelt;
- die tatsächlichen Investitions- und Betriebskosten für die Umsetzung der vorgeschlagenen Optimierungen mit einer Fehlerquote von höchstens zehn Prozent;
- mögliche Finanzierungsmechanismen wie Drittfinanzierung, Eigenkapital, Zuschüsse oder Steuerabzüge;
- Normen und Rechtstexte, die zum Zeitpunkt der Durchführung der Studie gelten;
- die potenziellen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und die Maßnahmen, die zur Begrenzung der negativen Auswirkungen ergriffen werden sollen;
- Strategische Pläne im Energiebereich, die von der Wallonischen Regierung zur Kenntnis genommen oder für gültig erklärt wurden;
- alle Elemente, die sich auf die technische oder finanzielle Durchführbarkeit des Projekts auswirken können;
- Indikatoren für die Gesamtenergieeffizienz, die für die Tätigkeit des Begünstigten oder seines Tätigkeitsbereichs spezifisch sind;



- technologiespezifische Energieleistungsindikatoren.

Zusätzliche spezifische Zugangsvoraussetzungen in Bezug auf die Ausbildung oder die erforderlichen Kenntnisse des Auditors können vom Minister für jede Kompetenz auferlegt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA) beigefügt zu werden

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

#### Anhang 2 - Das Validierungssystem für die Bestimmung der für die Vergabe des Gütesiegels erforderlichen Leistungsnachweise

Um ein Gütesiegel zu erhalten, müssen eine Reihe von Nachweisen erbracht werden, die sich auf den in Anhang 1 aufgeführten Mindestumfang der Kompetenz beziehen, je nach Art unterschiedlich gewichtet sind und für die man Leistungspunkte erhalten kann.

Es gelten die folgenden Regeln:

- 1° Alle Nachweise enthalten den Namen des Auditors und sind datiert;
- 2° Alle Nachweise werden von der Verwaltung für gültig erklärt, bevor sie verbucht werden;
- 3° Alle Nachweise können zur Validierung mehrerer Kompetenzen verwendet werden;
- 4° Alle Nachweise sind höchstens fünf Jahre alt;
- 5° Die Auditberichte und Studien sind in französischer Sprache verfasst oder von einer Übersetzung begleitet;
- 6° Studien- oder Prüfberichte, die nicht Gegenstand einer im Rahmen des vorliegenden Erlasses ausgezahlten Subvention waren, müssen mindestens die Kriterien von Anhang 4 erfüllen, um zulässig zu sein;
- 7° Den Bescheinigungen über die Ausbildung als Teilnehmer sind mindestens beigefügt:

a) entweder eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss einer Prüfung, wenn die Ausbildung durch eine Prüfung abgeschlossen wird, oder eine vom Veranstalter unterzeichnete Teilnahmebescheinigung, die mindestens achtzig Prozent der vorgesehenen Ausbildungsstunden umfasst und die Dauer der Ausbildung angibt, falls die Ausbildung nicht durch eine Prüfung abgeschlossen wird;

b) oder eine detaillierte Beschreibung der Ausbildung, in der der Bezug zu den angestrebten Kompetenzen hervorgehoben wird, oder das schriftliche Material der Ausbildung wie eine Lernunterlage oder eine Präsentation.

8° Die Bescheinigungen über die Teilnahme an einer Ausbildung als Teilnehmer müssen die folgenden Kriterien erfüllen:

- a) Die Ausbildungen haben eine Dauer von mindestens drei Stunden.
- b) Die Teilnahme an einer Konferenz wird nicht berücksichtigt;
- 9° Den Bescheinigungen über die Teilnahme an einer Ausbildung als Ausbilder sind mindestens beizufügen:
  - a) ein Nachweis, der den Auditor als Redner der Veranstaltung ausweist;
  - b) eine allgemeine Beschreibung der Ausbildung, in der der Zusammenhang mit der/den angestrebten Kompetenz(en) und die Anzahl der Teilnehmer hervorgehoben wird;
  - c) die Lernunterlage(n);
  - d) Datum und Ort der durchgeführten Ausbildungen;
  - e) wie oft die gleiche Ausbildung in den letzten drei Jahren durchgeführt wurde;
- 10° Für jede nicht nur vorübergehend beantragte Kompetenz muss mindestens ein Dokument vom Typ Energieaudit oder -studie in den fünf Jahren vor der Beantragung des Gütesiegels vorgelegt werden, das die Kriterien der AMUREBA-Methodik erfüllt.

Die folgende Tabelle zeigt die Anzahl der zu erreichenden Punkte, je nachdem, welcher Ansatz verfolgt wird:

Art des beantragten Gütesiegels	Die Anzahl der benötigten Leistungsnachweise	Die Ausnahme für interne Auditoren
Die vorübergehende Vergabe eines Gütesiegels in einer Kompetenz	0	0
Die Erneuerung in einer Kompetenz nach einer vorübergehenden Kennzeichnung	15	5
Die Kennzeichnung oder Erneuerung einer Kompetenz ohne vorübergehende Vergabe eines Gütesiegels	40	15

Die folgende Tabelle zeigt den Punktwert jeder Art von Nachweis, mit dem ein Gütesiegel für eine Kompetenz erlangt, erneuert oder verlängert werden kann.

Tätigkeit	Anzahl Leistungsnachweise	Die maximale Anzahl an Leistungsnachweisen pro Kompetenz
Die Ausbildung für diese Kompetenz als Teilnehmer	1 pro Ausbildung mit einer Mindestdauer von drei Stunden	10
Die Ausbildung für diese Kompetenz als Ausbilder	2 pro Ausbildung mit einer Mindestdauer von drei Stunden	10



Tätigkeit	Anzahl Leistungsnachweise	Die maximale Anzahl an Leistungsnachweisen pro Kompetenz
Konferenzen, die im Zusammenhang mit der Kompetenz stehen und im Auftrag der Wallonie als Redner gehalten werden	1 pro Konferenz	5
Der Audit- oder Studienbericht außer AMUREBA	2 pro Audit oder Studie	20
Der AMUREBA-Audit- oder Studienbericht	4 pro Audit oder Studie	40
Eine weitere Zertifizierung für CO2- oder Energieeffizienz	2 pro Zertifizierung	10
Die technischen Gutachten, auf Anfrage und im Auftrag des ÖDW RWEE oder anderer belgischer, regionaler oder föderaler öffentlicher Einrichtungen, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, ausgeübt werden	4 pro Auftrag von mindestens 10.000 € inkl. MwSt.	20

Die Ausbildung in der AMUREBA-Methode kann als "Kompetenzausbildung" angerechnet werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA) beigefügt zu werden

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

#### Anhang 3 - Die Liste der geförderten Audits und Studien und die entsprechende Kompetenz der Auditoren

Die Art der Audits oder Studie	Die Abkürzung	Der Hauptauditor, dem für folgende Kompetenzen ein Gütesiegel vergeben wurde:
Globales Audit	GA	der Auditor mit generalistischer Kompetenz im Dienstleistungs- oder Industriesektor, je nach Art der Einheit;
Teilaudit	TA	der Fachauditor mit einem Gütesiegel in dem von der Prüfung oder Studie betroffenen Bereich; Der Auditor mit generalistischer Kompetenz im Dienstleistungssektor oder der interne Auditor mit generalistischer Kompetenz für ein Gebäude-Teilaudit
Machbarkeitsstudie	MS	
Bauherrenberatung	BB	
Audit zur Leistungsüberwachung	ALÜ	
Jährliches Folgeaudit	JFA	der Auditor mit generalistischer Kompetenz im Dienstleistungs- oder Industriesektor, je nach Art der Einheit; der interne Auditor mit generalistischer Kompetenz;
Energiepotenzial-Audit	EPA	der Auditor mit generalistischer Kompetenz im Industriesektor; Der Fachauditor, der die Kompetenzen in erneuerbarer Wärmeenergie und erneuerbarer Elektrizität vereint der interne Auditor mit generalistischer Kompetenz;
Die Betreuung und Überwachung einer CO2-Gemeinschaft für einen repräsentativen Unternehmensverband	BÜG	der interne Auditor mit generalistischer Kompetenz; der Auditor mit generalistischer Kompetenz im Industriesektor

Die Art der Audits oder Studie	Die Abkürzung	Der Hauptauditor, dem für folgende Kompetenzen ein Gütesiegel vergeben wurde:
Aktion zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Sektors	AVES	der interne Auditor mit generalistischer Kompetenz; der Auditor mit generalistischer Kompetenz im Industriesektor; der Fachauditor mit einem Gütesiegel in dem von der geplanten Maßnahme betroffenen Bereich

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA) beigefügt zu werden

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

#### Anhang 4 - Von der Verwaltung analysierte Mindestkriterien für die Qualität von Audits und Studien

Im Rahmen des Verfahrens zur Vergabe eines Gütesiegels stellen die folgenden Informationen die Mindestkriterien für die Zulässigkeit eines Audits oder einer Studie dar.

##### Das Kriterium 1. Zielsetzungen, Hypothesen und Bestandsaufnahme

1° Situationsbezogene Informationen: die Namen der beteiligten Auditoren und ihre Rollen, Kontaktinformationen (Name, E-Mail, Telefon) und Rollen der beteiligten Personen beim Begünstigten, Zeitplan der Leistung wie Start- und Abschlussdatum;

2° das Ziel des Audits oder der Studie, der Umfang des Audits, die Präsentation der verwendeten Methode, die in dem Audit untersuchten Vektoren, mögliche Einschränkungen: situationsbedingte, rechtliche oder finanzielle Einschränkungen;

3° Arbeitshypothesen: die im Audit verwendeten Parameter wie insbesondere die Umrechnungsfaktoren in Primär-/Endenergie, der untere und obere Heizwert, die CO<sub>2</sub>-Emissionskoeffizienten oder die Durchschnittskosten der verschiedenen Energieträger;

4° Bestandsaufnahme: die allgemeine Darstellung des Begünstigten und seiner Aktivitäten, der Merkmale der auditierten oder untersuchten Einheit wie Gebäude, industrielle Prozesse oder Versorgung wie Dampf oder Druckluft.

##### Das Kriterium 2. Analyse der Lage

1° die Analyse des Verbrauchs, einschließlich:

a. mindestens ein Referenzjahr und ein Untersuchungsjahr in Bruttowerten und entsprechend den Einflussfaktoren wie Gradtagen korrigiert, wenn klimasensitiv;

b. die Entwicklung des Verbrauchs über einen bestimmten Zeitraum;

2° für die auditierte Einheit eine Beschreibung der möglichen industriellen Prozesse, Versorgungseinrichtungen, Systeme, der Gebäudehülle und der Ausrüstungen mit der Hervorhebung ihrer möglichen Mängel;

3° die durch Rechnungen und Hypothesen belegte Energiebilanz;

a. für ein Gebäude die Werte der Transmissionskoeffizienten, die Schätzung der Lüfterneuerung, die Berechnung der Wärmeverluste, den Wirkungsgrad der Anlagen zur Energieerzeugung und den Anteil der erneuerbaren Energien;

b. gegebenenfalls die Darstellung und der Vergleich mit relevanten Leistungsindikatoren, die für die Tätigkeit der auditierten oder untersuchten Einheit spezifisch sind;

c. die Identifizierung der Hauptverbraucher und die Hervorhebung des Anteils der verbrauchten Energie;

4° im Falle eines bestehenden Systems zur Erzeugung erneuerbarer Energie: die technische Beschreibung, das Jahr der Installation, die Leistungsbilanz.

##### Das Kriterium 3. Die mit Zahlen belegte Vorschläge zu Verbesserungen für die Audits

1° Verbesserungsvorschläge, die den gesamten auditierten Umfang abdecken und in einer logischen Reihenfolge oder nach Priorität dargestellt werden und mit denen Auswirkungen auf den Gesamtverbrauch, den Zustand des Gebäudes und der Ausrüstung, die erzielten Einsparungen, die Kosteneffizienz, die Integration in die Ziele langfristiger Strategien zur Renovierung von Gebäuden und Prozessen begründet werden;

2° die Erstellung von mindestens einem Aktionsplan, wobei die relevantesten Verbesserungen ausgewählt werden, während die Auswirkungen jeder Verbesserung auf die folgenden berücksichtigt werden und darauf geachtet wird, dass die Bedürfnisse mit den vorgeschlagenen Lösungen übereinstimmen;

3° bei Verbesserungen von industriellen Prozessen müssen die Vorschläge auf die Verbesserung von industriellen Produktionsprozessen oder industriellen Versorgungsanlagen wie Druckluft, Wasser- oder Dampf abzielen;

4° wenn eine finanzielle Analyse der einzelnen Verbesserungen durchgeführt wird, wird diese auf der Grundlage der tatsächlichen abgezinsten Finanzströme, d.h. des internen Zinsfußes, des Kapitalwerts und der abgezinsten Amortisationszeit anstatt einfacher Amortisationszeiten in einfacher Amortisationszeit erstellt, um langfristige Einsparungen, Restwerte langfristiger Investitionen, Abzinsungssätze und Betriebskosten zu berücksichtigen;

5° für jede vorgeschlagene Verbesserung werden die Einsparungen an Energie, ausgestoßenen Tonnen CO<sub>2</sub> und Finanzen berechnet.

##### Das Kriterium 4. Die technisch-wirtschaftliche Analyse für Machbarkeitsstudien

Im Rahmen der Machbarkeitsstudien werden mehrere Varianten oder Alternativen des Projekts analysiert, um das energetische und wirtschaftliche Optimum zu ermitteln.

##### Das Kriterium 5. Die Vorstellung der Mechanismen für finanzielle Unterstützung

1° die Einbeziehung der verfügbaren Subventionsbeträge in die finanzielle Berechnung von individuellen Verbesserungen und Aktionsplänen;

2° die Erläuterung der verfügbaren Beihilfen für die verschiedenen geplanten Verbesserungen, wie z. B. Informationsquellen, Analyse der Förderfähigkeit des Empfängers oder der Beträge, Begründung im Falle der Ablehnung von Beihilfen.

Das Kriterium 6. Die Schlussfolgerungen

Die Zusammenfassung eines Audits sollte einen oder mehrere Aktionspläne zu den relevantesten Entscheidungen enthalten, die zur Verbesserung der Situation im Hinblick auf das zu Beginn des Berichts festgelegte Ziel für Effizienz und die Produktion erneuerbarer Energien umgesetzt werden sollten.

Die Zusammenfassung einer Studie muss alle Elemente enthalten, die für eine objektive Entscheidung des Begünstigten über das weitere Vorgehen im Rahmen des untersuchten Projekts erforderlich sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA) beigefügt zu werden

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 5 - Die Subventionsrate, der maximale Beihilfebeträg pro Antrag und die maximale Anzahl der Beihilfen in einem Zeitraum von vier Jahren

Die Subventionsrate, der maximale Beihilfebeträg pro Antrag und die maximale Anzahl der Beihilfen, die gewährt werden können, werden wie folgt festgelegt:

Art des Begünstigten	Art der Leistung	Subventionsrate in Prozent	Die maximale Beihilfe pro Antrag ohne Mehrwertsteuer	Die maximale Anzahl an Subventionen über vier Jahre(1)
Kleine und mittlere Unternehmen	Das globale Audit GA	75	8.000 EURO.	1
	Das Teilaudit TA	75	5.000 EURO.	4
	Die Machbarkeitsstudie MS (6)	75	5.000 EUR (3)	4
	Die Bauherrenberatung (BB)	75	5.000 EURO.	4
	Das Audit zur Leistungsüberwachung ALÜ	75	2.500 EUR (4)	4
	Das jährliche Folgeaudit JFA	75	2.000 EURO.	3, einmal jährlich
	Das Energiepotenzial-Audit EPA	75	10.000 EURO.	1
Juristische Personen öffentlichen Rechts und nicht-kommerzielle Einrichtungen	Das Teilaudit TA "Gebäude"	75 oder 96 (2)	15.000 EURO.	1
	Die Machbarkeitsstudie MS (5)	75 oder 96 (2)	5.000 EUR (3)	4
	Das Energiepotenzial-Audit EPA	75 oder 96 (2)	20.000 EURO.	1
	Das Audit zur Leistungsüberwachung ALÜ	75 oder 96 (2)	5.000 EUR (4)	4
Unternehmen, die gemäß dem Erlass vom 8. September 2016 der Auditpflicht unterliegen und nicht Mitglied einer CO2-Gemeinschaft sind	Die Machbarkeitsstudie MS (6)	60	15.000 EUR (3)	2
	Die Bauherrenberatung (BB)	60	10.000 EURO.	2
	Das Audit zur Leistungsüberwachung ALÜ	60	5.000 EUR (4)	2
Unternehmen, die Mitglied einer CO2-Gemeinschaft sind	Das globale Audit GA	60	40.000 EURO.	1
	Das Teilaudit TA	60	20.000 EURO.	4
	Das Audit zur Leistungsüberwachung ALÜ	60	10.000 EUR (4)	4
	Das jährliche Folgeaudit JFA	60	4.000 EURO.	3, einmal jährlich
	Die Machbarkeitsstudie MS (6)	60	35.000 EUR (3)	4
	Die Bauherrenberatung (BB)	60	30.000 EURO.	4
	Das Energiepotenzial-Audit EPA	60	30.000 EURO.	1

Art des Begünstigten	Art der Leistung	Subventionsrate in Prozent	Die maximale Beihilfe pro Antrag ohne Mehrwertsteuer	Die maximale Anzahl an Subventionen über vier Jahre(1)
Repräsentative Unternehmensverbände	Aktion zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Sektors	100	20.000 EURO.	4, einmal jährlich
	Die Vorbereitung, Betreuung und Nachbereitung einer CO <sub>2</sub> -Vereinbarung	100	80.000 EURO.	4, einmal jährlich

(1) Die Begrenzung ist als eine Anzahl von Beihilfen in derselben Niederlassungseinheit zu verstehen. Abweichend davon kann im Falle von Personen öffentlichen Rechts und nicht-kommerziellen Einrichtungen dem Begünstigten vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Fristen eine zweite Subvention gewährt werden, wenn:

- 1° das durchgeführte Audit oder die durchgeführte Studie Gegenstand einer Kontrolle durch die Verwaltung war;
- 2° die Kontrolle Verstöße gegen die AMUREBA-Methode aufgedeckt hat;
- 3° das Audit oder die Studie vom Auditor nicht innerhalb der von der Verwaltung festgelegten Frist korrigiert wurde oder aufgrund des Verlusts des Gütesiegels oder der Anerkennung des Prüfers oder Dienstleistungserbringers nicht korrigiert werden kann.

(2) Der Satz von 75% wird für Begünstigte angewendet, die die Mehrwertsteuer zurückfordern können. (2) Der Satz von 96% wird für Begünstigte angewendet, die die Mehrwertsteuer nicht zurückfordern können.

(3) Für Begünstigte des Typs KMU oder juristische Personen öffentlichen Rechts oder nicht-kommerzielle Einrichtungen im Rahmen einer Machbarkeitsstudie, die sich auf die Kompetenz im Bereich Wärmeenergie gemäß der Definition in Anhang 1 bezieht, liegt die Obergrenze bei 20.000 €. Abweichend davon gilt für alle Arten von Begünstigten, dass für eine Machbarkeitsstudie über die Rückgewinnung und Nutzung von Abwärme oder über ein Wärmenetz gemäß der Definition im Dekret vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze ein Höchstbetrag von 45.000 € gilt.

(4) Im Rahmen eines Audits zur Leistungsüberwachung, das eine Biogasanlage betrifft, liegt die Obergrenze bei 15.000 €.

(5) Nur Machbarkeitsstudien zu Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, wie in Artikel 9 des AMUREBA-Erlasses vom 13. Oktober 2022 aufgeführt, sind beihilfefähig.

(6) Machbarkeitsstudien für Anlagen zur Energieerzeugung durch fossile Energieträger und Aktionspläne mit einer Rentabilität von weniger als drei Jahren sind nicht beihilfefähig.

KMU, die Mitglieder einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft sind, sind in der Kategorie der Begünstigten "Unternehmen, die Mitglieder einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft sind" enthalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA) beigefügt zu werden

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

#### Anhang 6 - Die AMUREBA-Methode

Die AMUREBA-Methode ist die globale Methode, die auf alle Energieaudits und -studien anzuwenden ist, für die die in diesem Erlass beschriebenen Subventionen gewährt werden. Sie umfasst folgende Elemente:

- 1° Qualitätskriterien gemäß Anhang 4;
- 2° Eine Information über den wallonischen, belgischen und europäischen Rechtsrahmen im Zusammenhang mit Energieaudits und -studien;
- 3° Eine Definition der Werte für Umrechnungsfaktoren, Maßeinheiten und Parameter, die allen Audits und Studien gemeinsam sind, einschließlich der Umrechnungsfaktoren für Primär-/Endenergie, Verhältnisse für den unteren und den oberen Heizwert und CO<sub>2</sub>-Emissionsfaktoren sowie der finanziellen Parameter, die in der Wirtschaftlichkeitsanalyse berücksichtigt werden sollen, falls zutreffend;
- 4° Für jede in Anhang 3 aufgeführte Art des Audits und der Studie:
  - a) die zu erreichenden Ziele;
  - b) die Referenzen, die berücksichtigt werden sollen, oder die Art und Weise, wie sie erstellt werden sollen;
  - c) eine Liste von Mindesteinflussfaktoren, die das zu erstellende Aktivitätsniveau quantifizieren, um es mit ähnlichen Aktivitäten vergleichen zu können;
  - d) den Mindestinhalt des Audit- oder Studienberichts, zusätzlich zu den in Anhang 4 aufgeführten Informationen;
  - e) eine Struktur für die Erstellung des Leistungsberichts und die Präsentation der Ergebnisse;
  - f) ein Raster zur Analyse des Energieverbrauchs;
  - g) Leistungsindizes, die in den Abschluss jedes Berichts aufgenommen werden sollen;
  - h) Die anwendbare Gewichtung und der Inhalt der methodischen Leitlinien für die Bereiche Industrie, Dienstleistung oder Mischformen.

Für Prüfungen einer juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer nicht-kommerziellen Einrichtung:

- 1° wenn die Einheit auf ein oder mehrere Gebäude beschränkt ist, sind die Buchstaben f bis h nicht erforderlich;
- 2° das Audit umfasst mindestens die Analyse eines Gebäudes oder eines Gebäudeteils;
- 3° das Audit wird von einem Auditor mit generalistischer Kompetenz für den Dienstleistungssektor oder einem internen Auditor durchgeführt.

Der Minister kann den Inhalt dieses Anhangs näher bestimmen oder ergänzen.

Die Verwaltung erstellt die AMUREBA-Methode, die aus einer Reihe von Referenzdokumenten und Analyseinstrumenten besteht, gemäß diesem Anhang und veröffentlicht sie auf ihrer Website.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohntoersector zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung beigefügt zu werden

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/004275]

**1 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, de artikelen , 8, 9, 10 et 11, derde en vierde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector ;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio, de artikelen 1 , 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, leden 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1 , eerste lid , en § 2, leden 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid , en § 2, 10, § 2, leden 1 en 2, en § 3, lid 1 , 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, lid 2 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen en het rationeel gebruik van energie in gebouwen beogen (UREBA);

Gelet op het ministerieel besluit van 28 maart 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

Gelet op het rapport van 5 mei 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 27 januari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op het advies van de «Union des Villes et Communes de Wallonie» (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 21 maart 2023;”

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 30 maart 2023;

Gelet op advies 74.062/2 van de Raad van State, gegeven op 13 september 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de « Fédération des CPAS » (Federatie van de Ocmw's), gegeven op 20 oktober 2023;

Gelet op het advies van de “Association des Provinces wallonnes” (Vereniging van de Waalse Provincies), gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Energie”, gegeven op 21 maart 2023;

Gelet op het advies van Edora, gegeven op 23 maart 2023;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen, begripsomschrijvingen en bescherming van persoonsgegevens**

**Artikel 1.** Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG en richtlijn 2009/2018/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister bevoegd voor Energie;

2° “de administratie”: de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;



3° de publiekrechtelijke rechtspersoon : de publiekrechtelijke rechtspersoon zoals bepaald in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA);

4° de niet-commerciële instellingen : de instellingen zoals bepaald in artikel 1, lid 1, 4°, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

5° de begunstigde: de ondernemingen, de publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële instellingen met een zakelijk recht op de entiteit die in aanmerking komen voor de door dit besluit voorgestelde subsidies;

6° de KMO : de onderneming die voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2, 2, bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

7° de grote onderneming : de onderneming in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën en die beantwoordt aan de begripsomschrijving van artikel 2, 24, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

8° de vestigingseenheid: de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

9° de entiteit: de omtrek waarop de audit of studie betrekking heeft, waaronder de productie van goederen en diensten, gebouwen of delen van gebouwen, uitrusting voor energieproductie of -omzetting, met inbegrip van de productie van hernieuwbare energie, intern personen- of goederenvervoer, koolstofafvang en -opslag;

10° de hernieuwbare energie: de energie zoals omschreven in artikel 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten;

11° de afvalenergie: de energie die wordt geproduceerd door een hoofdproces, die nog niet volledig technisch wordt benut en die kan worden teruggewonnen en gebruikt voor andere doeleinden, intern of extern, en zo een bron van extra energievoorziening wordt;

12° primaire energie: energie zoals gedefinieerd in artikel 2, 18°, van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

13° de calorische bovenwaarde of GCV: de hoeveelheid energie zoals omschreven in artikel 2, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten;

14° de calorische onderwaarde of NCV: de hoeveelheid energie zoals omschreven in artikel 2, 13°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten;

15° "energie-efficiëntie": de verhouding tussen de verkregen prestatie, dienst, goederen of energie, en de energie-input;

16° de auditor: de natuurlijke persoon die gecertificeerd is overeenkomstig hoofdstuk 3 van dit besluit;

17° de interne auditor: een auditor aan wie de label van interne generalist is toegekend en die deel uitmaakt van het personeel van de begunstigde of van een publiekrechtelijke rechtspersoon of een niet-commerciële instelling, en die ter beschikking wordt gesteld van de begunstigde om energieaudits of -studies uit te voeren;

18° de certificering: validering van een of meer vaardigheden van een auditor met het oog op het uitvoeren van energieaudits of energiestudies;

19° de bekwaamheid: het vermogen van een auditor om specifieke knowhow uit te oefenen, verworven door beroepservaring, diploma's en opleiding, gevalideerd op basis van feitelijke informatie die aan de administratie wordt verstrekt als onderdeel van een certificeringsaanvraag;

20° de dienstverlener: de natuurlijke of rechtspersoon, met ondernemingsnummer, die erkend is voor het verrichten van diensten, in het kader van en overeenkomstig de bepalingen bepaald in hoofdstuk 2 van dit besluit;

21° de erkenning: validatie van de toegang tot een subsidiethema voor een dienstverlener die toelaat om verschillende types van diensten te categoriseren en te groeperen op basis van het thema energie of het type van de begunstigde;

22° de AMUREBA-methodologie: de methodologie vastgesteld overeenkomstig bijlage 6 ;

23° de energie-audit: een opdracht met een proportionele, systematische en terugkerende procedure die een betrouwbaar beeld geeft van de energieprestaties van de entiteit en op betrouwbare wijze de belangrijkste mogelijkheden voor verbetering identificeert, wat leidt tot een actieplan, uitgevoerd in overeenstemming met de AMUREBA-methodologie;

24° de energiestudie: een eenmalig, systematisch energieanalyse- of energieadviesproject van beperkte omvang en duur, uitgevoerd in overeenstemming met de AMUREBA-methodologie.

25° de globale energieaudit (GA): een energieaudit die wordt toegepast op een hele entiteit;

26° de gedeeltelijke energieaudit (GE): een energieaudit toegepast op een entiteit of een deel van een geauditeerde vestigingseenheid;

27° de haalbaarheidsstudie (HS): een energiestudie die de technische, regelgevende, administratieve en economische aspecten omvat, met als doel het bepalen van de belangrijkste technische en economische parameters en variabelen van een toekomstige investering gericht op het verbeteren van de energie-efficiëntie, het produceren of opslaan van hernieuwbare energie, het terugwinnen van ongebruikte energie of het opvangen of opslaan van koolstof.

28° de bijstand voor het beheer van projecten (BBP): het uitvoeren van een energiestudie met als doel een projecteigenaar bij te staan en te adviseren over technische, regelgevende, administratieve, economische en prestatiegerelateerde aspecten tijdens de uitvoering van een technisch project dat uitsluitend gericht is op het rationeel gebruik van energie, de productie of opslag van hernieuwbare energie, de terugwinning van ongebruikte energie of de afvang of opslag van koolstof;

29° de prestatiegerelateerde monitoringsaudit (PGM): een energieaudit met een beperkte reikwijdte die het bereiken of behouden van vooraf bepaalde energieprestatieniveaus valideert;

30° de potentiële energie-audit (PEA): een audit die wordt uitgevoerd op het onroerend erfgoed van een aanvrager of op een bepaald geografisch gebied om de totale energiebehoeften te bepalen, beschikbare energiebronnen te identificeren, inclusief afvalenergie, en verschillende mogelijke richtingen voor te stellen met als doel de oprichting van energiegemeenschappen, gecentraliseerde energieproductie en het gebruik van hernieuwbare energie en afvalenergie te bevorderen;

31° de jaarlijkse opvolgingsaudit (JOA): de energieaudit die gebruikt wordt om het actieplan en de energieprestaties van een vestigingseenheid en van een representatief geheel van bedrijven bij te werken en die uitgevoerd wordt op basis van minstens één voorafgaande globale audit met jaarlijkse tussenpozen;

32° de koolstofovereenkomst: koolstofovereenkomst in de zin van hoofdstuk 7 van het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023 ;

33° de koolstofgemeenschap: de koolstofgemeenschap in de zin van hoofdstuk 7 van het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023 ;

34° de representatieve instellingen van ondernemingen : de koolstofgemeenschap of de instelling die het orgaan dat door alle of sommige van haar leden is gemandateerd om hen te helpen hun energie-efficiëntie te verbeteren;

35° het digitale platform: de internettoepassing of -toepassingen voor het beheer van de elektronische portfolio die toegankelijk is of zijn via een website;

36° de uitgever: de dienstverlener die is aangesteld om het financiële beheer te verzekeren van de portfolio die is gekoppeld aan het digitale platform;

37° de elektronische portfolio: het gedematerialiseerde elektronische betaalmiddel dat wordt gebruikt om, via elektronische cheques, de diensten te vergoeden die onder dit besluit vallen en die worden uitgevoerd door dienstverleners.

Met betrekking tot punt 9° van lid 1 moet de entiteit voor publiekrechtelijke rechtspersonen of niet-commerciële instellingen ten minste één gebouw of deel van een gebouw omvatten waarin de uitrusting en activiteiten van de begunstigde zijn ondergebracht.

Met betrekking tot punt 9° van lid 1, voor ondernemingen, wordt de entiteit, voor de uitvoering van de globale audit, gevormd door de vestigingseenheid.

Met betrekking tot punt 11° van het eerste lid, omvat afvalenergie afvalwarmte en -koude zoals gedefinieerd in artikel 2, 8°, van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische energiemarkt en van de thermische energienetten.

**Art. 3.** De dossiers in verband met de steun bedoeld bij dit besluit worden behandeld door de personeelsleden van niveau A of B zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de administratie.

De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de subsidies wordt genomen door elk personeelslid van niveau A of B zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de administratie.

**Art. 4.** § 1. Als onderdeel van het certificeringsproces voor auditors verwerkt de administratie de volgende persoonsgegevens van auditors en kandidaat-auditors:

1° de naam en voornamen;

2° het e-mailadres;

3° de telefoonnummer.

4° de functie bij de dienstverlener(s);

5° het diploma.

De in het eerste lid bedoelde gegevens worden bewaard tot maximaal tien jaar na de datum van afsluiting van het laatste door de auditor verwerkte subsidiedossier. In het geval van een onopgelost geschil over dit laatste dossier geldt een aanvullende periode van maximaal een jaar nadat alle beroepsmogelijkheden zijn uitgeput.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde gegevens worden verwerkt voor het beheer van dossiers met betrekking tot de certificering van auditors.

§ 3. Bij het aanvragen van de certificering geven de auditors hun vrije en geïnformeerde toestemming voor de publicatie van de gegevens bedoeld in de artikelen 10 en 22 van dit besluit in de lijst van gecertificeerde auditors op de website van de administratie, die toegankelijk is voor het publiek.

De administratie bewaart de in paragraaf 1 bedoelde persoonsgegevens in een door haar beheerde databank. De Administratie neemt de nodige maatregelen om de veiligheid van de in deze gegevensbank opgenomen databank te waarborgen. De enige personen die toegang hebben tot deze gegevens zijn de personeelsleden van de administratie, door middel van een gebruikersnaam en een wachtwoord.

§ 4. De beheerder van deze gegevens is de Administratie. De in paragraaf 1 bedoelde betrokken personen zijn kandidaat-auditors en auditors. In het geval van een rechtspersoon is er geen sprake van een betrokken persoon.

**Art. 5.** De administratie kan andere dan persoonsgegevens uit audits en studies gebruiken voor statistische en openbare informatiedoeleinden.

Het rapport en de gecodeerde informatie worden samen gebruikt om statistische analyses, kaarten of rapporten te produceren die nodig zijn voor de opdrachten van de administratie. Ze kunnen ook worden doorgestuurd naar elke dienst van de administratie, specifiek met het oog op het verlenen van subsidies of het afgeven van vergunningen of adviezen, op gemotiveerd verzoek van de dienst in kwestie.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van de dienstverleners**Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 6.** Dienstverleners worden erkend op basis van de in dit hoofdstuk bedoelde voorwaarden en procedure.

De dienstverlener is volledig onafhankelijk in de uitvoering van zijn opdrachten; hij doet geen commerciële voorstellen met betrekking tot de aanbevelingen van de audits of studies die voor de begunstigde zijn uitgevoerd, met betrekking tot een leverancier van energie, apparatuur of werken, gedurende de hele periode van zijn erkenning.

**Art. 7.** De maximale erkenningsduur voor een dienstverlener is vijf jaar.

Als de erkenning wordt verlengd, is de verlengingsperiode vijf jaar.

De erkenning of de verlenging ervan wordt van kracht op de datum van kennisgeving van het besluit waarbij de erkenning wordt verleend.

De erkenning kan niet worden overgedragen of afgestaan.

**Art. 8.** Wanneer een dienstverlener niet langer een auditor heeft die is geïdentificeerd als een "auditor"-contactpersoon in een vaardigheid die overeenkomt met zijn erkenning, kan hij zijn erkenning behouden maar verliest hij het recht om deze uit te oefenen. Dit recht om de praktijk uit te oefenen wordt hersteld zodra het weer beschikt over een gecertificeerde auditor in een vaardigheid die overeenkomt met zijn erkenning, aangeduid als het "auditor"-contact.

**Art. 9.** § 1. De administratie analyseert de dossiers voor de aanvragen, verlenging of intrekking van de erkenning. Wanneer een dossier complexe technische, economische of juridische aspecten heeft die haar niveau van deskundigheid te boven gaan, kan zij een beroep doen op de diensten van elke consultant die zij nodig acht, met inachtneming van de regels van vertrouwelijkheid en neutraliteit.

§ 2. Als de administratie de aanvragende dienstverlener om aanvullende informatie vraagt, heeft deze dertig dagen de tijd om zijn dossier aan te vullen. Als de kandidaat-dienstverlener aan het einde van deze periode geen volledig dossier heeft ingediend bij de administratie, wordt de erkenningsaanvraag afgesloten en het dossier gesloten.

§ 3. De administratie beslist over de aanvraag tot erkenning of de verlenging ervan en stelt de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier in kennis van haar beslissing.

Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Administratie, kan beroep worden ingesteld bij de Minister. De Minister beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep om uitspraak te doen. Het beroep heeft geen schorsende kracht.

§ 4. De Minister kan de voorwaarden voor het aanvragen van een consultant, bedoeld in § 1, nader bepalen.

**Art. 10.** De administratie publiceert een lijst van erkende dienstverleners en werkt deze bij. Door het simpele feit dat hij erkend is, geeft de dienstverlener de administratie toestemming om de volgende informatie te publiceren:

- 1° de naam, het logo en de rechtsvorm van de onderneming ;
- 2° een omschrijving van de activiteit van de onderneming;
- 3° de telefoonnummer.
- 4° het e-mailadres ;
- 5° de erkende thema's en geldigheidsdata ;
- 6° de auditors verbonden aan de dienstverlener, de gecertificeerde vaardigheden en de geldigheidsdata;
- 7° de statistische informatie over de geproduceerde dossiers, zoals jaar, onderwerp, type, aantal of status.

De dienstverlener kan te allen tijde verzoeken om correctie van de gepubliceerde gegevens.

De administratie behoudt te allen tijde een modererende rol waardoor zij ongepaste of foutieve inhoud kan verwijderen die door een dienstverlener is gepubliceerd in de hulpmiddelen tools die door de administratie beschikbaar zijn gesteld.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van de erkenning*

**Art. 11.** De erkenning als dienstverlener op de gebieden die onder dit besluit vallen, kan worden aangevraagd door elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die energieadviesdiensten verleent aan ondernemingen en gemeenschappen. Ze moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° minder dan drie jaar voor de indiening van de erkenningsaanvraag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een besluit tot erkenningsintrekking bedoeld in het aangevraagde thema.

2° voldoen aan de algemene toegangsvoorwaarden vermeld in dit hoofdstuk;

De Minister kan naast de voorwaarden, bedoeld in het eerste lid, aanvullende voorwaarden vaststellen om de kwaliteit van de diensten van dienstverleners te waarborgen.

**Art. 12.** De dienstverlener die erkend wil worden, dient een erkenningsaanvraag in via het digitale platform, inclusief :

1° alle contactgegevens en informatie over de onderneming zoals naam, rechtsvorm, postadres, kruispuntbanknummer, e-mailadres en telefoonnummer;

2° een attest bankidentiteit (RIB) van de bank die de bankrekening beheert voor de betaling van subsidies. Dit attest moet minstens het rekeningnummer (IBAN-formaat) en de BIC-code, de naam, voornaam en adres van de rekeninghouder(s), de datum waarop de rekening werd geopend, de datum waarop het attest werd afgedrukt en een authenticiteitscode (echtheid van het attest) bevatten;

3° voorlegging van een attest van afwezigheid van schulden aan het Waals Gewest of van een solvabiliteitsattest dat dateert van minder dan drie maanden voor de indiening van de aanvraag;

4° een ondertekende verklaring op erewoord, waarin wordt bevestigd dat de dienstverlener en de auditors die voor zijn rekening diensten uitvoeren hun opdrachten overeenkomstig artikel 6 uitvoeren in de audits en studies waarvoor een subsidieaanvraag is ingediend;

5° een inventaris van de middelen die de dienstverlener ter beschikking stelt van de auditors om de naleving van de AMUREBA-methodologie te garanderen bij het uitvoeren van zijn audits en energiestudies, zoals meetapparatuur of specifieke software;

6° een ondertekende verklaring op erewoord waarbij de juistheid van de verstrekte informatie wordt bevestigd

7° een beschrijving van de activiteiten van de onderneming met betrekking tot de diensten waarop dit besluit betrekking heeft.

De Regering kan de inhoud van het dossier i.v.m. de aanvraag om erkenning nader bepalen.

De erkenningsaanvraag kan door de aanvrager worden ingediend als het dossier alle gevraagde bewijsstukken bevat. Er wordt een ontvangstbevestiging van het dossier naar de dienstverlener gestuurd.

Met betrekking tot punt 5°, eerste lid, bepaalt de AMUREBA-methodologie, afhankelijk van het soort prestaties, over welke minimummiddelen de dienstverlener moet beschikken.

Elke wijziging in deze informatie die een negatieve invloed zou kunnen hebben op de kwaliteit van de dienstverlening, wordt binnen 30 dagen naar de administratie gestuurd.

**Art. 13.** De administratie weigert een erkenningsaanvraag als :

1° de gevraagde en verstrekte bewijsstukken niet voldoen aan artikel 12 of ontoereikend worden geacht om de kwaliteit en de neutraliteit van de dienstverlening van de auditor te waarborgen;

2° als de activiteit van de aanvrager niet valt binnen het activiteitsdomein van de dienstverlening in deze tekst.

#### *Afdeling 3. — Voorwaarden voor de verlenging van de erkenning*

**Art. 14.** Alle aanvragen voor verlenging van de erkenning moeten worden ingediend via het digitale platform.

De hernieuwingsaanvraag wordt ingediend, uiterlijk vijftien dagen voor de vervaldatum van de erkenning. Indien van toepassing wordt de erkenning voorlopig verlengd tot de administratie een uitspraak heeft gedaan over de verlengingsaanvraag, en voor maximaal 6 maanden.

Als er geen aanvraag voor verlenging wordt ingediend of als de aanvraag voor verlenging van de erkenning wordt geweigerd, mag de dienstverlener geen nieuwe subsidieaanvraag meer indienen, maar mag hij, als hij nog steeds beschikt over een gecertificeerde auditor met de juiste vaardigheden, de reeds door de administratie aanvaarde dossiers aanvullen.

De informatie en documenten die moeten worden ingediend als onderdeel van een aanvraag voor verlenging van de erkenning zijn identiek aan de informatie en documenten die vereist zijn voor initiële erkenning en die worden beschreven in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

#### *Afdeling 4. — Intrekking van de erkenning en administratieve sancties*

**Art. 15.** § 1. De administratie stelt de dienstverlener per e-mail op de hoogte als zij het volgende vaststelt :

1° het niet naleven van de AMUREBA-methodologie in verschillende audits of studies;

2° het niet voldoen aan de voorwaarden van onafhankelijkheid of neutraliteit die vereist zijn voor de toekenning van een erkenning;

3° het niet naleven van de erkenningsvoorwaarden, die gedurende de hele erkenningsperiode moeten worden gehandhaafd;

4° een usurpatie van de verleende erkenning ;

5° een oneerlijke, misleidende of onrechtmatige praktijk in verband met de erkenning of een ander element van dit besluit.

§ 2. In de in paragraaf 1 bedoelde informatie wordt vermeld :

1° de vastgestelde tekortkomingen;

2° in voorkomend geval, alle relevante audit- of studierapporten;

3° de eventueel overwogen sanctie;

4° de datum van het verhoor waarin de auditor, in voorkomend geval vergezeld van een persoon naar keuze, verzocht wordt zijn opmerkingen mede te delen;

5° de wijze waarop de dienstverlener het volledige dossier betreffende de tekortkomingen die hem worden verweten kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt.

§ 3. Na de hoorzitting beslist de administratie ofwel om het incident af te sluiten zonder gevolgen voor de dienstverlener, ofwel om een waarschuwing te geven, ofwel om de erkenning in te trekken op de datum van hun beslissing.

In het geval van § 1, 1°, kan geen beslissing tot intrekking worden genomen indien de dienstverlener niet het voorwerp is geweest van ten minste één waarschuwing in de 2 jaar voorafgaand aan de brief bedoeld in § 1, eerste lid.

De Minister stuurt zijn beslissing aan de dienstverlener binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Tegelijkertijd informeert het de auditors die verbonden zijn aan de gesanctioneerde dienstverlener.

De Inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen is bevoegd voor het nemen van de beslissing, bedoeld in het eerste lid.

Tegen de in lid 1 bedoelde administratieve beslissing kan binnen dertig dagen na kennisgeving van het besluit beroep worden ingesteld bij de Minister. De Minister beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep om uitspraak te doen. Het beroep heeft geen schorsende kracht.

**Art. 16.** § 1. Als een erkenning wordt ingetrokken, worden de lopende dossiers in hun huidige vorm gesloten en wordt het aandeel van de begunstigden aan hen teruggegeven. De dienstverlener kan geen aanspraak maken op inning van de toegekende bedragen, aandeel en subsidie, op deze afgesloten dossiers.

De Minister kan de modaliteiten voor de toepassing van het eerste lid nader bepalen.



§ 2. In geval van usurpatie van erkenning, gebrek aan neutraliteit of onafhankelijkheid overeenkomstig artikel 15, § 1, of het gebruik van een oneerlijke, misleidende of bedrieglijke praktijk, kan de administratie eisen dat de dienstverlener die in gebreke blijft de ontvangen subsidies terugbetaalt.

De terugbetaling stemt overeen met het bedrag van alle subsidies waarop dit besluit betrekking heeft en waarvoor betalingen werden ontvangen over een periode die aanvangt zes maanden voor de datum van de in artikel 13, § 1, bedoelde vaststelling en die eindigt op de datum van de in lid 1 bedoelde sanctie.

De Minister kan de wijze van toepassing van de terugbetaling, alsook de betalingsmodaliteiten vaststellen.

### HOOFDSTUK III. — *De Certificering van auditors*

#### *Afdeling 1. — Algemene informatie*

**Art. 17.** Auditors krijgen een certificering toegekend op basis van de voorwaarden en de procedure die in dit hoofdstuk worden beschreven. Ze kunnen worden gecertificeerd op basis van algemene of gespecialiseerde vaardigheden.

De auditor is volledig onafhankelijk in de uitvoering van zijn opdrachten; hij doet geen commerciële voorstellen met betrekking tot de aanbevelingen van de audits of studies die voor de begunstigde zijn uitgevoerd, met betrekking tot een leverancier van energie, apparatuur of werken, gedurende de hele periode van zijn certificering.

**Art. 18.** § 1 De algemene vaardigheid getuigt van het vermogen van een auditor om met nauwkeurigheid en een multidisciplinaire visie, maar met beperkte precisie, alle kwesties te begrijpen die betrokken zijn bij het verbeteren van het energieverbruik van een entiteit.

Een auditor met algemene vaardigheden is een generalistische auditor.

De vaardigheden van generalistische auditors worden uiteengezet in bijlage 1 en gevalideerd door het vaststellen van de benodigde kredieten in overeenstemming met bijlage 2 van dit besluit.

§ 2. De specialisatievaardigheid getuigt van het vermogen van een auditor om binnen een beperkte reikwijdte rigoureus en accuraat om te gaan met een specifiek energievraagstuk. Op dit gebied heeft hij specifieke, zeer gespecialiseerde kennis, zowel theoretisch als praktisch.

Een auditor met specialistische vaardigheden is een gespecialiseerde auditor.

De vaardigheden van gespecialiseerde auditors worden opgenomen in bijlage 1 en gevalideerd door het vaststellen van de benodigde kredieten in overeenstemming met bijlage 2 van dit besluit.

**Art. 19.** De certificeringsduur van een auditor bedraagt vijf jaar, of één jaar in het geval van een tijdelijke certificering.

Als de certificering of tijdelijke certificering wordt verlengd, bedraagt de verlengingsperiode vijf jaar.

De certificering of haar verlenging begint te lopen vanaf de kennisgeving van de beslissing waarbij de certificering wordt verleend.

De certificering kan niet worden overgedragen of afgestaan.

**Art. 20.** Een kandidaat-auditor moet geïdentificeerd zijn als de "auditor"-contactpersoon voor een dienstverlener op het digitale platform om een aanvraag voor certificering te kunnen indienen. De betrokken dienstverlener moet erkend zijn op het gebied dat relevant is voor de gevraagde vaardigheid.

Wanneer een auditor niet langer wordt geïdentificeerd als de "auditor"-contactpersoon voor ten minste één dienstverlener in een onderwerp dat overeenkomt met zijn certificering, kan hij zijn certificering behouden, maar verliest hij het recht om deze te gebruiken. Dit recht wordt hersteld zodra de contactpersoon opnieuw wordt geïdentificeerd als een "auditor" voor ten minste één erkende dienstverlener in een veld dat overeenkomt met de certificering in kwestie.

Wanneer een auditor zijn certificering verliest, anders dan in de gevallen bedoeld in afdeling 4 van dit hoofdstuk, worden alle lopende diensten met betrekking tot de betreffende vaardigheid en waarbij de auditor betrokken is, opgeschort in afwachting van overleg tussen de begunstigde en de dienstverlener om de dienst af te sluiten of de toewijzing van het dossier aan een andere auditor met de juiste competentie, zonder dat dit van invloed is op de termijn die is toegekend bij de toekenning van de subsidie.

**Art. 21.** § 1. De administratie analyseert de dossiers voor de aanvragen, verlenging of intrekking van de certificering. Wanneer een dossier complexe technische, economische of juridische aspecten heeft die haar niveau van deskundigheid te boven gaan, kan zij een beroep doen op de diensten van elke consultant die zij nodig acht, met inachtneming van de regels van vertrouwelijkheid en neutraliteit.

§ 2. Als de administratie de kandidaat-auditor om aanvullende informatie vraagt, heeft deze dertig dagen de tijd om zijn dossier aan te vullen.

Als de kandidaat-dienstverlener aan het einde van deze periode geen volledig dossier heeft ingediend bij de administratie, wordt de certificeringsaanvraag afgesloten en het dossier gesloten.

§ 3. De administratie neemt een beslissing over de certificeringsaanvraag of de verlenging ervan en stelt de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier op de hoogte van haar beslissing. De administratie analyseert of de aanvraag in aanmerking komt en stelt de aanvrager binnen 30 dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier in kennis van zijn beslissing.

Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Administratie, kan beroep worden ingesteld bij de Minister. De Minister beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep om uitspraak te doen. Het beroep heeft geen schorsende kracht.

§ 4. De Minister kan de voorwaarden voor het aanvragen van een consultant, bedoeld in § 1, nader bepalen.

**Art. 22.** De lijst van de gecertificeerde auditors wordt door de administratie bekendgemaakt en bijgehouden. Door eenvoudigweg een aanvraag voor certificering in te dienen, geeft de auditor de administratie de toestemming om, als certificering wordt toegekend, de volgende informatie te publiceren die de auditor in het digitale platform heeft ingevoerd of die automatisch door het digitale platform wordt gegenereerd op basis van de informatie die door de auditor is verstrekt:

1° de naam, de voornaam;

2° de telefoonnummer.

- 3° de gecertificeerde vaardigheden en geldigheidsdata;
  - 4° de dienstverleners waarvoor hij als auditor is geregistreerd en de overeenkomstige e-mailadressen;
  - 5° de statistische informatie over de geproduceerde dossiers, zoals jaar, onderwerp, type, aantal of status.
- De dienstverlener kan te allen tijde verzoeken om correctie van de gepubliceerde gegevens.

De administratie behoudt te allen tijde een modererende rol waardoor zij ongepaste of foutieve inhoud kan verwijderen die door een dienstverlener is gepubliceerd in de hulpmiddelen die door de administratie beschikbaar zijn gesteld.

#### *Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van de certificering*

**Art. 23.** De vaardigheden waarvoor certificering kan worden aangevraagd, worden gedefinieerd in bijlage 1. De specifieke toegangsvoorwaarden voor elke certificering worden uiteengezet in bijlage 1 bij dit besluit.

**Art. 24. § 1.** De certificering als auditor kunnen verkregen worden door elke natuurlijke persoon die minstens de volgende voorwaarden vervult :

1° houder zijn van één van de diploma's toegelaten door artikel 25 of het bewijs leveren van minstens drie jaar beroepservaring in het bekwaamheidsdomein of de bekwaamheidsdomeinen gevraagd in de vorm van een werkgeversattest, voltooide rapporten of geldige certificering voor een activiteit gelijkaardig aan de AMUREBA-diensten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaams Gewest of een andere lidstaat van de Europese Unie;

2° minder dan vijf jaar voor de indiening van de certificeringsaanvraag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot certificeringsintrekking in de vaardigheid die overeenstemt met de aangevraagde certificering.

3° niet minder dan twee jaar voor de indiening van de aanvraag tot verlenging geweigerd zijn de certificering te verlengen in de vaardigheid die overeenstemt met de aangevraagde certificering;

4° voldoen aan de algemene toelatingsvoorwaarden bepaald in dit hoofdstuk en aan de bijzondere toelatingsvoorwaarden bepaald voor elke vaardigheid in bijlage 1;

5° een geldig opleidingsattest in de AMUREBA-methodologie hebben.

In het eerste lid, 1°, valideert de administratie de bewijskracht van de voorgelegde documenten.

§ 2. De opleiding bedoeld in paragraaf 1, 5°, bestaat uit een presentatie en uitleg van de AMUREBA-methodologie vergezeld van theoretische en praktische oefeningen.

De opleiding duurt minimaal drie dagen. Het wordt georganiseerd door de administratie of haar afgevaardigde.

Aan het einde van de opleiding geeft de administratie een getuigschrift uit als de auditor de hele opleiding heeft gevolgd. Het getuigschrift voor het volgen van de opleiding heeft een geldigheidsduur van 5 jaar.

De auditor kan de geldigheidsduur van het getuigschrift met nog eens 5 jaar verlengen door een aanvullende opleiding van minstens één dag te volgen. Deze opleiding wordt georganiseerd door de administratie of haar afgevaardigde en heeft betrekking op ontwikkelingen in de methodologie of een diepgaander onderzoek van de elementen waarnaar wordt verwezen in het eerste lid.

De minister kan de inhoud van de opleiding specificeren en bepalen hoe de opleiding wordt georganiseerd.

**Art. 25.** De diploma's die toegang geven tot een certificering zijn :

1° een masterdiploma burgerlijk ingenieur ;

2° een masterdiploma architectuur;

3° een masterdiploma wetenschappen industrieel ingenieur;

4° een masterdiploma bio-ingenieur;

5° elk ander diploma dat gelijkwaardig is aan de diploma's bedoeld in 1° tot 4° en erkend is door een lidstaat van de Europese Unie.

De minister kan andere masterdiploma's op het gebied van energie en energie-efficiëntie vaststellen die toegang geven tot een certificering.

**Art. 26.** De auditor die erkend wil worden, dient een certificeringsaanvraag in via het digitale platform, inclusief :

1° naam, voornaam, e-mailadres, telefoonnummer en beroep ;

2° een kopie van het vereiste diploma of een ander document waaruit blijkt dat je ten minste drie jaar ervaring hebt in de gevraagde vaardigheid;

3° een actueel curriculum vitae;

4° een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de kandidaat zijn opdracht overeenkomstig artikel 17 zal uitvoeren voor de volledige duur van de uitoefening van de gecertificeerde vaardigheden;

5° een kopie van de bewijsstukken van de ervaring en de opleiding van de aanvrager, met inbegrip van de opleiding die vereist is om de gevraagde certificering te behalen, en elk ander ontvankelijk document dat de aanvrager in staat stelt om aanspraak te maken op het minimumquotum aan kredieten voor de certificering van elke aangevraagde vaardigheid. Bijlage 2 beschrijft de methode die is gebruikt om kredieten te berekenen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt de minimaal vereiste kennis voor elke vaardigheid weergegeven in bijlage 1.

De certificeringsaanvraag kan door de aanvrager worden ingediend als het dossier alle gevraagde bewijsstukken bevat. Er wordt een ontvangstbevestiging van het dossier naar de aanvrager gestuurd.

De auditor brengt de administratie onverwijld op de hoogte van elke wijziging in de meegedeelde gegevens.

De inhoud van het dossier voor de aanvraag van certificering kan door de Minister worden bepaald en aangevuld.

**Art. 27.** Alle certificeringsaanvragen worden geanalyseerd op basis van de informatie in de certificeringsaanvraag en de methode beschreven in bijlage 2. De kwaliteit en geschiktheid van de verstrekte bewijsstukken worden onderzocht op basis van de naleving van de minimale kwaliteitscriteria voor audits en studies waarnaar wordt

verwezen in bijlage 4 of de naleving van de AMUREBA-methodologie, de technische relevantie van de analyses, de aanbevelingen van de auditor en de geschiktheid van de opleiding en certificering die de auditor heeft ontvangen voor de vereiste vaardigheden.

**Art. 28.** De administratie weigert een certificeringsaanvraag als :

1° het minimum aantal kredieten voor de certificering van elke gevraagde vaardigheid niet bereikt is, volgens de methodologie voorgesteld in bijlage 2 en indien de aanvrager niet voldoet aan de voorwaarden voor tijdelijke certificering overeenkomstig artikel 29 ;

2° de gevraagde en verstrekte bewijsstukken niet voldoen aan artikel 26 of ontoereikend worden geacht om de kwaliteit en de neutraliteit van de dienstverlening van de auditor te waarborgen;

**Art. 29.** Een certificering wordt toegekend in de volgende gevallen :

1° indien aan de kandidaat nooit een certificering in het kader van dit besluit werd toegekend; of

2° wanneer de kandidaat geen bewijs kan voorleggen dat artikel 26, 5° valideert; of

3° als bij de laatste certificering van de aanvrager de certificering werd ingetrokken of de verlenging ervan werd geweigerd voor de gevraagde vaardigheden.

Een tijdelijk certificering mag niet worden toegekend minder dan drie jaar nadat een tijdelijk certificering is toegekend in dezelfde vaardigheid. Een auditor mag niet meer dan drie vaardigheden tegelijkertijd bezitten onder de tijdelijke certificeringsregeling.

#### *Afdeling 3. — Voorwaarden voor de verlenging van de certificering*

**Art. 30.** De verlenging van de certificering van de auditor wordt verleend mits voldaan wordt aan de certificeringsvoorwaarden zoals beschreven in afdeling 2.

Alle aanvragen voor verlenging van de certificering moeten worden ingediend via het digitale platform.

De verlengingsaanvraag wordt ingediend, uiterlijk vijftien dagen voor de vervaldatum van de certificering. In voorkomend geval wordt de certificering voorlopig verlengd tot de administratie een uitspraak heeft gedaan over de verlengingsaanvraag van de certificering, en voor maximaal 6 maanden.

Indien er geen aanvraag tot verlenging wordt ingediend binnen de voormelde periode van vijftien dagen, of indien de aanvraag tot verlenging van een auditor wordt verworpen, worden alle lopende dienstverleningen met betrekking tot de vaardigheid in kwestie en waarbij de auditor betrokken is, opgeschort in afwachting van hetzij overleg met het oog op het afsluiten van de dienstverlening tussen de begunstigde en de dienstverlener, hetzij de toewijzing van het dossier aan een andere auditor die verbonden is aan de dienstverlener en die gecertificeerd is voor deze vaardigheid, zonder dat dit een invloed heeft op de periode die werd toegekend bij de toekenning van de subsidie.

De informatie en documenten die moeten worden ingediend als onderdeel van een aanvraag voor verlenging van de certificering zijn identiek aan de informatie en documenten die vereist zijn voor initiële erkenning en die worden beschreven in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

De procedures voor het valideren of weigeren te verlengen van een certificering zijn identiek aan de procedures voor het toekennen van een certificering, zoals gespecificeerd in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

#### *Afdeling 4. — De intrekking van de certificering*

**Art. 31.** § 1. De administratie controleert de kwaliteit van de audits of studies die door de auditors worden uitgevoerd.

De administratie stelt de auditor en de dienstverlener per e-mail op de hoogte als zij het volgende vaststelt :

1° het niet naleven van de AMUREBA-methodologie in verschillende audits of studies;

2° het niet voldoen aan de voorwaarden van onafhankelijkheid of neutraliteit die vereist zijn voor de toekenning van een certificering;

3° het niet naleven van de toekenningsvoorwaarden van de certificering, die gedurende de hele certificeringsperiode moeten worden gehandhaafd;

4° een usurpatie van de verleende certificering;

5° een oneerlijke, misleidende of onrechtmatige praktijk in verband met de certificering of een ander element van dit besluit.

§ 2. In de in paragraaf 1, lid 2, bedoelde informatie wordt vermeld :

1° de vastgestelde tekortkomingen;

2° de relevante audit- of studierapporten;

3° de eventueel overwogen sanctie;

4° de datum van het verhoor waarin de auditor, in voorkomend geval vergezeld van een persoon naar keuze, verzocht wordt zijn opmerkingen mede te delen;

5° de wijze waarop de auditor het volledige dossier betreffende de tekortkomingen die hem worden verweten kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. De Administratie kan van de auditor eisen dat hij verbeteringen aanbrengt in de audits of studies waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld.

§ 3. Na de hoorzitting beslist de administratie ofwel om het incident af te sluiten zonder gevolgen voor de auditor, ofwel om een waarschuwing te geven, ofwel om de certificering in te trekken op de datum van haar beslissing.

In het geval van § 1, 1°, kan geen beslissing tot intrekking worden genomen indien de auditor niet het voorwerp is geweest van ten minste één waarschuwing in de 2 jaar voorafgaand aan de brief bedoeld in § 1, eerste lid. De administratie stuurt haar beslissing aan de auditor binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor. Tegelijkertijd informeert ze de dienstverleners die verbonden zijn aan de gesanctioneerde auditor. De Minister kan de modaliteiten voor de intrekking van de certificering nader bepalen.

Tegen de in lid 1 bedoelde administratieve beslissing kan binnen dertig dagen na kennisgeving van het besluit beroep worden ingesteld bij de Minister. De Minister beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep om uitspraak te doen. Het beroep heeft geen schorsende kracht.

**Art. 32.** Als de certificering van een auditor wordt ingetrokken, worden de lopende dossiers van deze auditor in hun huidige vorm gesloten en wordt het aandeel van de begunstigden aan hen teruggegeven. De dienstverlener kan geen aanspraak maken op inning van de toegekende bedragen, aandeel en subsidie, op deze afgesloten dossiers.

HOOFDSTUK IV. — *Diensten verleend door auditors en representatieve instellingen van ondernemingen*

**Art. 33.** De auditors voeren energieaudits of -studies uit in overeenstemming met de AMUREBA-methodologie.

In aanmerking komende audit- en studiediensten worden gedefinieerd in bijlage 3, evenals de vereiste vaardigheden van de auditor.

Een generalist in de industrie of de dienstensector mag geen algemene audit uitvoeren op een vestigingseenheid die toebehoort aan een dienstverlener met wie hij als contactauditor is of is geïdentificeerd.

**Art. 34.** Een interne auditor voert audit- en studiediensten uit zoals gedefinieerd in bijlage 3, uitsluitend op de vestigingseenheden die behoren tot zijn werkgever of tot een publiekrechtelijke rechtspersoon of een niet-commerciële organisatie waarmee zijn werkgever een overeenkomst heeft om zijn interne auditor ter beschikking te stellen voor het uitvoeren van energieaudits of studies.

Begunstigden die gebruikmaken van de diensten van een interne auditor worden beschouwd als dienstverleners in de zin van hoofdstuk 2 en moeten vóór het aanvragen van de subsidie erkend kunnen worden.

Voor begunstigden die publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële organisaties zijn, komen dienstverleningen van een interne auditor niet in aanmerking voor een subsidieaanvraag.

De minister kan de diensten die beschikbaar zijn voor interne auditors aanvullen of specificeren, binnen de grenzen van de in aanmerking komende diensten die in bijlage 3 zijn gedefinieerd.

**Art. 35.** Onder de verantwoordelijkheid en controle van een auditor leveren de representatieve instellingen van ondernemingen ondersteunende diensten aan bedrijven als onderdeel van hun energietransitie, met name door middel van communicatie, advies en de bundeling en publicatie van rapporten over energie-efficiëntie en het koolstofvrij maken van hun energiebehoeften.

*Afdeling 6. — Toekenning en uitbetaling van de subsidies*

*Afdeling 1. — Algemene informatie*

**Art. 36.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten en in overeenstemming met dit hoofdstuk wordt een subsidie toegekend voor een audit of studie van een vestigingseenheid in het Waals Gewest.

**Art. 37.** De cumulatie van de subsidie ingevoerd bij dit besluit met andere subsidies of premies is enkel mogelijk op voorwaarde dat de totale som van de toegekende subsidies 100 percent van het totaalbedrag van de in dit besluit in aanmerking genomen kosten niet overschrijdt.

Wanneer het totaalbedrag van de door andere subsidieverlenende instanties toegekende subsidies, gecombineerd met de subsidies uit hoofde van dit besluit, honderd procent van het bedrag van de in aanmerking komende kosten inclusief btw bereikt, vereffent de administratie de bedragen tot het maximumbedrag dat het mogelijk zou maken om honderd procent van de in aanmerking komende kosten te bereiken. Als de aanvrager de btw kan terugvorderen, vereffenen de administratie de subsidies die zijn berekend op basis van bedragen exclusief btw.

De aanvragers moeten bij hun aanvraag alle bewijsstukken voegen die nodig zijn om de door andere entiteiten gesubsidieerde posten en het bedrag van hun bijdrage te identificeren.

**Art. 38.** Bij de eerste steunaanvraag wordt er een elektronisch portfolio aangemaakt op naam van de begunstigde om de elektronische verwerking van deze aanvragen mogelijk te maken.

**Art. 39.** Bij begunstigden die een publiekrechtelijke rechtspersoon of een niet-commerciële instelling zijn, moet de auteur van de audits en studies die onder een subsidie vallen, de regelgeving inzake overheidsopdrachten naleven.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van subsidies*

**Art. 40.** In aanmerking komende diensten worden gedefinieerd in bijlage 3.

Audits en onderzoeken worden uitgevoerd door gecertificeerde auditors in de betreffende vaardigheid, overeenkomstig de bijlage 1 en 3, en voldoen aan de AMUREBA-methodologie.

Audits worden uitsluitend uitgevoerd op bestaande gebouwen of technische installaties.

**Art. 41.** Audits en onderzoeken moeten al eerder zijn uitgevoerd om in aanmerking te komen, met uitzondering van globale audits en audits van het energiepotentieel.

De in het eerste lid bedoelde anterioriteitsvoorwaarden zijn:

1° Gedeeltelijke audits of jaarlijkse opvolgingsaudits mogen enkel worden uitgevoerd als de begunstigde een recente globale audit heeft laten uitvoeren volgens de AMUREBA-methodologie;

2° Diensten i.v.m. haalbaarheidsstudies kunnen enkel worden uitgevoerd als de begunstigde beschikt over een recente, volledige, gedeeltelijke of jaarlijkse audit, uitgevoerd volgens de AMUREBA-methodologie;

3° De bijstand voor het beheer van projecten kunnen enkel worden uitgevoerd als de begunstigde beschikt over een recente haalbaarheidsstudie voor hetzelfde project, uitgevoerd volgens de AMUREBA-methodologie;

4° Prestatiemonitoringsaudits mogen enkel worden uitgevoerd als de begunstigde beschikt over prestatie-indicatoren en -doelstellingen die specifiek zijn voor het project waarvan de prestaties worden geanalyseerd en die voor dit doel zijn vastgesteld in overeenstemming met de AMUREBA-methodologie tijdens een recente globale audit, gedeeltelijke audit of haalbaarheidsstudie met betrekking tot dezelfde entiteit.

Voor begunstigden die geen publiekrechtelijke rechtspersoon of niet-commerciële instellingen zijn, wordt een audit of studie als recent beschouwd als de datum van de eindfacturering van het verslag niet meer dan vier jaar oud is of, als er geen facturering heeft plaatsgevonden, als het auditverslag binnen vier jaar is opgesteld.

Voor begunstigden die publiekrechtelijke rechtspersonen of niet-commerciële instellingen zijn, wordt een audit of studie als recent beschouwd zolang de begunstigde geen werkzaamheden of investeringen heeft uitgevoerd die de conclusies van de audit of studie kunnen ontkrachten.

Onderzoeksdiensten die onder de anterioriteitsvoorwaarde vallen, moeten betrekking hebben op ten minste één gebied van het actieplan dat eerder is geïdentificeerd als onderdeel van een auditdienst.



In afwijking van het tweede lid, 2°, kan, wanneer de begunstigde een publiekrechtelijke rechtspersoon of een niet-commerciële instelling is, een gedeeltelijke gebouwenaudit worden gesubsidieerd bij gebrek aan een voorafgaande globale audit.

In afwijking van het tweede lid, 2°, kan een haalbaarheidsstudie zonder anterioriteitsvoorwaarden worden toegekend voor installaties voor de terugwinning van afvalenergie of voor een thermisch energienet in de zin van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische energiemarkt en van de thermische energienetten.

**Art. 42.** Globale audits, gedeeltelijke audits en jaarlijkse opvolgingsaudits komen niet in aanmerking voor ondernemingen die onderworpen zijn aan de verplichte globale audit krachtens het besluit van 8 september 2016, met uitzondering van ondernemingen die lid zijn van een koolstofgemeenschap.

Ondernemingen die onderworpen zijn aan een verplichte globale audit krachtens het decreet van 8 september 2016 kunnen een subsidie genieten voor diensten i.v.m. haalbaarheidsstudies, bijstand voor het beheer van projecten of prestatiegerelateerde monitoringsaudit, op voorwaarde dat ze voldoen aan de auditverplichting opgelegd door het decreet van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichte energieaudit in uitvoering van het decreet van 9 december 1993 ter bevordering van het rationeel gebruik van energie, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, en indien deze audit in haar actieplan het project vermeldt waarop de gevraagde studie betrekking heeft.

**Art. 43.** Er zullen subsidies worden toegekend voor audits en studies met betrekking tot een vestigingseenheid waarvan de oppervlakte gedeeltelijk bestemd is voor residentiële huisvesting. De geauditeerde of bestudeerde entiteit bevat geen individuele of collectieve wooneenheid van het type EPB.

In afwijking van het eerste lid komen publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële instellingen in aanmerking voor subsidie voor gebouwen die geheel of gedeeltelijk een grondoppervlakte bevatten die bestemd is voor huisvesting.

#### *Afdeling 3. — In aanmerking komende kosten en subsidiepercentages*

**Art. 44.** De subsidie wordt berekend op basis van de in aanmerking komende kosten, excl. btw.

De in aanmerking komende kosten zijn:

1° de dienstverleningen geleverd door de auditor en het personeel van de dienstverlener die nodig zijn om een energieaudit of -studie uit te voeren volgens de AMUREBA-methodologie;

2° de kostprijs van de meetapparatuur en de installatie ervan, aangekocht of gehuurd door de begunstigde, noodzakelijk voor de goede uitvoering van de studie of audit, zonder het bedrag van de dienstverlening van de auditor te overschrijden, met uitsluiting van licentie- en softwarekosten.

Voor KMO-begunstigden die onder de staatssteunregels vallen en geen lid zijn van een koolstofgemeenschap, vallen subsidies onder v Verordening (EU) nr. 1407/2831 van de Commissie van 13 december 2023 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

De minister kan andere in aanmerking komende kosten vaststellen of de in deze afdeling bedoelde in aanmerking komende kosten specificeren, indien gerechtvaardigd wordt dat deze laatste een toegevoegde waarde hebben wat de kwaliteit van de diensten betreft.

**Art. 45.** Voor elke begunstigde worden het subsidiepercentage, het maximale steunbedrag per aanvraag en het maximale aantal tegemoetkomingen per periode van vier jaar vermeld in bijlage 5.

#### *Afdeling 4. — Procedure voor het toekennen van de subsidies*

**Art. 46.** Vóór elke subsidieaanvraag selecteert de begunstigde de dienstverlener met wie de prestatie zal worden uitgevoerd.

De modelovereenkomst tussen de begunstigde van de dienst en de dienstverlener wordt automatisch gegenereerd door het digitale platform en kan vanaf dat platform worden gedownload. Het bevat minstens volgende gegevens:

1° de aard van de gevraagde subsidie ;

2° de gegevens van de begunstigde ;

3° de gegevens van de dienstverlener en de auditor(s) die de dienst zullen uitvoeren;

4° een uitvoerige omschrijving van de gevraagde dienstverlening en van de planning van de prestaties;

5° de totale kost van de dienstverlening, exclusief btw ;

6° de ondertekening van de dienstverlener of van diens wettelijke vertegenwoordiger ;

7° de handtekening van de wettelijke vertegenwoordiger van de begunstigde ;

8° de datum waarop de overeenkomst wordt gesloten.

9° de na te leven regels met betrekking tot de procedures voor de toekenning en vereffening van de subsidie.

De Minister kan de inhoud van de overeenkomst specificeren en bepalen welke aanvullende documenten moeten worden bijgevoegd.

Na ondertekening van de overeenkomst controleert de dienstverlener of de subsidieaanvraag voldoet aan de voorwaarden voor toekenning van de subsidie.

**Art. 47.** Het subsidieaanvraagdossier bevat:

1° de overeenkomst tussen de dienstverlener en de begunstigde bedoeld in artikel 46 ;

2° een document waaruit de aard van de begunstigde blijkt en het btw-stelsel waaraan hij is onderworpen. Als de begunstigde geen attest kan overleggen, kan hij een verklaring op erewoord afgeven;

3° van een aanvraag tot cheque, vooraf gegenereerd door het digitaal platform op basis van door de dienstverlener gecodeerde informatie, die door de begunstigde wordt ondertekend;

4° een kopie van de offerte van de dienstverlener, gevalideerd door de begunstigde. Deze offerte moet voldoende feitelijke informatie bevatten om het bedrag van de dienstverlening en de geschiktheid van de aanvraag voor de gevraagde subsidie te rechtvaardigen;

5° indien van toepassing, een de-minimisattest waarvan het model wordt verstrekt op het digitale platform, ingevuld en gevalideerd door de begunstigde;

6° in het geval van een dienstverlening met een anterioriteitscriterium, bewijs waaruit blijkt dat aan dit criterium wordt voldaan.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, wordt onder het type begunstigde verstaan de categorie, met name KMO, grote onderneming, publiekrechtelijke rechtspersoon, niet-commerciële instelling, orgaan dat ondernemingen vertegenwoordigt en onderneming die deel uitmaakt van een koolstofgemeenschap.

**Art. 48.** De begunstigde of de dienstverlener namens en voor rekening van de begunstigde dient vervolgens de subsidieaanvraag in via het digitale platform.

De subsidieaanvraag kan door de aanvrager worden ingediend als het aanvraagdossier alle gevraagde bewijsstukken bevat. Er wordt een ontvangstbevestiging van het dossier naar de dienstverlener en de begunstigde gestuurd.

**Art. 49.** De administratie controleert de ontvankelijkheid van de subsidieaanvraag binnen maximaal zeven dagen na de datum van indiening van de aanvraag, in voorkomend geval verlengd overeenkomstig lid 2 of 5, en stelt de begunstigde en de dienstverlener hiervan in kennis.

Als het technisch of menselijk onmogelijk is om aanvragen binnen de vereiste termijn te verwerken, kan de administratie alle ingediende steunaanvragen gedurende maximaal vijftien dagen opschorten en de begunstigde en de dienstverlener hiervan op de hoogte stellen.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, wordt het dossier geacht ontvankelijk te zijn.

Wanneer een dossier complexe technische, economische of juridische aspecten heeft die haar niveau van deskundigheid te boven gaan, kan zij een beroep doen op de diensten van elke consultant die zij nodig acht, met inachtneming van de regels van vertrouwelijkheid en neutraliteit en binnen de beschikbare kredieten.

Indien een extern advies nodig is om de aanvraag te verwerken, zal de administratie de termijn voor de verwerking van de ontvankelijkheid van het steundossier met maximaal vijftien dagen verlengen en de begunstigde en de dienstverlener hiervan op de hoogte brengen.

Als de aanvraag niet volledig is, informeert de administratie de begunstigde en de dienstverlener door middel van een verzoek om aanvullende informatie dat op het digitale platform wordt ingediend, zodat de laatste zijn subsidieaanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuwe ontvankelijkheidstoets.

Als de aanvraag niet is ingevuld en ingediend voor een nieuwe ontvankelijkheidstoets binnen maximaal dertig dagen na de datum waarop het verzoek om aanvullende informatie is verzonden, wordt de subsidieaanvraag afgesloten.

De administratie beschouwt een dossier als niet-ontvankelijk in de volgende gevallen:

1° de prestaties niet in aanmerking komende kosten dekken;

2° de begunstigde niet beantwoordt aan de definitie bedoeld in artikel 2, 5°;

3° de dienstverlener geselecteerd om de gewenste dienstverlening te verwezenlijken niet erkend is voor dit soort dienst;

4° de dienstverlener geselecteerd om de gewenste dienstverlening te verwezenlijken niet gecertificeerd is voor dit soort dienst;

5° de toekenningsvoorwaarden zijn niet vervuld;

6° de drempel van de de-minimissteun is bereikt, in voorkomend geval;

De minister kan de voorwaarden voor het aanvragen van een consultant, bedoeld in lid 4, nader bepalen.

**Art. 50.** Als de aanvraag voldoet aan de vastgelegde voorwaarden, worden de begunstigde en de betrokken dienstverlener elektronisch ingelicht dat de steun wordt toegekend op voorwaarde dat de begunstigde een betaling verricht bij de uitgever, volgens de modaliteiten die hem worden meegedeeld. Deze betaling van de begunstigde vertegenwoordigt zijn aandeel in de kosten van de door de steun gedekte diensten, in voorkomend geval.

De betaling bedoeld in het eerste lid gebeurt uiterlijk binnen de dertig dagen van de beslissing van ontvankelijkheid door de administratie.

Bij gebreke daarvan, wordt geen gevolg aan de subsidieaanvraag gegeven.

Zodra de betaling is ontvangen, worden de begunstigde en de dienstverlener op de hoogte gebracht van de betaling en wordt een elektronische cheque ter waarde van het totale bedrag van de steun en het aandeel in de elektronische portfolio van de begunstigde geplaatst. De begunstigde en de dienstverlener krijgen een ontvangstbevestiging.

Als er geen aandeel voorzien is, wordt een elektronische cheque ter waarde van het totale steunbedrag in de elektronische portfolio van de begunstigde geplaatst zodra de administratie de ontvankelijkheid heeft goedgekeurd. De dienstverlener en de begunstigde worden vervolgens op de hoogte gebracht.

Alleen diensten die na ontvangst van de in de leden 4 en 5 bedoelde kennisgevingen zijn verricht, komen in aanmerking.

#### *Afdeling 5. — De procedure voor de vereffening van de subsidies*

**Art. 51.** De dienst wordt voltooid binnen maximaal een jaar na de datum van validering van het verzoek overeenkomstig artikel 50, behalve voor bijstandsdiensten voor projectbeheer en diensten voor toezicht en controle op een koolstofverdrag voor een instelling die ondernemingen vertegenwoordigt, waarvoor een termijn van twee jaar geldt.

Als deze termijnen worden overschreden, wordt het dossier gesloten en wordt de eigen bijdrage terugbetaald aan de begunstigde.

De Minister kan deze termijnen aanpassen indien de noodzaak daartoe naar behoren is gerechtvaardigd door de ontwikkeling van de AMUREBA-methodologie of door een onvoorziene externe gebeurtenis, met name natuurrampen of maatregelen ten gevolge van een gezondheids crisis. Zij kan deze termijnen aanpassen om rekening te houden met het type begunstigde.

**Art. 52.** § 1. Aan het einde van de dienst verzendt de dienstverlener de factuur via het digitale platform of, als onderdeel van zijn interne diensten, zijn aangifte van schuldvordering, die het volgende bevat :

1° de gegevens van de erkende dienstverlener ;

2° de referentie van de cheque;

3° het totaalbedrag van de facturen exclusief btw of de aangifte van schuldvordering ;

4° een uitvoerige omschrijving van de gefactureerde diensten, met een onderscheid, in voorkomend geval, tussen de diensten verricht in het kader van de overeenkomst en de diensten die buiten de overeenkomst vallen;

5° de totale kostprijs (exclusief btw) van de door de begunstigde aangekochte of gehuurde meetapparatuur, vergezeld van een gedetailleerde beschrijving;

6° de datum van de aangifte van schuldvordering;

De dienstverlener voegt ook :

1° het audit- of studieverslag met betrekking tot de dienstverlening en conform de AMUREBA-methodologie. De administratie kan vragen om technische, energie- of financiële informatie die is afgeleid van de conclusies van de audit of studie te coderen op het platform;

2° het activiteitenverslag met betrekking tot de levering van de dienst, automatisch gegenereerd door het platform, dat moet worden ondertekend door de wettelijke vertegenwoordiger(s) van de dienstverlener en de begunstigde. Het verklaart dat het audit- of studierapport ontvankelijk is voor de begunstigde.

De Minister kan andere te verstrekken documenten vaststellen of de in lid 2 bedoelde documenten specificeren.

Als een deel van de diensten die onder de overeenkomst vallen, wordt uitgevoerd, zal de dienstverlener dit vermelden en zijn facturering dienovereenkomstig aanpassen. Het bedrag kan door de administratie worden aangepast afhankelijk van de daadwerkelijk uitgevoerde en in het audit- of studierapport geregistreerde in aanmerking komende diensten.

§ 2. Via het digitale platform valideert de begunstigde binnen veertien dagen de facturen of de aangifte van schuldvordering en controleert hij of het prestatierapport van de dienstverlener en het audit- of studierapport overeenkomen met de rapporten die hij eerder heeft gevalideerd. Als dit niet het geval is, worden alle door de dienstverlener verzonden documenten geacht te zijn gevalideerd door de begunstigde.

Als de begunstigde de dienst via het digitale platform binnen twee weken ongeldig verklaart, wordt het dossier opgeschort totdat het geschil tussen de begunstigde en de dienstverlener is opgelost.

§ 3. § 3. De Administratie gaat de ontvankelijkheid van de aanvraag om betaling na binnen een maximum termijn van veertig dagen.

Als het technisch of menselijk onmogelijk is om dossiers binnen de vereiste termijn te verwerken, kan de administratie alle ingediende steunaanvragen gedurende maximaal vijftien dagen opschorten en de begunstigde en de dienstverlener hiervan op de hoogte stellen.

Bij gebrek aan validatie binnen de voorgeschreven termijn, wordt het dossier geacht ontvankelijk te zijn. Automatische validatie van het dossier wordt niet beschouwd als validatie door de administratie van de methodologische kwaliteit van de dienst. In deze situatie behoudt de administratie het recht om het audit- of studieverslag in te zien gedurende de hele geldigheidsperiode, zoals gedefinieerd in artikel 41.

Wanneer een dossier complexe technische, economische of juridische aspecten heeft die haar niveau van deskundigheid te boven gaan, kan de administratie een beroep doen op de diensten van elke consultant die zij nodig acht, met inachtneming van de regels van vertrouwelijkheid.

Indien een extern advies nodig is om de aanvraag te verwerken, zal de administratie de termijn voor de verwerking van de ontvankelijkheid van het steundossier met maximaal vijftien dagen verlengen en de begunstigde en de dienstverlener hiervan op de hoogte brengen.

Als de aanvraag niet volledig is, informeert de administratie de begunstigde en de dienstverlener door middel van een verzoek om aanvullende informatie dat op het digitale platform wordt ingediend, zodat de laatste zijn vereffeningsaanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuwe ontvankelijkheidstoets.

Als de aanvraag niet is ingevuld en ingediend voor een nieuwe ontvankelijkheidstoets binnen maximaal dertig dagen na de datum waarop het verzoek om aanvullende informatie is verzonden, wordt de subsidieaanvraag afgesloten.

De Administratie weigert de betaling van een dossier als:

1° de verrichte diensten niet overeenkomen met de diensten bedoeld in het aanvraagdossier, in voorkomend geval, ondanks de verstrekte bijkomende informatie;

2° de diensten werden, zelfs gedeeltelijk, uitgevoerd vóór de verzending van de kennisgeving van ontvangst van het aandeel bedoeld in artikel 50;

3° in voorkomend geval wordt de drempel van de de-minimissteun bereikt;

De minister kan de voorwaarden voor het aanvragen van een consultant, bedoeld in lid 4, nader bepalen.

§ 4. Facturen of de aangifte van schuldvordering exclusief btw worden alleen betaald via de elektronische portfolio voor het toegekende steunbedrag en, indien van toepassing, het aandeel van de begunstigde.

De Administratie verzoekt bij de uitgever om de betaling op de bankrekening van de dienstverlener van de gevalideerde elektronische cheques.

De uitgever betaalt de dienstverlener binnen maximum vijftien dagen na de validatie van de betaling door de administratie.

**Art. 53.** Als het eindbedrag van de prestatie exclusief btw lager is dan het bedrag vermeld in de dienstverleningsovereenkomst bedoeld in artikel 46, dan wordt het bedrag van de elektronische cheque aangepast door de administratie om overeen te komen met het definitief bedrag.

De uitgever van de cheques betaalt aan de dienstverlener het eindbedrag en betaalt aan de begunstigde het te veel geïnde bedrag terug van de bijdrage die oorspronkelijk gestort werd binnen maximum vijftien dagen na de validering van de betalingsopdracht door de administratie.

Zodra de betaling is gedaan, worden de begunstigde en de dienstverlener op de hoogte gebracht van de betaling en wordt het dossier gesloten.

**Art. 54.** De administratie zullen een steekproef van de geleverde diensten analyseren om de naleving van dit besluit te controleren. De steekproef van gecontroleerde diensten vertegenwoordigt transacties van verschillende aard en omvang, evenals geïdentificeerde risicofactoren.

De niet-naleving van de bij of krachtens dit besluit opgelegde verplichtingen, die wordt vastgesteld in het kader van de in het vorige lid bedoelde controle, kan aanleiding geven tot de correcties, sancties of terugbetaling bedoeld in afdeling 4 van hoofdstuk 2 voor dienstverleners en afdeling 4 van hoofdstuk 3 voor auditors.

*Afdeling 6.* — De specifieke kenmerken van subsidies voor ondernemingen die lid zijn van een koolstofgemeenschap en representatieve instellingen van ondernemingen

**Art. 55.** De begunstigden die in aanmerking komen voor subsidies in het kader van deze afdeling zijn :

- 1° bedrijven die lid zijn van een koolstofgemeenschap ;
- 2° ondernemingen die stappen hebben ondernomen om lid te worden van een koolstofgemeenschap;
- 3° representatieve instellingen van ondernemingen :

**Art. 56.** Audits en studies uitgevoerd door een interne auditor van een onderneming die lid is van een koolstofgemeenschap zullen worden gesubsidieerd binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, overeenkomstig bijlage 5.

De vereiste kwalificaties van interne auditors om deze diensten uit te voeren worden bepaald in de bijlagen 1 en 3.

**Art. 57.** De representatieve instellingen van ondernemingen komen in aanmerking voor een subsidie, overeenkomstig bijlage 5, voor de volgende diensten:

1° interne diensten geleverd door de representatieve instellingen van ondernemingen en facturen van externe dienstverleners met betrekking tot de voorbereiding van de begeleiding en de opvolging het toezicht op en de monitoring van een koolstofgemeenschap ;

2° interne diensten geleverd door representatieve instellingen van ondernemingen en facturen van externe dienstverleners met betrekking tot het leveren van diensten ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van het gebruik van hernieuwbare energie en energie uit afval die betrekking hebben op een aantal bij de instellingen aangesloten ondernemingen die een aanzienlijke hoeveelheid van het energieverbruik van de sector vertegenwoordigen.

#### HOOFDSTUK 6. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen.*

**Art. 58.** In het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen, worden de volgende wijzigingen aangebracht

- a) de punten 3 en 10 van artikel 2 worden opgeheven;
- b) artikel 2, 4°, wordt vervangen als volgt: "4° audit : de audit zoals bedoeld in artikel 2, 28°, van het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentieële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik";
- c) in artikel 3, lid 1, worden de woorden "het uitvoeren van haalbaarheidsvoorstudies, audits," geschrapt;
- 3° in paragraaf 3, eerste lid, 3°, worden de woorden "de audits, studies of " geschrapt;
- e) in artikel 3, eerste lid, 4°, worden de punten a) en b) geschrapt;
- f) in de titel van hoofdstuk 4, worden de woorden "studies, audits," geschrapt;
- g) de artikelen 7 tot 8 worden opgeheven;
- h) In artikel 10, derde lid, wordt punt 1° opgeheven;
- 3° in paragraaf 11, § 1, eerste lid, worden de woorden "audits, haalbaarheidsvoorstudies en " geschrapt;
- j) in artikel 11, § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "voor het uitvoeren van een haalbaarheidsvoorstudie van een investering gericht op het uitvoeren van werkzaamheden ter verbetering van de energieprestatie van het gebouw" geschrapt ;
- k) In artikel 11, § 1, eerste lid, wordt punt 2° opgeheven;
- l) in artikel 13, § 1, worden de woorden "voor energie-audits, pre-haalbaarheidsstudies voor investeringen in werkzaamheden ter verbetering van de energie-efficiëntie of " geschrapt;
- m) in artikel 15, § 1, tweede lid, worden de woorden "de studies of audits," geschrapt;
- n) in artikel 15 wordt § 2 geschrapt;
- o) Hoofdstuk 7 wordt opgeheven.

**Art. 59.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector, wordt opgeheven.

**Art. 60.** Voor erkenningen verleend in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector, wordt elke auditor die houder is van een erkenning die hieronder is vermeld, geacht een certificering te hebben gekregen in de overeenkomstige vaardigheid voor de resterende periode van zijn erkenning die geldig is op de datum van toepassing van dit besluit:

- 1° de vaardigheid "gebouwen" wordt "generalist tertiair";
- 2° de vaardigheid "verlichting" wordt "verlichtingsspecialist";
- 3° de vaardigheid "industriële processen" wordt "specialist industriële nutsvoorzieningen";



4° de vaardigheid "productie van hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling" wordt de volgende vaardigheden: "specialist hernieuwbare energie en afvalwarmte", "specialist hernieuwbare elektriciteit" en "specialist warmtekrachtkoppeling".

De combinatie van vaardigheden op het gebied van "industriële processen" en "productie van hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling" wordt "generalist industrie", op voorwaarde dat de auditor de door de administratie gevalideerde opleiding "vakovereenkomst" heeft afgerond, die niet langer dan vier jaar voor de datum van toepassing van dit besluit is gevolgd.

Als een auditor niet wil profiteren van alle vaardigheden die toegankelijk zijn onder de overgangsmaatregel, informeert hij of zij de administratie, die de toegekende certificeringen intrekken.

Auditors behouden de overeenkomstig lid 1 verleende certificeringen op voorwaarde dat zij de in artikel 24 bedoelde methodologieopleiding hebben afgerond binnen een termijn van maximaal een jaar na de inwerkingtreding van dit besluit en de organisatie van de eerste opleiding. Als dit niet gebeurt, worden de toegekende certificeringen beëindigd.

Als uitzondering op het vorige lid, hoeven gecertificeerde auditors die in de afgelopen drie jaar de driedaagse opleiding energieaudit hebben gevolgd die wordt gegeven door de Energiefacilitator voor de Industrie (URE) van het Waals Gewest in het kader van AMURE, enkel de vervolmakingopleiding te volgen waarnaar wordt verwezen in artikel 24.

Interne auditors die de in artikel 15, lid 1 bedoelde opleiding hebben gevolgd in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector en methodologieopleiding in het kader van koolstofconventies door de Facilitator van de Energie-industrie (URE) van het Waals Gewest, worden geacht een tijdelijke certificering te hebben ontvangen voor hun interne generalistische vaardigheden op de datum van toepassing van dit besluit.

**Art. 61.** Voor erkenningen verleend in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA), wordt elke auditor met een UREBA-erkenning geacht de certificering "generalist tertiair" te hebben gekregen voor de resterende duur van zijn erkenning, die geldig is op de datum van toepassing van dit besluit.

De certificering wordt van rechtswege beëindigd aan het einde van de door de Minister vastgestelde periode indien de auditor niet heeft deelgenomen aan een van de methodologieopleidingen bedoeld in artikel 24.

**Art. 62.** Door de administratie gevalideerde audits en studies uitgevoerd in het kader van het besluit van de Waalse regering van 27 februari 2014 betreffende de toekenning van subsidies aan ondernemingen en organisaties die ondernemingen vertegenwoordigen voor de verbetering van de energie-efficiëntie en de bevordering van een rationeler energiegebruik in de privésector (AMURE), om aan te tonen dat voldaan is aan de in artikel 41 bedoelde anterioriteitsvoorwaarden of om het bewijs te leveren van overtuigende ervaring waardoor een certificering als bedoeld in artikel 24 kan worden verkregen, of in het kader van het besluit van de Waalse regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) of die overeenstemmen met de minimuminhoud van de door dit besluit voorgeschreven audit, worden ontvankelijk geacht. Het recent karakter van de audit of studie, zoals bedoeld in artikel 41, blijft van toepassing.

**Art. 63.** De subsidieaanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 betreffende de toekenning van subsidies aan ondernemingen en organisaties die ondernemingen vertegenwoordigen voor de verbetering van de energie-efficiëntie en de bevordering van een rationeler energiegebruik in de privésector (AMURE) en aan het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in de artikelen 13 en volgende van het besluit van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA), wordt de audit uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het UREBA-besluit gelijkgesteld met audits uitgevoerd overeenkomstig dit besluit.

**Art. 64.** In het ministerieel besluit van 28 maart 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake energie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° in artikel 1, worden de punten 1°, 3°, 6°, 7°, 8°, 9° en 10° opgeheven;

2° in artikel 1 wordt punt 5° vervangen als volgt: "5° de KMO: de rechtspersoon zoals bepaald in artikel 2, eerste lid, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik (AMUREBA)";

3° artikel 3 wordt vervangen als volgt: "Art. 3. De cheque energie wordt toegekend volgens de voorwaarden vastgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik (AMUREBA)";

4° artikel 5 wordt vervangen als volgt: "Art. 5. Energieaudits en -studies worden uitgevoerd door auditors die gecertificeerd zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA) ;

5° artikel 8 wordt vervangen als volgt: "Art. 8. In aanmerking komende kosten en het bedrag van de cheque worden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA) ;

6° artikel 11 wordt vervangen als volgt: "Art. 11. De aanvraag om cheques energie gebeurt overeenkomstig de procedure bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA) ;

7° de artikelen 4, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14 en 15 worden opgeheven.

**Art. 65.** Artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot invoering van een verplichting tot uitvoering van energie-audits overeenkomstig het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, wordt vervangen als volgt :

" § 1 De energie-audit voldoet aan de definitie van de globale energie-audit bedoeld in artikel 2, 26, van het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA).

De controle- en strafregeling van de auditors gecertificeerd krachtens afdeling 4 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA) is van toepassing op de opdrachten die ze vervullen ter uitvoering van dit besluit.. "

**Art. 66.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2024.

In afwijking van het eerste lid stelt de Minister de datum van inwerkingtreding vast van de bepalingen inzake begunstigen van publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële instellingen, alsmede van de artikelen 58 en 61.

**Art. 67.** Naar dit besluit wordt ook verwezen met de uitdrukking "AMUREBA besluit".

**Art. 68.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

#### Bijlage 1 De vaardigheden van de auditors

De volgende vaardigheden komen in aanmerking voor certificering (type en naam) en worden geverifieerd aan de hand van de overeenkomstig bijlage 2 toegekende kredieten :

Het type	De benaming	Sub-categorieën<qa>	Minimale vaardigheidsomtrek
Generalist	Tertiair	Nihil	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de grondige kennis van gebouwen, zoals de schil, waterdichting, ventilatie, ruimteverwarming en -koeling, warm water, regelsystemen, productie, opslag en distributie van elektrische en thermische energie;</li> <li>• de algemene kennis van instrumenten met betrekking tot de energieprestaties van gebouwen, inclusief kennis van renovatiestrategieën op lange termijn;</li> <li>• de algemene kennis van verlichting, hernieuwbare elektrische energieproductie van minder dan vijfhonderd kilowatt en hernieuwbare thermische energieproductie van minder dan één megawatt.</li> </ul>
Generalist	Industrie	Nihil	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Algemene kennis van energie in de industrie, met name op de volgende gebieden:</li> <li>• de industriële processen (staal, steen, glas, chemie, papier, textiel, voedingsmiddelen, enz;)</li> <li>• de systemen voor thermische productie, transport en terugwinning;</li> <li>• de systemen voor de productie, opslag en distributie van perslucht;</li> <li>• de systemen voor de productie en distributie van stoom, thermische olie, enz;</li> <li>• de verlichting, verwarming en koeling van gebouwen ;</li> <li>• de hernieuwbare elektrische energieproductie van minder dan drie megawatt of thermische energieproductie van minder dan tien megawatt;</li> <li>• het vervoer van materiaal of mensen binnen de onderneming.</li> </ul>

Het type	De benaming	Sub-categorieën<qa>	Minimale vaardigheidsomtrek
Generalist	Intern	Nihil	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De relatieve algemene kennis die vereist is voor een interne generalist is :</li> <li>• Voor de auditor die voor een publiekrechtelijke rechtspersoon of niet-commerciële instelling werkt: dezelfde kennis als een tertiair generalist.</li> <li>• Voor een auditor die voor een andere rechtspersoon werkt, als de uitgevoerde audits voornamelijk betrekking hebben op gebouwen: dezelfde kennis als een tertiair generalist.</li> <li>• Voor een auditor die voor een andere rechtspersoon werkt, als de uitgevoerde audits voornamelijk betrekking hebben op gebouwen: dezelfde kennis als een tertiair generalist.</li> <li>•</li> </ul>
Specialiteit :	Verlichting	Nihil	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de grondige kennis van verlichting in de tertiaire of industriële sector, inclusief het beheer van visueel comfort voor gebruikers, van de regelgeving, van de normen EN12464-1 en -2 EN12193 ;</li> <li>• de vaardigheid in ten minste één simulatiesoftwarepakket zoals Dialux Evo, Relux of gelijkwaardig.</li> </ul>
Specialiteit :	Thermische energie (hernieuwbaar of afval)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Warmtepomp</li> <li>• Verbranding van biomassa</li> <li>• de Thermische zonnenergie</li> <li>• de Geothermie;</li> <li>• de Terugwinning van afvalenergie</li> <li>• Thermische opslag</li> <li>• Andere</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de diepgaande kennis in een of meer van de subcategorieën ;</li> <li>• de diepgaande kennis van de processen die betrokken zijn bij het ontwerpen, implementeren, beheren, bewaken en reguleren van thermische energienetwerken.</li> <li>• de diepgaande kennis van opslagsystemen voor thermische energie die de algehele efficiëntie van een installatie voor de productie of distributie van thermische energie optimaliseren</li> </ul>
Specialiteit :	Hernieuwbare elektriciteit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• windenergie</li> <li>• hydro-elektriciteit</li> <li>• fotovoltaïsche energie</li> <li>• groene waterstof</li> <li>• elektrische mobiliteit</li> <li>• de opslag van elektriciteit</li> <li>• Andere</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de diepgaande kennis in een of meer van de subcategorieën ;</li> <li>• diepgaande kennis van opslag, monitoring en elektriciteitsverbruik gekoppeld aan hernieuwbare elektriciteitsproductie, zoals batterijen en oplossingen voor elektrische mobiliteit, met als doel zelfverbruik te maximaliseren.</li> </ul>
Specialiteit :	Koud	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de industriële koeling</li> <li>• de commerciële koeling</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de diepgaande kennis in een of meer van de subcategorieën ;</li> <li>• diepgaande kennis van de processen die een rol spelen bij de productie, distributie, emissie, bewaking en regeling van koelenergie, en bij de terugwinning en benutting van de energie die vrijkomt bij de productie van koelingseenheden</li> </ul>
Specialiteit :	Nutsbedrijven (industriële energie - getransformeerd)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• perslucht</li> <li>• industriële elektriciteit</li> <li>• de drijvende kracht</li> <li>• industriële verwarming, verbranding</li> <li>• stoom of oververhit water</li> <li>• Andere</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de diepgaande kennis in een of meer van de subcategorieën ;</li> <li>• de diepgaande kennis van de processen die een rol spelen bij de productie, distributie, transmissie, bewaking en regulering van nutsvoorzieningen, en bij het terugwinnen en benutten van energie die vrijkomt bij de productie van nutsvoorzieningen.</li> </ul>
Specialiteit :	Warmtekrachtkoppeling	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Industrieel</li> <li>• Tertiair</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• de diepgaande kennis in een of meer van de subcategorieën ;</li> <li>• de diepgaande kennis van middelen voor opslag, bewaking en elektriciteitsverbruik gekoppeld aan warmtekrachtkoppeling, zoals batterijen en oplossingen voor elektrische mobiliteit, met als doel lokaal gebruik en zelfconsumptie te maximaliseren;</li> <li>• diepgaande kennis van de middelen voor warmteopslag en verbruik in verband met warmtekrachtkoppeling, zoals integratie binnen een industrieel productieproces en aanpassingen voor de consument, met het oog op maximale lokale terugwinning en zelfconsumptie.</li> </ul>

Het concept van algemene kennis houdt in dat de auditor in staat is om de volgende elementen te integreren in zijn analyses en rapporten:

- de meest effectieve technologieën aangepast aan de situatie van de begunstigde, gebaseerd op een benaderende dimensionering of de detectie van een algemene of specifieke storing van een apparaat;
- suggesties om de huidige situatie van de begunstigde te verbeteren
- de geschatte kosten van de implementatie van de voorgestelde optimalisaties, in termen van investering en werking, met een marge van plus of min twintig procent;
- de mogelijke financieringsmechanismen, zoals financiering door derden, eigen middelen, subsidies of belastingaftrek;
- de normen en wetteksten die van kracht waren op het moment dat het onderzoek werd uitgevoerd;
- de mogelijke milieueffecten van het project ;
- strategische plannen met betrekking tot energie en aangenomen of gevalideerd door de Waalse Regering;
- alle factoren die een project onhaalbaar kunnen maken;
- alle factoren die specifiek zijn voor een verbetering en die van invloed kunnen zijn op de uitvoering van een andere aanbeveling die op hetzelfde moment of op een later tijdstip wordt gedaan;

- de energieprestatie-indicatoren die specifiek zijn voor de activiteit of activiteitensector van de begunstigde.

Het concept van algemene kennis houdt in dat de auditor in staat is om de volgende elementen te integreren in zijn analyses en rapporten:

- de meest effectieve technologieën die zijn aangepast aan de situatie van de begunstigde, hoe ze te dimensioneren, te controleren of ze goed werken en praktische oplossingen voor te stellen om hun effectiviteit te verbeteren;
- suggesties om de huidige situatie van de begunstigde te verbeteren
- alle parameters of beperkingen met betrekking tot de brandstoftoevoer en afvalverwijderingsketens;
- alle aspecten van operationele veiligheid voor mens en milieu;
- de geschatte kosten van de implementatie van de voorgestelde optimalisaties, in termen van investering en werking, met een marge van plus of min tien procent;
- de mogelijke financieringsmechanismen, zoals financiering door derden, eigen middelen, subsidies of belastingaftrek;
- de normen en wetteksten die van kracht waren op het moment dat het onderzoek werd uitgevoerd;
- de mogelijke milieueffecten van het project en de acties die moeten worden ondernomen om eventuele negatieve effecten te beperken;
- strategische plannen met betrekking tot energie en aangenomen of gevalideerd door de Waalse Regering;
- alle factoren die de technische of financiële haalbaarheid van het project kunnen beïnvloeden;
- energieprestatie-indicatoren die specifiek zijn voor de activiteit of activiteitensector van de begunstigde;
- technologiespecifieke energieprestatie-indicatoren.

De minister kan voor elke vaardigheid aanvullende specifieke toegangsvoorwaarden opleggen, in termen van opleiding of kennis die van de auditor wordt vereist.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA).

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

#### Bijlage 2 Het validatiesysteem voor het vaststellen van de nodige kredieten voor de certificering

Om een certificering te verkrijgen, moet een bepaald aantal bewijzen worden voorgelegd, gekoppeld aan de vaardigheidsomtrek opgenomen in bijlage 1, die een verschillende wegingswaarde hebben afhankelijk van hun type en waarmee kredieten kunnen worden behaald.

De volgende regels zijn van toepassing:

- 1° elk bewijsstuk vermeldt de naam van de auditor en is gedateerd ;
- 2° alle bewijzen worden gevalideerd door de administratie voordat ze in de boekhouding worden opgenomen;
- 3° elk bewijs kan gebruikt worden om verschillende vaardigheden te valideren;
- 4° alle bewijsmateriaal mag niet ouder zijn dan vijf jaar;
- 5° de auditrapporten en -studies zijn opgesteld in het Frans of gaan vergezeld van een vertaling;
- 6° de studie- of auditrapporten die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een subsidie betaald in het kader van dit besluit, moeten minstens voldoen aan de criteria vermeld in bijlage 4 om ontvankelijk te zijn;
- 7° de attesten van opleiding als deelnemer moeten vergezeld zijn van ten minste :
  - a) ofwel een certificaat van succesvolle afronding van het examen, indien een examen de cursus afsluit, ofwel een door de organisator ondertekend aanwezigheidscertificaat dat ten minste tachtig procent van de geplande opleidingsuren omvat en de duur van de cursus vermeldt, indien geen examen de opleiding afsluit;
  - b) een gedetailleerde beschrijving van de opleiding, met nadruk op het verband met de beoogde vaardigheden of de schriftelijke ondersteuning van de opleiding, zoals een syllabus of presentatie.
- 8° de attesten van opleiding als deelnemer moeten vergezeld zijn van ten minste :
  - a) de opleidingen duren minimaal drie uur.
  - b) de deelname aan een conferentie is niet subsidiabel;
- 9° de diensten als opleider moeten vergezeld zijn van ten minste :
  - a) een bewijs dat de auditor identificeert als de spreker van de opleiding;
  - b) een algemene beschrijving van de opleiding, met nadruk op het verband met de vaardighe(i)d(en) en het aantal deelnemers;
  - c) de opleidingsdrager(s);
  - d) de data en locaties van de gegeven opleidingen;
  - e) het aantal keren dat dezelfde opleiding in de afgelopen drie jaar is gegeven;
- 10° Voor elke vaardigheid die op niet-tijdelijke basis wordt aangevraagd, moet ten minste één document worden voorgelegd zoals een energieaudit of -studie in de vijf jaar voorafgaand aan de certificeringsaanvraag die voldoet aan de criteria van de AMUREBA-methodologie.



De tabel hieronder toont het aantal te behalen punten afhankelijk van de gekozen aanpak:

Het soort certificering:	Het aantal vereiste kredieten	De uitzondering voor interne auditors
Tijdelijk certificering in een vaardigheid	0	0
Vernieuwing in een vaardigheid na tijdelijke certificering	15	5
Certificering of verlenging van een vaardigheid zonder tijdelijke certificering	40	15

De tabel hieronder toont de puntenwaarde van elk type bewijs dat vereist is voor het verkrijgen, vernieuwen of verlengen van een vaardigheidscertificering.

De activiteit	Het aantal kredieten	Het maximum aantal kredieten per vaardigheid
Vaardigheidsopleiding als deelnemer	1 per opleiding van minimaal drie uur	10
Vaardigheidsopleiding als opleider	2 per opleiding van minimaal drie uur	10
Lezingen, gerelateerd aan de vaardigheid, gegeven namens "la Wallonie" (Wallonië) als spreker	1 per lezing	5
Niet-AMUREBA audit- of studierapport	2 per audit of studie	20
Het AMUREBA audit- of studierapport	4 per audit of studie	40
Een andere energie-efficiëntie- of koolstofcertificering	2 per certificering	10
Technische expertisediensten geleverd op verzoek van en voor rekening van de SPW TLPE Energie of elke andere Belgische, regionale of federale overheidsinstantie verantwoordelijk voor energie.	4 per contract van minstens €10.000 inclusief belasting	20

Opleiding in de AMUREBA-methodologie kan worden beschouwd als "vaardigheidstraining".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA).

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

### Bijlage 3 De lijst van gesubsidieerde audits en studies en de overeenkomstige vaardigheid van de auditors

De soort audit of studie	De afkorting	De hoofdauditor is gecertificeerd voor de volgende vaardigheden:
De globale audit	GA	de generalist in de tertiaire sector of industrie, afhankelijk van het type entiteit;
De gedeeltelijke audit	GE	de gecertificeerde specialist op het gebied waarop de audit of studie betrekking heeft; De tertiaire generalist of interne generalist voor een gedeeltelijke gebouwenaudit
De haalbaarheidsstudie	HS	
Bijstand voor het beheer van de projecten	BBP	
Prestatie opvolgingsaudit	PGM	
Jaarlijkse opvolgingsaudit	JOA	de generalist in de tertiaire sector of industrie, afhankelijk van het type entiteit; de interne generalist ;
Audit energiepotentieel	PEA	de industriële generalist ; De specialist combineert vaardigheden in hernieuwbare thermische energie en hernieuwbare elektriciteit de interne generalist ;
De begeleiding en opvolging van een koolstofgemeenschap voor een representatieve instellingen van ondernemingen	ESCC	de interne generalist ; de industriële generalist

De soort audit of studie	De afkorting	De hoofdauditor is gecertificeerd voor de volgende vaardigheden:
Actie ter verbetering van de energie-efficiëntie van een sector	AMES	de interne generalist ; de industriële generalist ; de gecertificeerde specialist op het gebied waarop de overwogen actie betrekking heeft;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA).

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

#### Bijlage 4 Minimumkwaliteitscriteria voor audits en door de administratie geanalyseerde studies

In het kader van de certificeringsprocedure vormt de onderstaande informatie de minimumcriteria voor de ontvankelijkheid van een audit of studie.

##### criterium 1. Doelstellingen, hypothesen en stand van zaken:

1° Situatie-informatie: de namen van de betrokken auditors en hun rol, de contactgegevens (naam, e-mail, telefoon) en de rol van de betrokken personen bij de begunstigde, het tijdschema voor de dienst, met inbegrip van de begin- en einddatum;

2° de doelstelling van de audit of studie, de geauditeerde omtrek, een presentatie van de gebruikte methodologie, de in de audit onderzochte vectoren, eventuele beperkingen: situationeel, juridisch of financieel;

3° werkhypothesen: de parameters die in de audit worden gebruikt, zoals conversiefactoren voor primaire/eind-energie, PCI, PCS, CO<sub>2</sub>-emissiecoëfficiënten of de gemiddelde kosten van de verschillende vectoren;

4° stand van zaken: algemene voorstelling van de begunstigde en zijn activiteiten, kenmerken van de geauditeerde of bestudeerde entiteit zoals gebouwen, industriële processen of nutsvoorzieningen zoals stoom of perslucht.

##### criterium 2. ANALYSE VAN DE TOESTAND

1° analyse van het verbruik, met inbegrip van :

a. ten minste één referentiejaar en één studiejaar in ruwe waarden en gecorrigeerd voor beïnvloedende factoren zoals graaddagen indien klimaatgevoelig ;

b. veranderingen in consumptie gedurende een bepaalde periode ;

2° voor de geauditeerde entiteit, een beschrijving van alle industriële processen, nutsvoorzieningen, systemen, gebouwschil en uitrusting, met vermelding van eventuele tekortkomingen;

3° de energiebalans (op grond van berekeningen en hypothesen) :

a. voor een gebouw, de waarden van de transmissiecoëfficiënten, de geschatte luchtverversing, de berekening van de warmteverliezen, het rendement van de energieproductie-installaties en het aandeel hernieuwbare energie ;

b. indien van toepassing, presentatie en vergelijking met relevante prestatie-indicatoren die specifiek zijn voor de activiteit van de entiteit die wordt gecontroleerd of onderzocht;

c. de belangrijkste verbruikers identificeren en het aandeel verbruikte energie aangeven;

4° in het geval van een bestaand systeem voor de productie van hernieuwbare energie: technische beschrijving, jaar van installatie, prestatierapport.

##### criterium 3. Voorgestelde bekostigde verbeteringen voor audits

1° voorstellen voor verbeteringen, die de volledige omtrek van de audit bestrijken en in een logische volgorde of volgens prioriteit worden gepresenteerd en gerechtvaardigd worden door de impact op het totale verbruik, de staat van het gebouw en de uitrusting, de gegenereerde besparingen, de kosteneffectiviteit, de integratie met de doelstellingen van de langetermijnstrategieën voor de renovatie van gebouwen en processen;

2° minstens één actieplan opstellen, waarbij de meest relevante verbeteringen worden geselecteerd, rekening houdend met de impact van elk ervan op de andere, en met aandacht voor het afstemmen van de behoeften op de voorgestelde oplossingen;

3° voor verbeteringen met betrekking tot industriële processen moeten de voorstellen gericht zijn op de verbetering van industriële productieprocessen of industriële nutsvoorzieningen zoals perslucht-, water- of stoombehandeling;

4° als er een financiële analyse van individuele verbeteringen wordt uitgevoerd, is deze gebaseerd op werkelijke geactualiseerde financiële stromen, d.w.z. de interne rentevoet, de netto contante waarde en de geactualiseerde terugverdientijd in plaats van op eenvoudige terugverdientijden, om rekening te houden met langetermijnbesparingen, restwaarden van langetermijninvesteringen, actualiseringspercentages en bedrijfskosten;

5° voor elke voorgestelde verbetering worden de besparingen in termen van energie, uitgestoten ton CO<sub>2</sub> en financiële besparingen berekend.

##### criterium 4. Technische en economische analyse voor haalbaarheidsstudies

Als onderdeel van de haalbaarheidsstudies zullen verschillende varianten of alternatieven voor het project worden geanalyseerd om de optimale energie- en economische voorwaarden te bepalen.

##### criterium 5. Presentatie van financiële steunmechanismen

1° integratie van beschikbare subsidies in de financiële berekening van individuele verbeteringen en actieplannen;

2° een toelichting bij de steun die beschikbaar is voor de verschillende beoogde verbeteringen, zoals informatiebronnen, analyse van het in aanmerking komen van de begunstigde of van de bedragen, motivering in geval van het niet in aanmerking komen voor de steun.

Criterion 6. Conclusies

De samenvatting van een audit moet een of meer actieplannen bevatten over de meest geschikte beslissingen die moeten worden genomen om de situatie te verbeteren in lijn met de doelstelling die aan het begin van het rapport is bepaald in termen van efficiëntie en hernieuwbare energieproductie.

De samenvatting van een studie moet alle informatie bevatten die de begunstigde nodig heeft om een objectieve beslissing te nemen over het gevolg dat aan het bestudeerde project moet worden gegeven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentieële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA).

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 5 Het subsidiepercentage, het maximale tegemoetkomingsbedrag per aanvraag en het maximale aantal subsidies per periode van vier jaar

Het subsidiepercentage, het maximale tegemoetkomingsbedrag per aanvraag en het aantal subsidies dat kan worden toegekend, zijn als volgt vastgesteld:

1° het type begunstigde ;	Het type dienstverlening ;	Subsidiepercentage in procent	Maximale bijdrage per aanvraag exclusief btw	Maximum aantal subsidies over vier jaar(1)
8° de KMO's:	De globale audit GA	75	8.000 EUR	1
	De gedeeltelijke audit GE	75	5.000 EUR	4
	Haalbaarheidsstudie HS (6)	75	5.000 EUR (3)	4
	Bijstand voor het beheer van de projecten BBP	75	5.000 EUR	4
	De prestatiegerelateerde monitoringsaudit (PGM)	75	2.500 EUR (4)	4
	De jaarlijkse opvolgingsaudit (JOA)	75	2.000 EUR	3, één per jaar
	De potentiële energie-audit (PEA)	75	10.000 EUR	1
Publiekrechtelijke rechtspersonen en niet-commerciële organisaties	De gedeeltelijke audit GE "gebouw"	75 of 96 (2)	15.000 EUR	1
	Haalbaarheidsstudie HS (5)	75 of 96 (2)	5.000 EUR (3)	4
	De potentiële energie-audit (PEA)	75 of 96 (2)	20.000 EUR	1
	De prestatiegerelateerde monitoringsaudit (PGM)	75 of 2	5.000 EUR (4)	4
Ondernemingen onderworpen aan de auditverplichting onder het besluit van 8 september 2016 die geen lid zijn van een koolstofgemeenschap	Haalbaarheidsstudie HS (6)	60	15.000 EUR (3)	2
	Bijstand voor het beheer van de projecten BBP	60	10.000 EUR	2
	De prestatiegerelateerde monitoringsaudit (PGM)	60	5.000 EUR (4)	2
De bedrijven die lid zijn van een koolstofgemeenschap ;	De globale audit GA	60	40.000 EUR	1
	De gedeeltelijke audit GE	60	20.000 EUR	4
	De prestatiegerelateerde monitoringsaudit (PGM)	60	10.000 EUR (4)	4
	De jaarlijkse opvolgingsaudit (JOA)	60	4.000 EUR	3, één per jaar
	Haalbaarheidsstudie HS (6)	60	35.000 EUR (3)	4
	Bijstand voor het beheer van de projecten BBP	60	30.000 EUR	4
	De potentiële energie-audit (PEA)	60	30.000 EUR	1
De representatieve organisatie van ondernemingen :	Actie ter verbetering van de energie-efficiëntie van een sector	100	20.000 EUR	4, één per jaar

1° het type begunstigde ;	Het type dienstverlening ;	Subsidiepercentage in procent	Maximale bijdrage per aanvraag exclusief btw	Maximum aantal subsidies over vier jaar(1)
	De voorbereiding, de omkadering en de opvolging van een koolstofgemeenschap	100	80.000 EUR	4, één per jaar

(1) Onder beperking wordt verstaan een aantal interventies in dezelfde vestigingseenheid. In afwijking hiervan kan aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen vóór het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijnen een tweede subsidie aan de begunstigde worden toegekend indien :

1° de uitgevoerde audit of studie werd gecontroleerd door de administratie ;

2° de controle inbreuken op de AMUREBA-methodologie aan het licht bracht;

3° de audit of studie niet is gecorrigeerd door de auditor binnen de door de administratie gestelde termijn of niet kan worden gecorrigeerd omdat de auditor of dienstverlener zijn certificering of erkenning heeft verloren.

(2) Het tarief van 75% wordt toegepast voor begunstigden die de btw kunnen terugvorderen. Het tarief van 96% wordt toegepast voor begunstigden die de btw niet kunnen terugvorderen.

(3) Voor begunstigden zoals kmo's, publiekrechtelijke rechtspersonen of niet-commerciële instellingen bedraagt het maximum 20 000 euro voor een haalbaarheidsstudie met betrekking tot thermische energievaardigheden zoals gedefinieerd in bijlage 1. In afwijking hiervan geldt voor alle soorten begunstigden, voor een haalbaarheidsstudie met betrekking tot de terugwinning en het gebruik van energie uit afval of een thermisch energienetwerk zoals gedefinieerd in het decreet van 15 oktober 2020 met betrekking tot de organisatie van de thermische energiemarkt en thermische energienetwerken, een plafond van 45 000 euro.

(4) Voor een prestatieaudit van een biomethanisatie-eenheid is het plafond € 15 000.

(5) Alleen haalbaarheidsstudies met betrekking tot werkzaamheden ter verbetering van de energieprestaties van een gebouw, zoals opgesomd in artikel 9 van het AMUREBA-decreet van 13 oktober 2022, komen in aanmerking.

(6) Haalbaarheidsstudies met betrekking tot energieproductieapparatuur die gebruik maakt van fossiele energiebronnen en acties met een terugverdientijd van minder dan 3 jaar komen niet in aanmerking.

KMO's die lid zijn van een koolstofgemeenschap zijn opgenomen in het begunstigde type "bedrijven die lid zijn van een koolstofgemeenschap".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiele sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA).

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

#### Bijlage 6 De AMUREBA-methodologie

De AMUREBA-methodologie is de algemene methodologie die moet worden toegepast op alle energieaudits en -studies die in aanmerking komen voor de in dit besluit beschreven subsidies. Ze bestaat uit de volgende elementen:

Kwaliteitscriteria overeenkomstig bijlage 4;

Informatie over het Waalse, Belgische en Europese wettelijke kader met betrekking tot energieaudits en -studies;

Een definitie van waarden voor conversiefactoren, meeteenheden en parameters die gemeenschappelijk zijn voor alle audits en studies, inclusief conversiefactoren voor primaire/eind-energie, PCI/PCS-verhoudingen en CO<sub>2</sub>-emissiefactoren, evenals financiële parameters die in aanmerking moeten worden genomen in de analyse van de rentabiliteit, waar van toepassing;

Voor elk type audit en studie vermeld in bijlage 3 :

1° de te bereiken doelstellingen;

de in aanmerking te nemen referenties of de manier om deze vast te stellen ;

een lijst van minimale beïnvloedende factoren die het vast te stellen activiteitsniveau kwantificeren met het oog op vergelijking met soortgelijke activiteiten;

de minimale inhoud van het audit- of studierapport, naast de informatie in bijlage 4;

een structuur voor het schrijven van het prestatierapport en het presenteren van de resultaten;

een analyserooster voor energieverbruik ;

de prestatie-indicatoren die in de conclusie van elk verslag moeten worden opgenomen ;

De toepasselijke weging en inhoud van de methodologische richtsnoeren voor industrieel, tertiair of gemengd gebruik.

Voor de audits van een publiekrechtelijke rechtspersoon of een niet-commerciële instelling:

1° als de entiteit beperkt is tot één of meer gebouwen, zijn de punten *f)* tot *h)* niet verplicht;

2° de audit heeft betrekking op ten minste één gebouw of deel van een gebouw;

3° de audit wordt uitgevoerd door een tertiaire generalistische auditor of een interne auditor.

De Minister kan de inhoud van deze bijlage nader bepalen of aanvullen.



De administratie stellen de AMUREBA-methodologie, bestaande uit een reeks referentiedocumenten en analyse-instrumenten, op overeenkomstig deze bijlage en publiceren deze op hun website.

Gezien om te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004276]

### 1<sup>er</sup> FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conventions carbone

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telles que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, l'article 12, 2<sup>e</sup> ;

Vu le décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023, les articles 30, alinéa 2, et 33, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 12 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>e</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 74.956/4 du Conseil d'État, donné le 10 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n° 11 du Comité des experts sur le climat, donné le 14 septembre 2023 ;

Considérant l'avis de l'Union wallonne des entreprises, donné le 2 octobre 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 20 septembre 2023 ;

Considérant la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux Sociétés régionales d'investissement ;

Considérant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

Considérant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel, pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie, (AMUREBA) ;

Considérant le règlement 2021/1119 du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999, loi européenne sur le climat, qui prévoit l'objectif de neutralité climatique de l'Union à l'horizon 2050, ainsi que ses objectifs intermédiaires, la réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990 en s'appuyant sur le Green Deal ;

Considérant que le règlement 2018/1999 du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat oblige les Etats membres à transmettre à la Commission européenne des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, ainsi que leurs mises à jour régulières. La contribution wallonne à ce plan est reprise dans le Plan Wallon Air Climat Energie 2030 ;

Considérant que la directive 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables exige que la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de l'Union en 2030 soit d'au moins 32%. Dans le cadre du plan REPower EU visant à renforcer l'indépendance énergétique européenne, cet objectif devrait être rehaussé à 45% ;

Considérant la Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, qui prévoit d'importants objectifs d'amélioration de l'efficacité énergétique pour les Etats membres, encore rehaussés dans le cadre du plan REPowerEU. Les mesures prises dans ce but peuvent notamment comprendre des accords volontaires avec les entreprises ou organismes publics ;

Considérant l'accord de Paris, adopté le 15 décembre 2015, auquel la Région wallonne a porté son assentiment par décret du 24 novembre 2016, qui prévoit la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et la poursuite de l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels ;

Considérant l'établissement au niveau de l'Union européenne d'un système d'échange de quotas d'émission, en abrégé « SEQUE » de gaz à effet de serre qui impose aux secteurs qui y sont soumis de diminuer leurs émissions de dioxyde de carbone, en abrégé « CO<sub>2</sub> », de 62 % par rapport à l'année 2005, que le règlement sur la répartition de l'effort, en abrégé « RRE » fixe des objectifs nationaux en matière de réduction des émissions dues au transport routier, au chauffage des bâtiments, à l'agriculture, aux petites installations industrielles et à la gestion des déchets, qui ces secteurs, qui jusqu'ici ne relevaient pas du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne, en abrégé « SEQUE de l'UE » doivent diminuer leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 40% par rapport à 2005 ;

Considérant le Plan Air Climat Energie 2030 de la Région wallonne adopté le 21 mars 2023, dans lequel la Wallonie s'est engagée à réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 55% pour l'année 2030 par rapport à l'année 1990 ;

Considérant que la Région wallonne a conclu, pour les périodes de 2003 à 2013, puis de 2013 à 2023 des accords volontaires, dénommés « Accords de branche » de première puis de seconde génération, que ces instruments conventionnels constituent un important outil de la politique régionale, tant dans un objectif de décarbonation et d'efficacité énergétique dans l'industrie, que dans un objectif de maintien de la compétitivité ;